LES FOSSOYEURS DU VIEUX MONDE

MAI 1983 N°4

Imprimerie Edit 71
22 rue d'Annam
75020 Paris - tél. 636.89.09

1

1.

La décennie 80, pour ce qu'on a déjà vu, a consacré la fin de l'état d'assistance. La société, dans sa richesse abstraite, ne peut payer tribut à la pauvreté qu'elle engendre. La pauvreté moderne n'est désormais plus quelque chose que l'on peut assister, mais que l'on doit contrôler : les pauvres ont dépassé toutes les limites de l'assistance possible. Nous campons franchement en ennemis aux portes des grandes villes, et parfois même encore à l'intérieur. Nous savons que ce n'est pas une misère naturelle qui nous rassemble, comme une masse mécaniquement écrasée par la force des choses, mais une misère sociale organisée. Nous sommes au centre de l'intérêt du monde. En septembre 81 un jeune de Vénissieux disait devant les caméras de la télévision : « maintenant qu'on a brûlé des voitures, on s'intéresse enfin à nous. On va donc en brûler encore ». Les jeunes de la banlieue lyonnaise ont spontanément fait naître et grandir l'intérêt public dans des actions appropriées où tout le monde se reconnaît. C'est le péril qui menace partout l'ennemi. Son monde est infiltré. Combattre cette infiltration est la tâche première de tous les États. La pensée dominante, pensée du minimum vital, a lancé une gigantesque opération de police sur la planète pour réduire la masse des pauvres à l'idée de ce minimum.

2.

Aprésent le monde est devenu le champ de manœuvre d'une armée de réserve. Partout des bataillons entiers de pauvres se retrouvent visiblement en réserve de la richesse du monde : ils consomment **les retombées réelles** de la splendeur illusoire du spectacle. Il fut des époques lugubres où les pauvres ne pouvaient que subir leur sort misérable comme une donnée de la nature. Mais nous sommes maintenant entrés dans l'époque heureuse où tout le monde a pris goût à la richesse. Ceux qui prétendent gérer le monde doivent donc, pour en organiser les retombées réelles, **en contrôler l'apparence** : plier chacun à l'idée d'un minimum vital pour **nous contenir dans notre réserve**. La Grande-Bretagne est l'une des zones mondiales où ce processus se déploie le plus clairement. La nation la

plus industrieuse et commerçante du siècle passé s'est transformée en un vaste Workhouse moderne. La bourgeoisie britannique s'est donné, avec le gouvernement Thatcher, une politique économique qui entraîne la réduction générale de toutes les « dépenses publiques », c'est-à-dire de « la part de la richesse sociale » que l'État attribue à l'entretien de l'armée de réserve (ce qui concerne non seulement la reproduction des pauvres qui n'incombe pas directement à leur salaire, mais aussi la gestion du secteur nationalisé). A l'exemple de Reagan brisant la grève des aiguilleurs aériens en juillet 81 en les licenciant tous, l'État britannique a réprimé toutes les grèves du « domaine public » (avec succès dans les chemins de fer au printemps 82, avec moins de succès dans l'industrie automobile en avril 83), tandis que l'on a vu se préciser la mise en place du contrôle policier des zones de banlieues où sont parqués les chômeurs-à-vie, d'une manière **militaire**. La bourgeoisie a créé l'État pour veiller à ce que la richesse du monde ne lui échappe pas en se retournant contre elle, et principalement pour surveiller ceux qui sont la cause centrale d'un tel retournement. Ceux-là ne possèdent dans la société que le droit au travail. Ce droit n'a d'existence qu'en face de l'État, et l'État garantit que les pauvres n'aient effectivement droit **qu'au travail**. Leur existence sociale de salariés (le chômeur-à-vie en est un, bien sûr) l'État doit essayer de l'organiser rationnellement. C'est finalement à l'État qu'il revient de donner raison à ce monde, de lui donner **une raison** : la raison économique est la seule raison d'État. Pour ceux qui ne connaissent la richesse qu'en négatif et qui le savent, c'est la police l'ultime raison du monde. Les jeunes prolétaires de Brixton et de Toxteth ne connaissaient que le temps mort sur l'espace désert. L'État britannique les a contraints à la guerre en voulant les y résigner. Il n'est plus

Brixton - juillet 1981

permis à personne de se tromper sur sa misère, car de plus en plus crûment la stratégie de l'État nous renseigne là-dessus. Les jeunes chômeurs-à-vie des banlieues anglaises faisaient en raccourci l'expérience que font des millions de pauvres travailleurs. Si la bourgeoisie nous traite comme chair à travail, l'État nous traite comme chair à économie. Il doit pourvoir à l'entretien extérieur de l'armée de réserve. Et à la façon dont il organise l'existence sociale des jeunes chômeurs, en faisant tout simplement l'économie de leur existence, il doit bien involontairement dissiper toute illusion : c'est un monde qui décide de cette misère. C'est pourquoi, au moment où l'armée de réserve s'agrandit si visiblement, l'État doit de gré ou de force la contraindre à sa réserve : les réformistes du Labour avec leurs creuses protestations sur le chômage et Thatcher en envoyant sa police ceinturer ces zones urbaines. Il s'agit pour eux de faire entrer dans la tête des pauvres la définition **de la vie comme minimum**. Il s'agit de les résigner à **vivre à l'économie.**

● ***Le Premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a passé la nuit de samedi à dimanche à Scotland Yard où elle a suivi le déroulement des opérations de police. Elle est ici avec le commissaire Douglas Cree, chef de la section qui s'occupe de l'ordre public. (Photo A.F.P.)***

Juillet 1981

3.

Les pauvres sont toujours tributaires de l'État et c'est là son péché originel. L'économiste américain Galbraith, dès la fin août 81 déclare, en contestant la politique économique de Thatcher et Reagan, qu'il incombe à la société et à l'État l'obligation d'assurer l'entretien des pauvres par la satisfaction de leurs besoins qu'il qualifie d'élémentaires (la nourriture, l'habillement, le logement, l'automobile et même, dit-il, l'alcool). Il affermit son propos en notant qu'il faut prendre très au sérieux l'avertissement que venaient de prononcer, dans les semaines précédentes, la vague des émeutes anglaises. Galbraith parle en toute décontraction du point de vue **idéel** de l'économiste, là où Thatcher et Reagan agissent du point de vue **empirique** des gestionnaires. Il entend élargir la définition du « besoin élémentaire », sans voir que cette notion même coïncide avec la réduction de la vie à la plus stricte reproduction élémentaire et animale. C'est contre le règne du « besoin élémentaire » que se sont soulevés les habitants de Brixton et de Toxteth. Après les émeutes anglaises, des observateurs ont annoné que tout cela était dû au déclin de la prospérité du capitalisme britannique. On pourrait simplement opposer à ça que les USA en pleine expansion ont bien connu, dans les années 65/67 une vague d'émeutes du même contenu – et tout récemment encore, les Noirs de Miami ont fait la preuve contraire. Les économistes ne peuvent parler de la richesse que comme quelque chose de quantifiable. Mais il faut cesser de croire que l'on pourrait **faire le compte** de la richesse. La richesse n'est pas un résultat mais **un principe** – et comme tout principe, il agit. Tout capitalisme, toute nation connaît des périodes de prospérité moindre, où l'activité s'affaiblit, les marchés se restreignent, les industries périclitent, la monnaie se dévalue, etc. Mais ce ne sont pas ces éléments qui sauraient entraîner une révolte des pauvres (à en croire les économistes, les pauvres ne se révolteraient que quand les marchandises circulent au ralenti). Que, dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, les salariés du « secteur public » soient mis au pas, les salaires stagnent ou baissent, le nombre des chômeurs s'accroît, les dépenses de l'État diminuent, etc., est l'expression des efforts de l'État pour relancer l'activité créatrice de richesse – et ces efforts comprennent la réduction générale du prix auquel revient l'armée de réserve. C'est un paradoxe, les pauvres coûtent beaucoup d'argent. C'est donc que la richesse d'une nation, dans son activité ininterrompue, dans sa dynamique, **dans la définition de sa vie même** et de sa volonté universelle exige que des masses de pauvres vivent à l'économie. Si bien que lorsqu'on dit, parlant des « dépenses publiques », « la part de la richesse destinée à l'entretien des pauvres », il s'agit d'une abstraction, certes éminemment pratique, un produit de la raison d'État ; il s'agit uniquement du strict nécessaire à les entretenir à l'état **d'indigence sociale**. Les chômeurs-à-vie ne sont que des bataillons avancés de l'armée de réserve. C'est la totalité de l'humanité qui est en réserve de la richesse. La pensée économique parle toujours en pré-supposant un idéal abstrait de la richesse, un état immobile

Early evening, April 11: Police block off Railton Road at Mayall Roac (but soon the uprising was to overcome them and spread out to the main Brixton shopping area).

Brixton, le 11 avril 1981

du monde qui n'existe évidemment qu'en pensée : le plus bel ordre du monde est comme un tas d'ordures rassemblées au hasard. La richesse échappe au calcul, mais elle contraint chacun à végéter dans les eaux glacées du calcul économique. La spécificité révoltante de la Grande-Bretagne de Thatcher, c'est la manière dont l'État y organise le casernement de l'armée de réserve (l'État est en quelque sorte une intendance universelle de la société). La politique qu'il mène pour garantir la dynamique du capitalisme britannique est une stratégie qui manifeste avec une brutalité sans fards la vérité essentielle de la richesse abstraite. (L'État britannique ne s'embarrasse pas des précautions sociales-démocrates françaises). Les chômeurs-à-vie, sans illusion, ont découvert la richesse existante comme une abstraction de leur vie. Sur la question de la richesse, il y a eu peu de réponses aussi claires que l'incendie des banques à Toxteth le 4 juillet 81.

4.

Autant la vie quotidienne définit chacun comme isolé face à la richesse du monde, par contre tous se retrouvent abstraitement réunis face à l'État comme la masse à administrer. Dans son existence sociale, chaque individu se trouve isolé, excepté dans tout ce qui, de sa vie, est tributaire de l'État et où il est immédiatement dans un rapport commun à tous avec le monde. Là où la marchandise a affaire à l'individu singulier, l'État n'a en face de lui que **des masses** : c'est-à-dire des multitudes informes et diversifiées, des individus singuliers mais agglomérés comme un ensemble sans pensée. Là où la marchandise crée substantiellement un monde, l'État recueille les fonctions d'unification formelle. L'État organise le séparé en tant que séparé. Les masses sont une vieille création de l'État. C'est pourtant dans la masse que l'individu entre en relation, dépouillée de toute contingence, avec la puissance universelle qui crée le monde. Par l'intermédiaire des décisions étatiques administrant la masse des pauvres, par la nature même de ces directives et leur exécution pratique dans sa vie est signifiée à l'individu la vérité de son sort, comme un sort qui appartient à tous ses semblables (c'est ainsi que des gens ne se connaissant pas se retrouvent parfois spontanément unis pour s'opposer à une intervention de la police dans la rue, le métro...). C'est seulement dans son rapport avec cette expression abstraite de la société qu'est l'État, que l'individu se départit effectivement de la contingence où semble se borner autrement son insatisfaction. Celle-ci s'en prend alors immédiatement à la société dans sa vérité universelle et **elle peut la menacer en tant que telle**. L'insatisfaction des individus atteint ainsi une vérité universelle qui revêt le caractère d'une menace générale pour la société. L'histoire contemporaine est riche de ces cas, où l'exercice de la raison d'État amorce l'explosion de l'insatisfaction qui jusque-là se réfléchissait dans l'isolement et la séparation définissant la masse. La masse se dissout alors et apparaît le public face à l'État. Ainsi la gigantesque opération « Swamp 81 » de quadrillage et de ratissage du

quartier de Brixton, au début avril, a préparé le moment où l'arrestation d'un individu devait déclencher l'émeute du 11 avril, la première des émeutes de l'année 81 qui devait en connaître tant (on lira la chronologie de cette période dans « Expédition sans retour », en annexe). Le seul secteur des « dépenses publiques » qui n'ait subi aucune restriction en 81 en Grande-Bretagne, fut le budget de la police – révélant par là la vérité des « dépenses publiques ». Les émeutiers ont donné son sens véritable à la dépense publique, comme fête absolue.

5.

Comme les prolétaires de Pologne l'ont compris et démontré au reste du monde, s'il existe d'un côté un territoire de la vie quotidienne où naît l'insatisfaction et de l'autre une sphère de l'activité politique, de l'État, **les deux ne sont cependant en rien indifférents l'un pour l'autre.** Dans la séparation entre la société, la vie civile et l'État, l'un se réfléchit dans l'autre et réciproquement. Certes, la société civile restera le domaine des affaires privées qui, en tant que telles, ne peuvent prétendre à un caractère d'intérêt universel. Si elles veulent y prétendre, elles doivent se donner le moyen d'une existence politique. Elles doivent faire **représenter** ce qui en elles est général devant le monde, en détachant d'elles les éléments d'une classe politique. Seule une partie de la société civile peut s'imposer à toute la société civile d'un point de vue universel : la bourgeoisie, car elle possède l'activité de l'argent. Elle seule peut dominer et organiser ses propres affaires privées, par-delà leur opposition immédiate – c'est-à-dire organiser ce qu'il y a de général en elles (quant à le dominer, c'est une autre paire de manches). Au contraire, la seule activité qui appartienne aux prolétaires est le manque d'argent, sa pseudo-suppression. Ils sont tous, par rapport à l'argent, des nécessiteux. Ils n'ont en commun que le négatif. Ils n'ont en commun que le fait d'être isolés par la pseudo-suppression du manque. Ils n'ont en commun que l'absence de communauté. Ce n'est qu'en tant que travailleurs (le travail étant leur seule participation positive à la société civile) qu'ils ont eu une existence de classe politique, des représentants : aussi longtemps que les pauvres étaient condamnés à réaliser la pensée de la bourgeoisie, à réaliser les idées économiques faisant d'eux des bêtes laborieuses qui se reproduisent. La politique a été le règne animal de l'humanité, sa zoologie. Les pauvres n'ont aucun intérêt privé qui puisse s'élever au rang de l'universel. Ils ne peuvent donc faire valoir leur intérêt privé comme une exigence universelle qui aurait besoin de se réfléchir dans l'État, d'y avoir des représentants. Mais l'ennemi entend faire participer les pauvres, de gré ou de force. Le seul intérêt universel que les pauvres puissent avoir en commun est purement négatif. Il s'agit pourtant pour l'État de donner aux pauvres une existence civile, coûte que coûte ; et la tâche de ceux qui « représentent l'État dans la société » (selon l'expression de Marx) est de diviser les pauvres, d'**organiser** leur isolement, leur séparation comme un acte politique. Par cet « isolement politique » (selon la même expression de Marx), l'intérêt isolé des pauvres reçoit le rang de l'universel, que justement il ne mérite pas. Il parvient à une existence politique. Cette représentation fait apparaître alors devant l'État de simples masses d'où s'exhalent divers intérêts privés **civilisés**. L'État a toujours voulu civiliser les pauvres. Le prolétariat n'a jamais eu de représentants : **c'est l'État qui a eu des représentants chez les pauvres**. C'est les pauvres qui ont été organisés de gré ou de force suivant le principe de l'État, ainsi qu'en témoigne l'histoire passée du mouvement ouvrier. La tâche de ceux qui représentent l'État dans la société civile est bien de faire de ces intérêts privés, isolés,

Sao-Paulo « Libération » le 12 avril 1983

qui existent d'une manière immédiate dans la vie quotidienne, un monde. Leur enjeu est de contrôler l'apparence, la réflexion du besoin, de l'intérêt. Cette réflexion sous la forme de la séparation fait des pauvres une masse et c'est le but de l'État, par cela, de n'avoir face à lui rien d'autre. Dans le rapport entre la vie quotidienne et l'État, ces deux extrêmes, s'organise une apparence aliénée : le regard abusé ne voit dans ce monde que des masses et des individualités abstraites. Bien sûr, tous les pauvres ont, chaque jour, une vie bornée à des intérêt privés qui les isolent. La nécessité de la pseudo-suppression est totale et elle écrase indistinctement tous les individus qu'elle oppose entre eux, qu'elle diversifie à l'extrême. Ces intérêts privés sont la forme de leur isolement. Mais de cet isolement, les pauvres n'en font pas un monde ! S'il leur arrive de s'en parler, c'est bien comme d'une misère et qu'ils savent pertinemment être commune. Ce sont les représentants de l'État qui se chargent d'eux, et par tous les moyens, d'en faire un monde. Nous les pauvres sommes une impossibilité humaine. La pauvreté n'a pas d'existence civile. Elle existe **à l'insu de tous les mensonges officiels** et de toutes les représentations dominantes du besoin. Elle consiste en une absence. Elle n'existe que dans la clandestinité et c'est clandestinement qu'elle se réfléchit, qu'elle existe d'une manière universelle, qu'elle se communique sa vérité. Il en sera ainsi jusqu'à la fin définitive du Vieux Monde. Elle est clandestine non seulement par rapport à la police mais par rapport au monde. Le monde a refoulé sa propre réalité.

Il ne nous offre plus que l'apparence aliénée des transactions syndicales ; « des intérêts privés élevés au rang de l'universel », organisés en sphère politique, du caquetage économique qui a seul droit de cité. C'est bien pourquoi quand les prolétaires entreprennent leur tâche, qui est de se communiquer la vérité générale de leur misère (et leur misère ne devient généralement vraie que dans cette communication), ils le font sans intermédiaires et s'en prennent aux représentants de l'État directement. Le prolétariat, quand il se manifeste, dissout toute l'apparence aliénée du monde. Les pauvres ne peuvent revendiquer un intérêt particulier dans la société civile. Quand ils en viennent à percer l'essence de la nécessité qui les écrasait – et par laquelle on faisait d'eux une masse – leur action rassemble en elle toute l'insatisfaction isolée dans la société : c'est immédiatement une action publique, anti-étatique. Les pauvres des banlieues anglaises ont seulement affaire à la nécessité universelle du salaire, **de l'argent pauvre**. Ils ne voient plus qu'elle et c'est de ce point de vue qu'ils entrent en guerre avec l'État. L'État peut toujours discuter avec des classes sociales, négocier leur intérêt particulier dans la société qu'il gère. Il ne peut négocier avec des gens qui n'espèrent rien de particulier et brûlent les banques ou poignardent des flics. Margaret Thatcher avait totalement raison de dire « ces émeutes ne sont pas provoquées par le chômage mais par l'envie ».

6.

Il y a des gens qui ont dit être en désaccord avec la phrase finale d'« Expédition sans retour » : « nous sommes entièrement négatifs et c'est notre force ». Il va sans dire que nous pouvons considérer tout désaccord là-dessus comme **définitif**, puisque portant sur le concept même du prolétariat. C'est plutôt la fonction de l'État que d'organiser les relations entre les individus de la société présente comme quelque chose de positif – là où se développe précisément leur incommunication et leur séparation. Cette séparation les contraint à vouloir **imposer au monde** leur envie de richesse par des actes qui excèdent l'existence immédiate de leurs relations entre individus séparés. Aujourd'hui les prolétaires déclarent franchement qu'en tant que tels ils sont une impossibilité humaine. Ils sont contraints à faire connaître leur mécontentement par des actes qui les dépassent. Les prolétaires sont contraints à la notoriété. Ils sont forcés de recourir aux grands moyens. Ils commencent d'abord par se parler **indirectement**. Leur communication réelle consiste en des agissements scandaleux qui satisfont un besoin ressenti partout et coïncident ainsi avec un intérêt public. Ils **provoquent** l'attention du public, ce qui se manifeste premièrement par la généralisation de telles actions (comme en témoignent la diffusion et la persistance des rodéos et incendies dans l'Est lyonnais). Avec ça commence véritablement la publicité. Là ont parfois pris naissance de dangereux bavardages. La seule positivité qui ressort de cela, c'est **celle de l'exemple**, la capacité de généralisation. Voilà le seul effet positif de nos actions. La publicité doit **nécessairement** apparaître. Elle se fonde comme

quelque chose de médiatisé, comme une activité objective. Pourtant il est fréquent de voir, ici et là, des gens considérer, en réformistes, la publicité comme l'affaire de l'individu avec son autre immédiat. La communication dont le spectacle parle tant serait **une communication sans moyen**, pure immédiateté qui reste toujours malheureuse. De ce malheur ressortent alors d'interminables questionnements sur l'incommunication (c'est en cela que les plus avancés des réformistes ont pour principal sujet de théorie **leurs** relations ; des relations que rien ne fonde objectivement dans un monde. Ne concevant pas l'activité de communication dans sa forme objective, comme une dérive du monde, ils ne voient effectivement de ce dernier que des masses amorphes qu'ils essaient par ailleurs de secouer par l'activisme qui les réconcilie abstraitement avec l'objectivité). Les prolétaires ne se posent aucun problème de communication. Ils ne peuvent ni ne veulent s'attarder à leurs relations. Ils ne partent pas d'une conception confidentielle de la publicité. **Ils ont trop affaire au monde.**

Cinq cents jeunes noirs ont affronté, dimanche soir, pendant quatre heures, la police anti-émeute dans le faubourg noir de Miami, Liberty City. Les forces de l'ordre étaient intervenues pour mettre fin à un grand bal en plein air dans un parc de la ville, sur demande de voisins qui se plaignaient du bruit. Résultat : jets de pierres et de bouteilles contre les policiers, coups de feu, vitrines brisées, station-service pillée, dix-neuf arrestations mais pas de victime. En 1980, trois jours d'émeutes dans le même faubourg avaient fait dix-huit morts. *« Libération » 15 mars 1983*

7.

La théorie du prolétariat doit cracher sans merci sur tous les verbiages à propos de la communication, qui placent sa réalité à l'intérieur des relations qui rapportent immédiatement les individus singuliers dans la société existante. La réalité de la communication est l'objet central de tous les mensonges réformistes. L'individu est l'homme total, dont les besoins s'étendent **à tout ce qui existe.** Autant dire que si nous avons une existence d'individus réels, elle ne peut être que négative : ce qu'on nomme scandale. Elle correspond alors à l'intérêt d'autrui en général (non pas l'intérêt individuel tendant abstraitement au général, comme la société du spectacle en consacre le règne, mais qui contienne le général dans la forme de sa manifestation). Les abstractions qui règnent dans la vie quotidienne s'effacent quand l'insatisfaction s'exprime en réfléchissant celle de tous. L'individu n'existe plus alors comme une abstraction, ses besoins peuvent s'étendre effectivement à tout ce qui existe. De plus, le but de la théorie révolutionnaire et de l'activité situationniste en général n'est pas de « rendre consciente la misère des individus » ou de « faire apparaître la misère », etc., mais de tendre rationnellement et de façon systématique à la richesse – de s'attaquer nécessairement à son abstraction. Tous les mouvements sociaux des dernières années doivent leur contenu subversif à ce qu'ils sont des efforts entrepris par les pauvres pour satisfaire leur goût de la richesse. Il ne s'agit surtout pas de dénoncer l'abstraction de la richesse, mais de l'épuiser. Il s'agit de réaliser la marchandise. Les militants, eux, peuvent se contenter de « montrer la misère », comme si cela pouvait constituer une source de satisfaction pour une critique sociale ! C'est là la besogne pédagogique de ceux qui ont un dégoût profond de la marchandise et redoutent les excès de la richesse comme abstraction (et évidemment ils ne montrent en fait rien de la véritable misère du monde). C'est seulement **en tendant à la richesse** que les pauvres peuvent mesurer et comprendre l'étendue, la profondeur de leur misère – et d'ailleurs il leur arrive d'entrer dans des colères folles si on leur ôte toute possibilité de rêver à la richesse. Toutes les tentatives envers la richesse sont des essais de la réaliser comme publicité, et qui contradictoirement parviennent à l'essence de la misère. Le but de la théorie est donc de dégager de ce mouvement un concept adéquat de la richesse.

8.

La richesse est forcément quelque chose de public. Elle n'a pas de consistance pure. La richesse est seulement richesse **d'un monde.** Comme monde de la richesse, sa consistance est immédiatement supprimée, et cette dernière n'est qu'un moment de la forme elle-même ; la forme prend en elle la consistance, ou la matière, comme l'une de ses déterminations. La richesse ne tire sa consistance que de cette réflexion. C'est ainsi qu'elle a un contenu, généralement valable pour tous. Contrairement

Marlboro

à ce que croient les observateurs réformistes, le public **existe**, dans le monde présent : mais c'est un public aveugle, sourd et muet. L'achat est le seul acte véritablement public dans la société du spectacle, le seul acte qu'il appartient à tous d'effectuer en présence de tous et où le salarié trouve la conviction de participer à la richesse du monde. C'est d'ailleurs le seul acte que l'individu salarié accomplisse avec conviction – et ce, quelle que soit la détermination particulière de son besoin. L'achat est la seule pratique sociale par laquelle le besoin de publicité devient participation **effective** à un monde de la richesse. Mais dans cette opération, le besoin se gâte. L'excitation, dans l'achat, est elle-même aussitôt contredite (il ne faut surtout pas confondre excitation et jouissance ; on peut bien être excité en vain !). Avec l'avènement du spectacle moderne, la richesse n'est plus la richesse de quelqu'un ou de quelque chose. La richesse n'existe que comme monde et chacun peut en faire l'expérience. Désormais la richesse est **en vue** de tous. Mais dans le monde ainsi devenu de la marchandise, excitation et dépense s'opposent. Seul l'achat rapporte chacun **à tout ce qui existe**, mais le sépare identiquement de tous. L'excitation est ainsi privée d'effet et ne conduit qu'à une dépense solitaire. Leur unité, qui posée fait d'elle le contenu de la richesse comme communication totale, échange qui s'étend à tout, s'est perdue dans la réalité profane de l'individu salarié. A l'instant de l'achat, son besoin est **supprimé en apparence comme besoin général**, et cependant la suppression effective du besoin ne donne qu'un résultat purement particulier, diversifié à l'extrême. L'excitation générale ne se communique que pour des foules solitaires (un imbécile, par exemple un observateur réformiste pour qui le public n'a pas d'existence objective, sera confondu de stupéfaction devant la violence sauvage dont font preuve, en Grande-Bretagne, les supporters des clubs de football, et cela **d'une manière systématique**. Dans les matchs de foot,

ROCARD

« Choisir librement entre salaire et qualité de vie »

« Derrière la réduction de la durée du travail, il y a une recherche de la meilleure qualité de la vie », *a déclaré ce week-end Michel Rocard. Pour le ministre du Plan, cela peut conduire à accepter une réduction du revenu :* « Il y a un choix à faire entre ce qui devient possible avec des cadences fortes et une rémunération très forte, ou une vie plus agréable, plus proche de la nature, plus sportive, plus familiale, plus privée, avec peut-être une acceptation de réduction du revenu. » *Pour Michel Rocard, chacun doit pouvoir choisir librement.*

Il a terminé en approuvant François Mitterrand et expliquant que, à trente-neuf heures, il n'y avait pas de bouleversement fondamental dans la vie des gens, et qu'il était donc normal que le salaire soit compensé intégralement.

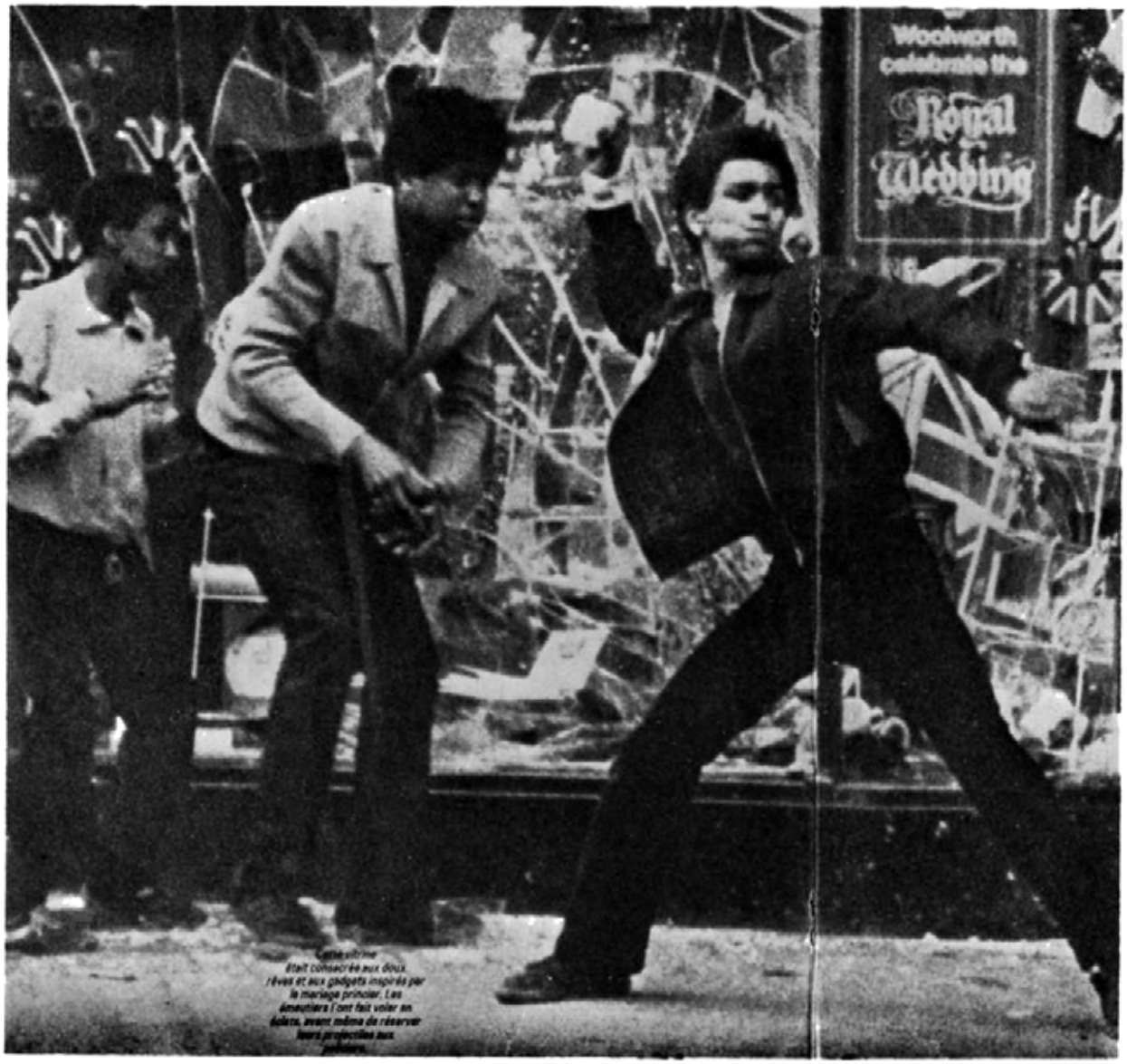
« Le Matin », mars 1983

l'excitation est rendue à un degré d'abstraction tel qu'elle en arrive à se dépenser – l'opposition immédiate de l'excitation et de la dépense se supprime – dans le vandalisme **général**. Le vandale est bien l'individu qui s'excite immédiatement sur tout ce qui existe, sur un monde, sur une totalité inaccessible. Par ce vandalisme qu'ils déploient à l'occasion des matchs et des déplacements de foule que ceux-ci provoquent, les supporters anglais manifestent leur insatisfaction – du reste les cars de supporters sont désormais interdits d'accès aux haltes-snack-bars jalonnant les autoroutes ! Leur excitation s'en prend à tout ce qui existe, à **tout** qui est **en vue de l'insatisfaction**. Le match ne les passionne que pour autant qu'ils puissent s'exciter avec. Et leur excitation se confond alors avec sa dépense sous forme de vandalisme. Le caractère systématique de celui-ci est seulement la forme obsessionnelle que revêt cette excitation générale, éprouvée par tous, **en ce qu'elle a d'abstrait**, de non effectif et de séparé. Non effective, elle ne l'est cependant que jusqu'à ce qu'elle explose. Là où l'observateur stupéfait ne voit qu'un paroxysme maladif et déraisonnable, nous saluons au contraire une **dépense rationnelle** de l'excitation encouragée et insatisfaite

La Swainbank's à Toxteh, 5 juillet 1981

par le monde de la marchandise). L'achat n'a donc libéré l'accès qu'à quelque chose de borné ne coïncidant pas avec l'idée que chacun s'était fait auparavant dans son excitation initiale. Celle-ci est maintenant seulement libre de s'exercer par la consommation de marchandises particulières, et elle **doit** s'arrêter à ces objets finis et s'y borner. Ce qu'il y avait de général en eux, comme richesse, restant alors extérieur, retiré de chaque objet fini et néanmoins présent sous cette forme, comme abstraction, sitôt passée la communion de l'achat. Toutefois ces reliefs de l'achat donnent à l'individu isolé l'unique possibilité d'exister pour d'autres. Ils lui permettent de

paraître devant ses semblables, sans quoi il n'aurait qu'à se tenir caché comme un écologiste dans les Cévennes. C'est au moyen de ces produits du travail abstrait que les individus se donnent les preuves réciproques de leur participation à la communauté de la richesse ; les preuves comme quoi leur besoin de richesse est bien effectif, **consommé**. Cet échange abstrait est la seule consommation effective. Nous parlons là du besoin en ce qu'il a d'ancestralement et de **généralement vrai**, et qui est identiquement, ici-bas, réalité de l'insatisfaction – réalité clandestine, il va sans dire. Il n'existe pas de besoin de consommer des marchandises mais un besoin de consommer la marchandise, de s'abandonner totalement à elle. Mais la marchandise rend impossible tout abandon (même le fétichisme qui attache un individu à la consommation d'une marchandise particulière au détriment de toutes les autres, consiste en ceci qu'**une** marchandise doit représenter ce qu'il y a de général dans toutes les autres – et par cette différence). C'est une manière de combattre avec des moyens spectaculaires l'opposition du général

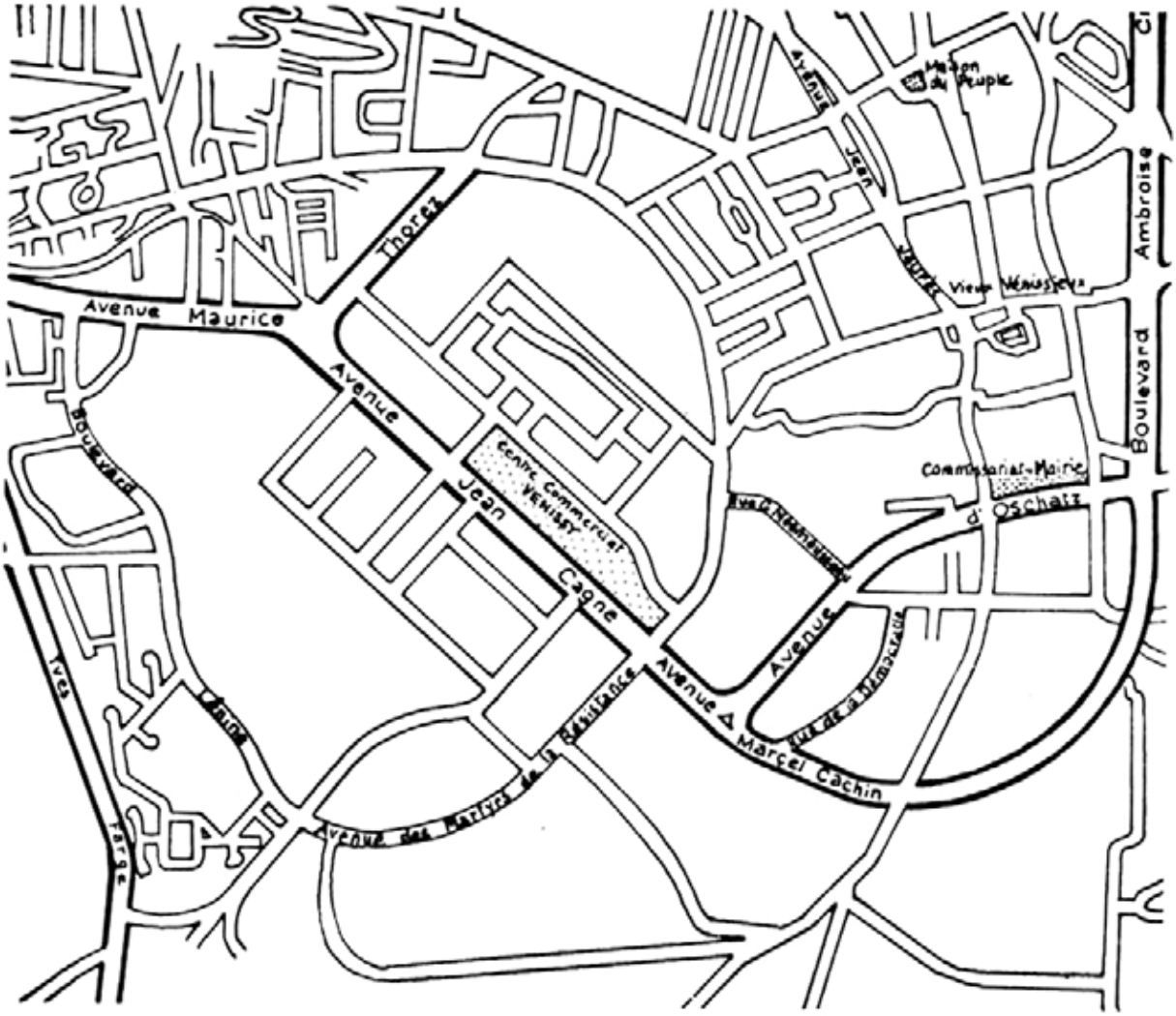


Brixton - juillet 1981

et du particulier, autrement dit l'absence de la publicité. Ainsi, dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, entre autres, des dizaines de milliers de pauvres ont pour seul moyen de participer à un monde de s'y imposer par une différence absolue, ce qu'on nomme le look. Skinheads, Teddys-boys, Punks et Mods ont tous en commun de n'avoir même pas la force de rêver à la richesse : chômeurs ou travailleurs peu payés en semaine, ils s'affichent en week-end comme un défi au monde de la richesse, défi spectaculaire qui s'incarne dans la tenue vestimentaire, la musique et l'affrontement avec tous les autres looks. L'humanité est un processus dans lequel le besoin peut se diviser et se raffiner à l'infini pour tendre toujours plus rationnellement à son objet. A Londres aujourd'hui, c'est là la division et le raffinement auquel chacun est réduit dans le monde de la marchandise. Par son look, un individu existe pour les autres mais comme une opposition totale ou comme une identification totale). Dans la société du spectacle, l'excitation générale s'oppose à sa consommation particulière. Cette contradiction s'exprime dans le fait que chaque individu ait à donner, devant tous les autres, **la preuve** de sa participation à la richesse : et cette preuve reste attachée à quelque chose de purement particulier. Chaque spectateur est, de par son expérience, intimement convaincu qu'il n'a rien à prouver à autrui. Mais il n'a pas le choix. L'individu est au commencement isolé et séparé de tous les autres par la nécessité de l'argent qui seule le contraint au travail. Par ce travail qui lui délivre la possibilité de participer au monde en faisant de lui un acheteur, il se sépare des autres. Personne ne songerait, de nos jours, à faire de son travail une preuve d'humanité ! C'est toutefois la condition sine qua non de sa participation **ultérieure** à la richesse du monde, autrement dit au spectacle. La nécessité du salaire est la vérité honteuse du monde spectaculaire, le secret de la richesse qui revient à l'individu isolé comme une abstraction de son besoin. Emprisonnée dans sa propre limite – son prix – la marchandise particulière se révèle étriquée : calcul et restriction. Dans ce monde, tout besoin s'économise lui-même et sa satisfaction porte en elle la restriction comme une marque d'infamie. L'objet qui était prestigieux dans le spectacle devient vulgaire à l'instant où il entre chez le consommateur.

9.

Cette vulgarité coïncide avec l'indépendance à laquelle prétendent les marchandises et leur prix. L'insatisfaction contredit cette prétention, et entraîne alors la reconnaissance générale des insatisfaits. Dans les banlieues de l'Est lyonnais en 81 et depuis, s'est développé le mouvement de reprise collective et de vandalisme le plus avancé que la France ait connu jusqu'ici. A partir d'un état de guerre déclaré dans quelques cités perdues à Vaulx-en-Velin et à Villeurbanne (cf. FVM 3, pages 33 et 46), la violence s'est répandue par la force de l'infiltration dans les autres zones de l'Est lyonnais : elle s'est imposée plus visiblement à Vénissieux dans la Zup des Minguettes, d'où l'exemple s'est transmis dans d'autres villes,



Plan général de la ZUP des Minguettes

dans les quartiers nord de Marseille, dans Paris et sa ceinture, dans la zone de Lille-Roubaix-Tourcoing et ailleurs encore. C'est centralement la pratique du rodéo qui a fait le plus scandale. Les as du rodéo ne sont retenus par aucune considération de prix. D'un objet fini, ils s'en emparent de force, le mènent jusqu'à épuiser ses possibilités en peu de temps, en font ostensiblement étalage et achèvent de le consommer par le feu. Ces gestes de dépense sans limite prennent tout leur sens à s'accomplir sur le territoire de la Zup, là où se trouvent justement concentrés des milliers de jeunes visiblement en réserve de la richesse, et où de tels actes provoquent un intérêt véritablement public. Les voitures sont volées ailleurs, dans les beaux quartiers de Lyon, et sont ramenées vers la Zup où on les fait tourner sans ménagement jusqu'à ce qu'elles cèdent : alors doit agir le feu. La Zup est le vrai territoire du rodéo. Là traînent en permanence les jeunes en réserve pour qui l'arrivée d'un des leurs au volant d'une BMW cadeau sera l'occasion d'un instant de liesse collective. A l'automne 81 il était fréquent, que ce soit à Vaulx-en-Velin comme à Vénissieux, qu'une centaine et parfois plus de jeunes assistent aux exploits d'un d'entre eux sur l'espace de quelques rues environnant leur pâté d'immeubles, les CRS proches hésitant souvent à intervenir. S'ils ne venaient pas, les jeunes allaient les chercher. Pas de vrai rodéo sans flics à humilier ! Pour les jeunes de la banlieue qui

vivent dans un perpétuel temps mort, il ne reste comme propriété commune que l'espace désert des rues où ils peuvent faire la fête avec les voitures et s'affronter aux flics. C'est pourquoi cette période de l'été et l'automne 81 a été à juste titre ressentie comme une fête continue par les jeunes prolétaires de l'Est lyonnais, et cela malgré la violence de la répression. Les rodéos ont continué bien longtemps après que les premières condamnations extrêmement lourdes soient prononcées par la justice, et malgré le nouvel équipement automobile des flics lyonnais (certains as du rodéo s'en sont même trouvés stimulés, par les R.18 Turbo dernier cri de la police !). Ils continuent encore aujourd'hui. La volonté de tenir les rues s'est nécessairement élargie au besoin de s'imposer par la force contre les ennemis présents dans la Zup. Il n'y eut pas que les rondes de police à subir les attaques. Il y eut, par exemple, beaucoup de voitures, parfois de petits modèles que personne ne songerait à voler pour s'amuser avec, incendiées sur les parkings de la Zup de Vénissieux : dans presque tous les cas, c'étaient des véhicules appartenant à des voisins-flics ou des racistes trop connus. Les mêmes virent parfois la porte de leur appartement incendiée, s'ils s'étaient avisés d'importuner quelque groupe de jeunes réunis dans leur cage d'escalier. Les gardiens d'immeubles ont aussi versé un lourd tribu à leur fonction flicarde (en janvier 82, un couple de gardiens de la Zup de Vénissieux a dû être hospitalisé dans un état grave, après avoir reçu la visite d'une quinzaine de jeunes gens : quelque temps auparavant, ce gardien avait été interviewé lors d'une émission télévisée nationale sur la Zup, où il s'était livré à des propos flicards et racistes. Malgré le fait qu'il était filmé de dos, sa voix ainsi que l'emplacement de son logis ont été reconnus par quelques auditeurs du cru). VITE ! disait en mai 68 un bombage, un des plus beaux. Les as du rodéo réalisent strictement cette exigence. La vitesse, c'est du temps qui se concentre, qui se ramasse. Au volant des BMW ils rattrapent à toute allure le temps perdu et **en s'offrant le luxe** d'humilier les patrouilles de flics (voire même de leur rentrer dedans). La raison ordinaire trouvera de tels excès suicidaires : en regard de quelle vie ? La rouille, voilà comment les jeunes immigrés de Vénissieux appellent leur vie quotidienne. Le rodéo, c'est ce qui vient contredire enfin les longues journées de rouille, un règlement de comptes avec tout ce qui fait le quotidien, avec la pénurie. La sensation grisante de la vitesse s'associe à la joie qu'éprouve légitimement celui qui a réussi à voler une grosse cylindrée, pour donner une autre qualité du présent. L'espace d'une nuit, ces gens ne s'économisent plus. Dans un monde si dépourvu de fête et où la dépense du temps a fait place à son économie, les as du rodéo imposent une exigence subversive.. Nous n'exigeons pas seulement du pain, mais des jeux ! L'ennemi a paniqué devant cette communication de l'exemple qui se passe dans l'obscurité officielle – et **qui tient à cette obscurité-là** : dans la Zup des Minguettes, les jeunes excités ont saboté à plusieurs reprises les armoires EDF, plongeant tout un secteur dans le noir où ils attendaient, équipés, que les flics s'aventurent. Les jeunes de Vaulx-en-Velin ont même une fois organisé un grand rodéo collectif sur un périphérique lyonnais en compagnie d'autres jeunes de secteurs différents ! La dépense sans compter s'est imposée au

centre des événements. Tous ces excès gratuits ne peuvent se revendiquer ouvertement pour ce qu'ils sont (quoiqu'on ait connu un as du rodéo, à Vaulx-en-Velin qui laissait des messages dans la boîte à gants des voitures qu'il n'avait pas brûlées : il y parlait des jeunes qui ne travaillent pas, des flics, de la société qui les étouffent...). Leur excitation se transmet **de bouche à oreille**. Sinon, les idées dominantes recouvrent tout cela de leurs explications qui tiennent ces excès comme les effets secondaires d'un simple déséquilibre passager de leur monde*. On a même pu voir des connards écrire que dans les « incidents » de l'Est lyonnais, « la marchandise reste encore sacralisée » ! Laissons ces écologistes à leurs vélos... C'est justement parce qu'ils connaissent le caractère sacré de la marchandise porté à son paroxysme que les pauvres peuvent la profaner totalement, au mépris des **règles du prix** et du calcul. La marchandise peut calculer le mécontente-

La ZUP des Minguettes Vénissieux - été 1981

ment (« Insatisfaits, vous êtes remboursés », disent-ils chez Darty) mais elle ne peut le payer ainsi. Les prolétaires se sont parlé en brûlant de belles et grosses voitures. On s'est compris. Les incendies se sont généralisés. L'idée de réaliser la marchandise est dans toutes les têtes.

* Fin septembre 81, alors que l'agitation battait son plein, une émission télévisée des informations nationales fut prise en direct des Minguettes, avec la participation du maire stalinien de Vénissieux et du préfet du Rhône. Les jeunes de la Zup ne manquèrent pas une telle occasion de faire encore un peu scandale. Certains, comme Jimmy, prirent verbalement à partie les invités officiels, d'autres leur mirent des claques en direct, notamment au maire et au préfet. Par la suite, Jimmy fut invité à participer à un « débat » suivant les « Dossiers de l'écran ». L'opération avait été montée de sorte à réduire les événements réels de l'Est lyonnais à une problématique « insertion ratée des jeunes immigrés ». L'effet de scandale possible sur le terrain de la Zup ne l'était plus dans un tel montage sociologico-questionnant, et la frime de Jimmy signifia qu'il n'y avait là effectivement pas grand chose à dire de vrai.

« BELFAST (AFP) :

Des bandes de jeunes garçons de 6 à 16 ans rôdent chaque soir dans Belfast, y volent des voitures et se lancent contre les barrages militaires, dans un véritable stock-car de la mort : ce sont les « joyriders » de Belfast... Ici, où en raison du terrorisme il est interdit de fermer sa voiture à clef afin que la police puisse agir rapidement en cas d'alerte à la bombe, les « joyriders », avec un peu d'adresse, se glissent facilement derrière un volant et mettent le moteur en marche, certains sont si jeunes qu'ils doivent se mettre à deux, l'un tenant le volant et l'autre, accroupi, actionnant les pédales, pour conduire la voiture empruntée. Regroupés dans deux ou trois voitures, ils s'amusent à forcer les innombrables postes de contrôle placés à l'entrée des rues, où chaque passant ou conducteur s'arrête pour subir un contrôle. Le drame commence quand les soldats ou les membres de la « Royal Ulster Constabulary », armés de mitraillettes, tirent sur leurs voitures, pensant qu'il peut s'agir de terroristes ou de malfaiteurs ; les forces de sécurité ne tirent pas dans les pneus. Une visite à la fourrière de Belfast suffit pour s'en convaincre : les balles criblent les pare-brises, à hauteur du visage. Depuis le début de l'année, une fillette et un garçon sont morts, tués par balles, et plus d'une douzaine d'adolescents ont été blessés. Plusieurs soldats ont été blessés, écrasés par les véhicules fous. A ce triste bilan, s'ajoutent les nombreux enfants accidentés parce qu'ils n'ont pas su éviter les voitures. Cecil, 13 ans, est un « joyrider » expérimenté : presque chaque soir les gamins du coin volent des voitures. Surtout des « Ford », dit-il, « ce sont les plus faciles, on peut même les faire démarrer avec des clefs de boîtes de sardines ». « La plupart du temps, on s'amuse à rouler le plus vite possible en emmenant des copains qui veulent faire la balade. Mais le grand truc c'est de franchir les barrages de l'armée », déclare-t-il fièrement. Pour Eamonn, 12 ans, naguère enfant de chœur, le danger d'être pris est minime : « Les land-rover de l'armée sont trop lourdes et trop lentes, même lancées à fond, on leur met 50 km/h dans la vue ». Toutefois, la plupart des « joyriders » semblent conscients du danger, mais « le grand plaisir est d'y échapper », affirme Olivier 14 ans, qui se vante d'avoir déjà volé plus de 200 voitures.

Octobre 80

Antenne 2 - le 23 septembre 1981

Le dépliant « Expédition sans retour » unifia théoriquement le sens de ces manifestations que l'ennemi travaillait à isoler. Il permit d'entamer, par sa diffusion, l'unification pratique entre les divers secteurs agités – à la fois géographiquement et historiquement. Il fut rédigé en septembre 81, au retour de quelques-uns d'entre nous de Liverpool, dans l'excitation que provoqua notre participation aux affrontements du 15 août. Cette excitation était bien évidemment amplifiée par les agissements scandaleux de l'Est lyonnais, dont tous les commentateurs s'appliquaient à dire n'importe quoi. Sa diffusion fut une vaste période de rencontre et de bavardage, dans l'Est lyonnais et dans les banlieues d'autres villes. Elle entraîna des suites, durant l'année 82 et depuis, que l'ennemi n'a pas fini d'endurer. Les questionnantes qui ont officiellement recouvert les événements voulaient expliquer par des conditions ce qui s'explique par soi-même. Au comble de la connerie réformiste, on les a vus se questionner : « A quoi ces actes peuvent-ils servir ? » en vue de leur donner quelque raison cachée qui aurait seulement du mal à s'exprimer. Ces actes ne veulent en venir **à rien d'autre qu'à eux-mêmes** : on brûle des voitures pour la satisfaction d'en brûler, un point c'est tout. On a vu dans l'Est lyonnais

Attentat cette nuit contre un local du P.C.F.
Les dégâts sont limités

Vraisemblablement lié avec la venue ce soir à Vénissieux de Georges Marchais, un attentat a été perpétré cette nuit contre un local du parti communiste français à Lyon. L'intervention rapide des sapeurs-pompiers a permis de limiter les dégâts.

Peu après minuit, les sapeurs-pompiers étaient alertés que des inconnus venaient de mettre le feu à une voiture en stationnement rue Claude-Boyer, dans le 7e, derrière la caserne de la Madeleine. A pied d'œuvre, les sauveteurs pouvaient rapidement circonscrire un incendie qui commençait à endommager un véhicule d'un de leurs collègues. Alors que l'incendie de la « Golf GTI » était maîtrisé, ils retrouvaient sous une autre voiture en stationnement un cocktail molotov qui n'avait pas pris feu. A cet instant précis, les sauveteurs s'apercevaient qu'une intense fumée se dégageait du local du P.C.F. situé sur le trottoir d'en face, au 3 de la rue Claude-Boyer. Là encore la rapidité d'intervention des secours permettait de maîtriser les flammes qui ravageaient la moquette du bâtiment.

Sur place le commissaire principal Garcia, de permanence, prenait la direction des investigations. La thèse criminelle ne faisait aucun doute, d'autant que l'on s'apercevait qu'un volet situé au rez-de-chaussée avait été forcé et une vitre brisée. Les recherches entreprises pour retrouver les auteurs de l'attentat sont demeurées vaines.

« Le Progrès » le 19 novembre 1981

que c'était là une satisfaction publique et reconnue. Ce qui échappe à tous les questionnants (y compris les ordures léninistes déguisées qui demandent « ces gens ont-ils la conscience de leurs actes ? ») c'est la forme humaine de nos actions, et elle risque de leur retomber sur la gueule de plus en plus fort, comme l'a annoncé l'incendie très clair, en novembre 81 et la veille

d'un meeting de Georges Marchais à la Zup de Vénissieux, d'un local du PC dans le centre de Lyon assorti de celui d'une Golf GTI garée à côté, et depuis les multiples actes de vandalisme commis contre les locaux du PS et du PC à Vénissieux. De même en février 82, la destruction par le feu d'une voiture appartenant à un avocat lyonnais qui avait prétendu défendre un jeune de Vénissieux, victime d'une machination policière, sans attaquer en rien la police et ses méthodes ! Les petites têtes réformistes ne peuvent bien sûr concevoir l'activité humaine comme une activité qui s'engendre d'elle-même. Tous leurs efforts visent au contraire à ce que l'on ne puisse même pas imaginer qu'il existe une telle activité ! Ils n'hésitent donc pas à dénier toute objectivité à l'apparence. Des actes possédant la capacité de généralisation, d'entraîner spontanément la reconnaissance de tous (ou l'hostilité déclarée : « Qui n'est pas avec nous est contre nous »), et sur le sens desquels il est impossible de se méprendre – donc a fortiori de se questionner – les réformistes nous les présentent comme des actes subordonnés, dépendant de conditions extérieures dont ils seraient la conséquence particulière. Comme si les jeunes des banlieues avaient, par exemple, « besoin d'animation » au moment même où ils sont en train de se la donner ! Comme si l'ennui était une conséquence et non une détermination ! Les problématiques sur le chômage relèvent du **maintien de l'ordre**. Il ne suffit plus à l'État que ses CRS occupent l'espace des jeunes de banlieues : il lui faut aussi qu'ils occupent leur temps. En 82, l'État est passé à la planification et aux grands moyens – camps de vacances obligatoires. L'État social-démocrate a même tenté cette opération osée de faire des CRS de gentils animateurs. Ces mêmes CRS se faisaient violemment expulser du centre commercial de la Zup de Vénissieux dans les derniers jours d'août 82, à peine achevés les « camps de vacances ». L'État et ses thuriféraires réformistes veulent reprendre le contrôle de l'armée de réserve des insatisfaits. Avec la vague des rodéos et incendies, les jeunes de l'Est lyonnais s'étaient reconnu une communauté de l'insatisfaction. Ces jeux seuls leur avaient permis de se libérer un peu de la boue des relations quotidiennes entre eux. Une phrase bombée par une main anonyme sur un HLM des quartiers nord de Marseille résume amèrement la misère de cette armée de réserve : « Chacun pour sa gueule et les flics pour tous ». L'existence immédiate des jeunes parqués en réserve de banlieue, c'est la rouille. La rouille est le visage que prend pour eux la nécessité salariale : écrasés par le manque d'argent, et divisés par les combines pour en avoir. Le rapport le plus immédiat entre eux, c'est la solution privée du besoin d'argent, la guerre de tous contre tous face à sa nécessité. Mais quand intervient la police, sanctionnant la misère de ces rapports sociaux, tous se découvrent un intérêt commun. En témoigne avec une belle insolence l'évasion, en décembre 81, à Vénissieux, d'Amar Djaïdja. Arrêté au cours d'un hold-up, il est emmené à la Zup pour perquisition de son domicile. Pendant la perquisition, les gens du coin se passent le mot et le libèrent des griffes de la police. Les flics, qui craignent tout de la généralisation de certains jeux, fondent quelque espoir sur la propagation de la poudre. Mais la même raison qui contraint

le manque à se consommer dans la poudre peut le porter à la violence illimitée. A force de se digérer, l'insatisfaction éclate. Cela arrive dans les endroits où les jeunes de banlieues ont l'habitude de rouiller dans la journée : dans les grands centres commerciaux. Les galeries commerçantes Vénissy, aux Minguettes, sont un terrain de bataille déclarée sous haute surveillance policière. Il en est de même dans les autres banlieues des grandes villes. L'immense centre des « Quatre temps » à la Défense a subi en novembre 81 un blitz ravageur : tous les jeunes des cités de Nanterre et Argenteuil s'étaient rassemblés pour attaquer les vigiles. Ceux-ci s'éclipsèrent prudemment, laissant cette belle jeunesse saccager les rayons de la Samaritaine.

Au Mont-Gaillard un policier blessé :

La foule des badauds s'échauffe et se retourne contre les policiers appelés à régler un différend

Dans certains quartiers de la ville, la profession de policier est en passe de devenir une profession à haut risque. Depuis de nombreuses semaines, les policiers constatent que la tension au Mont-Gaillard est de plus en plus vive. Leurs craintes de voir tout incident éclatant dans ce quartier dégénérer se sont concrétisées lundi soir. Un gardien de la paix a été sérieusement pris à partie et blessé par une famille d'un immeuble de la rue Véronèse, fermement encouragée par toute la foule des badauds à « casser du flic ».

Au départ, les gardiens de la paix furent appelés à intervenir (vers 21 h.), pour un simple différend entre voisins. Un habitant de la rue Véronèse, dont la voiture avait été endommagée, mettait en cause l'un des fils d'une famille maghrébine. Sur place, les policiers trouvèrent le requérant et celui qu'il désignait comme responsable, Salah, 17 ans. Déjà, alors que le jeune homme était entendu par les policiers à l'intérieur du fourgon, sa famille au grand complet, aidée de quelques autres personnes, menait grand tapage auprès du « panier à salade ». Craignant que le fonctionnaire de garde auprès de l'estafette ne soit inquiété, ses collègues sortirent du fourgon pour faire taire la foule. Usant à son profit de cette relâche dans sa surveillance, Salah s'enfuyait du fourgon. Un jeune gardien de la paix, Guy Nègre, 23 ans, le prit en chasse aussitôt. Mal lui en prit, il fut à son tour encerclé par la famille du fuyard et les coups commencèrent de pleuvoir. Le père, la mère, la fille, tous le frappèrent et l'insultèrent. Pour empêcher les autres gardiens de la paix de dégager leur collègue, la centaine de riverains présents s'attroupa alors autour de la « mêlée ». La situation prenant des proportions difficilement contrôlables, les policiers alertèrent le commissariat central pour appeler des renforts. Un peu plus tard, le commissaire de permanence ayant battu le rappel de tous les effectifs disponibles, c'est l'ensemble des policiers de service qui pénétrait en nombre sur le champ de bataille. La foule se calma. Le père, la mère et la fille, qui agressèrent le policier, furent emmenés et gardés à vue jusqu'à hier, avant d'être présentés au Parquet. Guy Nègre, lui, fut conduit à l'hôpital, où les médecins lui ont reconnu une incapacité de travail de huit jours.

P. H.

« Le Havre Libre » le 28 avril 1982

A Garges-les-Gonesses, l'une des banlieues nord de Paris les plus estimées, vigiles et jeunes de la cité voisine s'affrontent en septembre 82 devant le supermarché Cora, puis à nouveau en mars 83 puisque l'accès de cette grande surface leur est désormais refusé. Dans le quartier nord de Marseille, en juin 82, les vigiles doivent ouvrir le feu pour se dégager d'une attaque organisée par les jeunes pillards du Carrefour, issus des cités voisines de la Busserine et des Flamands (cf. FVM 3, pages 43 à 46). L'attrait des foules pour la marchandise cesse enfin d'être morbide ! L'agitation lyonnaise ne s'est jamais calmée. Le préfet de police du Rhône, Grasset, devait lui-même admettre en septembre 81 « Liverpool a peut-être un certain moment déteint parce que fondamentalement ce sont les mêmes raisons ». Ces raisons ont donc continué de s'exprimer. Les rodéos se sont poursuivis tandis que des patrouilles de flics ont essuyé des coups de feu partis de l'ombre à plusieurs reprises durant l'année 82 dans l'Est lyonnais ; plusieurs affrontements se produisirent, à Vaulx-en-Velin à la Grappinière en avril, à Vénissieux aux Minguettes en mai, août et novembre 82. Pourtant, comme le disait en juillet 82 l'affiche « Ça va saigner ! », « Tous les moyens, CRS et Trigano, sont conjugués pour que **plus rien n'apparaisse**. » Toute l'année 82, l'ennemi se répandit en conciliabules dans les antichambres de l'État sur le thème « Délinquance juvénile et grands ensembles » illustré avec

Chatenay-Malabry - février 1983

effroi de l'exemple lyonnais. Si Liverpool est devenu une obsession pour les États européens, Vénissieux en est devenu une pour l'État français. Le 9 et le 10 juin 82, un colloque se tint à Grenoble sous l'égide du maire Dubedout avec la participation du jésuite d'État Badinter, afin de concocter quelques recettes contre cette obsession. Le soir du 9, les « loubards » de la cité Mistral y répondaient explicitement en saccageant le Centre Social de leur quartier, et le lendemain soir un club sportif voisin. Les réformistes aimaient pourtant à citer Mistral en exemple d'une pacification réussie – en octobre 81, un article du **Monde** faisait même l'éloge de cette prétendue réinsertion.

11.

Alors que l'Est lyonnais connaissait le plus fort de son agitation, dans la banlieue de Paris, à Vitry, de jeunes immigrés, confrontés à une échéance judiciaire les concernant tous, ressentaient le besoin pressant de combattre la division organisée entre eux et autour d'eux chaque jour. En février 80, un jeune de la cité Couzy de Vitry avait été assassiné par le gardien alors qu'il zonait dehors avec ses amis. En octobre 81, le procès du tueur, à Créteil, devait soulever l'indignation publique étant bien entendu orienté en faveur du gardien. Ce n'est pas se placer sur un terrain judiciaire que de relever une évidence révoltante : 5 ans de sursis pour un tel assassinat constituent explicitement la reconnaissance d'un permis de chasse délivré à tout flic potentiel et l'autorisant à tirer sur tout jeune prolétaire de banlieue **dont l'ennui fait trop de bruit**. A l'énoncé du verdict blanchissant ce misérable personnage, les jeunes de Vitry et d'autres, comme nous-mêmes, s'affrontèrent aux forces de l'ordre entourant le palais de justice. Après ça, les jeunes de la cité Couzy ont bien senti l'urgence de se

Lyon

Graffiti anti-justice

Durant la nuit de samedi à dimanche plusieurs graffiti ont été inscrits à la bombe de peinture sur des murs d'immeubles lyonnais. Sur les murs du palais de Justice notemment, les vandales ont inscrit « Merde à la justice », « Juge, ton tour viendra » ou encore « Vive le rodéo »...

Rue Mazenod, des inscriptions sembables ont été signalées aux services de police.

Une enquête de police a été ouverte pour déterminer l'originalité de ces graffiti.

« Le Progrès » le 23 novembre 1981

donner au moins **le moyen** de briser l'écrasant isolement des cages d'escaliers et des caves où ils traînaient, avec son lugubre cortège d'ennui qu'agitent les querelles incessantes entre tout un chacun – on finit là par faire une proie facile pour les ordures flicardes. Début novembre 81, ils réquisitionnaient un local municipal en face de leur cité, et qu'ils appellèrent « Centre Abdel Kader », du nom de leur ami assassiné. Le local fut d'entrée interdit aux flics, aux staliniens et aux éducateurs. Il fut par contre ouvert aux jeunes des cités voisines et aux gens de passage, mais avec **méfiance***. Tout groupe d'individus pendant longtemps subit les situations plutôt qu'il ne les crée, jusqu'à ce qu'il soit enfin contraint à en construire une qui rende impossible la continuation de ce qu'il subissait. Mais à l'intérieur de cette situation créée, le groupe recommence à subir le cours étranger des choses qui ne tarde jamais à se ressaisir des événements. Cependant, le conflit aura au moins été ouvertement déclaré, et un combat effectif eut lieu. Ce combat aura été la vraie richesse de ce groupe. En occupant le local, les jeunes de Vitry ont ouvert un lieu où les conditions de communication étaient réunies. Ils s'étaient pris une place forte. En novembre et décembre se posa sans arrêt la question de définir l'usage qui allait être fait de ce local. Les réponses qui affluèrent d'abord visaient à en faire un lieu de distraction, d'animation. Lors des premières réunions entre les occupants, il y eut foule de propositions pour monter diverses activités en ce sens : qui chaque fois captivaient l'attention pour quelques minutes, puis laissaient finalement chacun indifférent. Ça ne pouvait satisfaire les gens présents que de se tenir à organiser gentiment quelques distractions, à côté de la misère de tous les jours. La seule chose ayant retenu l'intérêt, ce fut la discussion **sur la nécessité même du local**, sur le besoin de briser l'isolement, sur la fatigue de l'ennui quotidien que cela provoqua. Il faut également reconnaître aux jeunes de Vitry que l'assassinat de leur ami n'est pas resté sans réponse : tant par la prise de possession du local

à la suite du procès de Créteil qu'auparavant. De toutes les exécutions sommaires commises ces dernières années par diverses salopes, seule celle de la cité Couzy a eu une réplique scandaleuse et dont le contrôle resta du début à la fin entre les mains de ceux qui savent comment on peut crever dans les réserves de banlieues – y crever d'ennui ou d'une balle dans le dos. C'est du refus de l'un comme de l'autre que ce local est né. Il y eut ainsi un bavardage passionné, lors de la première réunion en décembre 81, sur le fait d'interdire ou pas la consommation de la poudre dans le local. Aucune décision ne peut évidemment venir à bout d'une misère. Mais elle peut avoir l'avantage de provoquer le débat public là-dessus. Au demeurant, les occupants ne purent trancher et s'en tinrent à un compromis relatif. Par la suite, aucun projet particulier n'arriva à retenir leur énergie. Le manque recommença à se consommer dans la poudre. Un soir de défonce collective, le local fut partiellement saccagé par ses occupants avec un beau tapage nocturne. Les staliniens de la municipalité profitèrent, dès le lendemain, de leur absence pour détruire ce baraquement préfabriqué. Ils ont fait le vide. De même qu'ils se sont emparés du local, les jeunes de Vitry ont commencé eux-mêmes à l'achever. Ils en ont consommé toutes les possibilités. Le vide environnant s'était introduit parmi eux à l'intérieur du local. Il était logique qu'ils y implosent et le mettent à mort. Ils n'avaient aucun intérêt à y durer. Ils ne l'ont jamais sacré « lieu d'animation » malgré bien des efforts de certains rackets qui ont tenté de donner une existence officielle à cet endroit. Le commencement présageait de la fin. Les rackets n'ont pu abaisser les exigences des intéressés (comme ils essayaient, les Mogniss & Cie, dans un article intitulé « Une maison de quartier gérée par des jeunes chômeurs », paru début février 82 dans *Libération*). Cette maison n'a jamais été gérée. Gérer quoi ? ce lieu n'eut d'intérêt que comme lieu du passage d'une volonté commune à des gens séparés, comme rencontre. Il a été dépensé sans compter. Quand les staliniens l'ont rasé, fin février 82, ils n'ont fait que **sanctionner la limite de cette expérience publique.** On imagine l'affrontement que cela aurait donné s'ils avaient tenté de faire ça deux mois avant. Toute situation construite est éphémère !!!

* Début décembre 81, nous assistions à la première réunion générale des occupants de ce local, à leur invitation. Il y avait là un personnage douteux du nom de Mogniss, venu les ennuyer avec des salades sur un « collectif d'avocats » dont tous souriaient. A un moment de cette réunion, les jeunes du local discutaient d'un projet de fête pour le week-end suivant : de quoi donc allaient-ils causer à ce sujet, sinon des femmes, dont l'absence se faisait cruellement sentir en ce jour.. Indisposé par quelques plaisanteries que se lancèrent les gens durant un moment, le dénommé Mogniss se leva subitement en s'écriant : « bande de branleurs, j'ai fait deux heures de métro pour venir ici et tout ce dont vous trouvez à parler c'est des meufs ! achetez-vous des poupées gonflables ! ». Le pauvre crétin n'eut pas le temps de gagner la sortie : toute la salle courut à lui pour lui administrer la correction méritée, et qu'il eut en partie. Mogniss-la-morale est l'un des animateurs de « Rock against police »... Trois jours après, alors que nous dérivions dans Nanterre en diffusant « Expédition sans retour », nous entrions dans un centre social voir quelques jeunes qui y jouaient au baby-foot, nous surprenions le même personnage en train de discuter gentiment avec un groupe d'éducateurs...

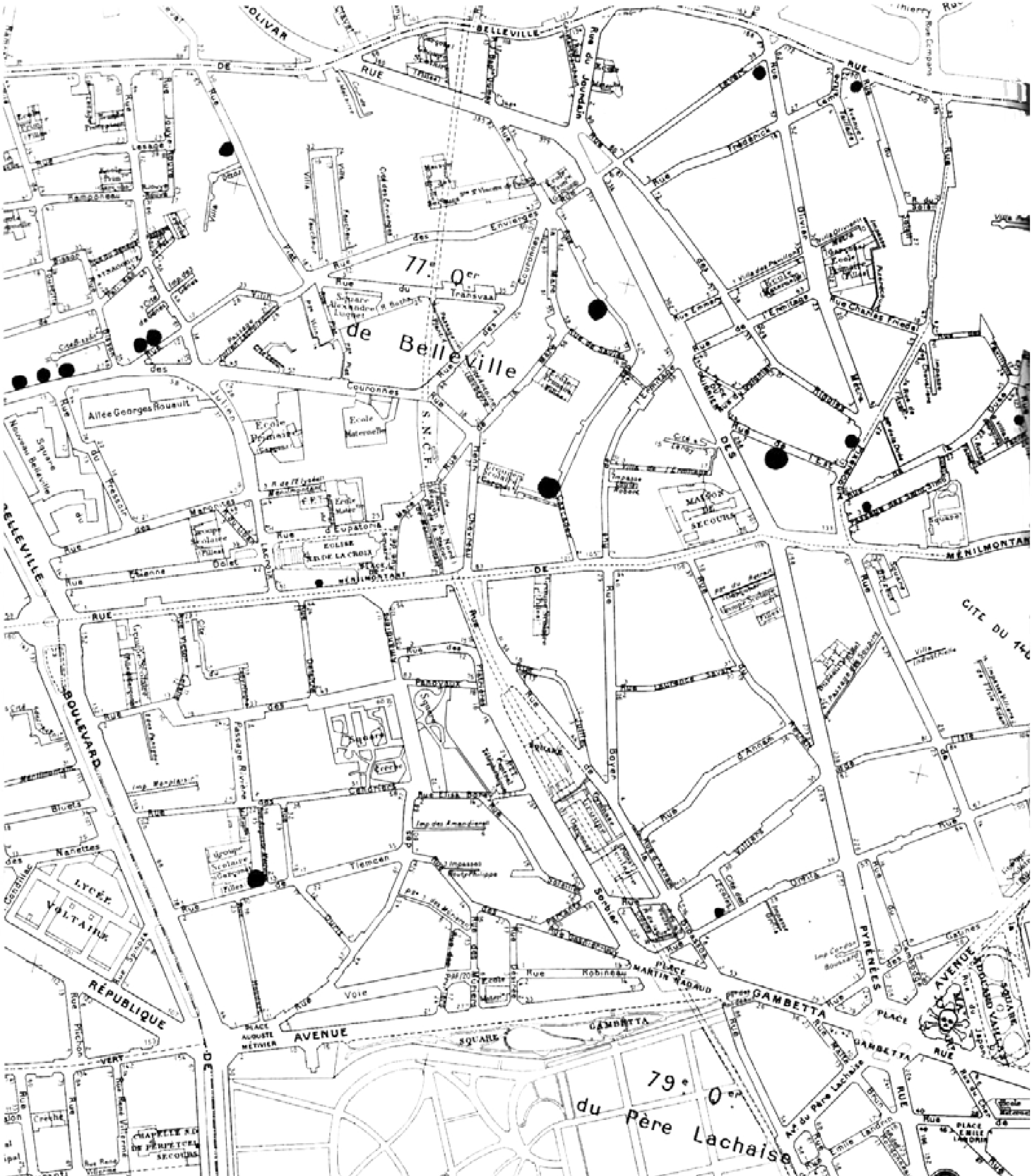
2

12.

L'exigence de nettoyer les rues de toute présence policière, qui s'est imposée au centre des émeutes anglaises de 81 et s'est aussi exprimée dans des banlieues en France vers la même période, s'est élevée au besoin de réquisitionner des lieux publics échappant à tout contrôle extérieur. La société ne fait pas seulement l'économie du temps, elle fait aussi l'économie de l'espace. Mais notre époque commence enfin à concevoir la vie comme un passage ; et ce qui était fait pour rester fixe, elle veut en faire un usage fluide. Il faut s'emparer d'espaces ouverts au passage et qui soient en même temps lieux d'unification. Nous voulons un usage antiéconomique de l'espace comme du temps. Déjà la question d'occuper des locaux sans aucun contrôle extérieur est au centre de l'intérêt public. Dans toutes les cités de banlieues l'insatisfaction se catalyse sur ce sujet vital. Dans toutes les discussions que la diffusion d'« Expédition sans retour » provoqua avec des jeunes de banlieues, on a vu que là-dessus les rancœurs et l'envie se conjuguaient. L'expérience du local de Vitry a constitué une première tentative de satisfaire à ce besoin.

13.

Lors de nos passages dans le local de Vitry, des bavardages avec certains de ses occupants et avec des amis qui squattaient dans le XXe nous incitèrent à lancer à notre tour une autre tentative, quoique sur un terrain différent. Nous étions aussi très fatigués de subir toujours l'éternelle question du logement. Les affrontements du 15 août 81 avaient donné droit de cité aux squatters dans le XXe arrondissement de Paris. L'arrestation de quelques innocents qui avaient maladroitement tenté d'ouvrir un immeuble muré rue Vilin provoqua un petit rassemblement qui s'en prit aux flics présents. S'ensuivit un harcèlement de plusieurs heures contre les CRS venus en renfort, dans le dédale des ruelles et des passages que les émeutiers connaissaient bien. De ces affrontements et des dégâts commis sur de nombreuses vitrines ce soir-là, en sont redevables uniquement non pas les inoffensifs squatters du 1 et 3 rue Vilin, comme ceux-ci et la presse ont voulu le faire croire, mais une vingtaine de personnes qui avaient déjà



● : *emplacements des squatts dans le XXe en 1982*

☠ : *commissariat central de Gambetta*

pris leurs distances d'avec ce squatt où l'insalubrité de l'habitat coïncidait avec le sous-développement et la confusion des idées. Ces autres squatts, malgré leur attachement à l'activisme avaient au moins l'avantage d'**en vouloir**, et d'exiger un peu mieux que la zone autogérée – ils ne se nourrissaient pas de pommes de terre et d'idéologie. La diffusion d'« Expédition sans retour » nous avait amenés à rencontrer la plupart de ces gens, à passer dans les locaux qu'ils squattaient et à nous attarder davantage dans ce quartier que nous avons toujours aimé. Il était en train de disparaître, en pleine opération de nettoyage urbain, et la présence des squatters et des excès vandales y fut la dernière forme de vie. Les squatts avaient pour principal mérite de **favoriser** la circulation et la rencontre d'individus autrement isolés. Nous avions en plus envie d'abîmer un peu le sinistre décor que l'État et ses urbanistes étaient en train d'édifier là. Cet intérêt allié à l'exigence de prendre ce qu'il y avait de plus habitable, nous avons ouvert et occupé, fin mars 82, un grand appartement au dernier étage d'un immeuble de standing, au 3 rue de l'Est. Il présentait des conditions d'habitat à peu près décentes : ascenseur, interphone, téléphone, moquette, plusieurs salles de bain, une grande terrasse avec la vue dégagée sur Paris. Dès les premiers jours, les squatters les plus excités du XXe y passaient, puis des gens d'autres villes. On procéda donc à l'ouverture d'autres appartements. Notre existence fut une constante provocation, dans l'immeuble et dans le quartier. D'interminables soirées généreusement arrosées s'achevèrent par les excès les plus ostensibles, dont firent les frais les nouveaux habitants du XXe et le décor édifié à leur intention. Nous occupions des appartements destinés aux cadres exactement comme les jeunes de l'Est lyonnais s'emparaient de leurs voitures de luxe. Jusqu'à ses dernières heures, la rue de l'Est fut placée sous un statut ambigu, et jamais prononcé clairement : à la fois lieu de passage et lieu d'habitation. Ces locaux avaient été voulus dès le départ la possession de tous ceux qui sévissaient ensemble dans le quartier. Ils furent principalement l'habitation d'une vingtaine de personnes. Il fallut toutefois, au bout de trois mois, bousculer le rythme d'habitudes qui commençaient à s'y installer autour d'une fréquentation familière des lieux qui tournait au mésusage. Nous gardâmes la jouissance du 5ème étage, d'autres allant occuper le 3ème et le 2ème – nous leur reprochions de n'avoir guère le sens de l'ouverture stratégique et de se cantonner plutôt à vivre au jour le jour sur le XXe. Malgré ce point de désaccord, nous nous sommes toujours retrouvés spontanément unis face à la menace policière, et dans le même esprit. Cette unité se donna vite quelques moyens, vers la fin de l'été 82. L'impunité dont nous jouissions était un affront particulièrement insolent pour les flics et les élus locaux qui réclamaient notre départ. Nous n'étions heureusement pas seuls ; outre les multiples incendies de grosses voitures qui émaillaient les nuits du XXe du printemps à l'hiver 82 plusieurs officines ennemies brûlèrent (incendie d'un local du PC, rue des Envierges, en juin ; celui du RPR, rue de Ménilmontant y passa également fin juillet tandis qu'un bel appartement-témoin d'un immeuble de la Cogédim fut réduit en cendres début août). En septembre, la situation se durcit rue de l'Est. Les interventions nocturnes de la police, sur appels de

Rue de l'Est - octobre 1982

voisins excédés par le bruit, devinrent de plus en plus fréquents – et chaque fois trouvaient porte close. L'EDF requit aussi les flics pour tenter en vain de débrancher nos compteurs et ceux de quelques bons voisins mauvais locataires, tous branchés illégalement bien sûr. La Sogipa, qui prétendait gérer l'immeuble, prit prétexte de ce que nous avions étendu notre territoire jusqu'aux « parties communes » pour se plaindre. Des convocations affluèrent, sans réponse. Fin septembre, des huissiers assistés d'un flic et d'un serrurier tentèrent à six heures du matin de forcer la porte d'un couloir commun menant à nos appartements du 5ème, et que nous avions blindée : ils furent forcés de repartir ainsi que le car de flics venus constater les faits peu après. Nous répondions en conséquence en publiant l'affiche « Pour supprimer la question du logement ». Paris en fut inondé. Par ailleurs, les efforts que nous entreprenions depuis plusieurs mois (depuis l'expulsion tranquille du squatt rue Vilin et du 17 rue des Cascades) pour coordonner la plupart des squatts du XXe ayant quelque exigence anti-flic dans un plan d'action violente à la prochaine expulsion, ces efforts donc commençaient à trouver du répondant çà et là. Des réunions s'improvisaient rue de l'Est sur cette question. Nombreuses personnes, et pas seulement des squatters, se reconnurent dans la perspective avancée dans notre affiche. Des travaux de fortification reprirent de plus belle au 3 rue de l'Est dont jour après jour nous grignotions la surface. Nous avions saisi sur place et dans quelques chantiers le matériel nécessaire : portes, plaques d'acier, grillages, extincteurs, etc. Toutes les issues étaient lourdement blindées. Par la terrasse du 5ème, le toit nous appartenait, d'où nous avions le contrôle de l'ascenseur, que nous stoppions quand cela s'imposait. Des fenêtres et balcons côté rue, nous contrôlions les deux extrémités de la rue. Le 15 octobre, le squatt de la rue des Couronnes, toute proche, fut expulsé par les CRS sans que ses occupants soient capables d'opposer le moindre début de résistance. Une réunion eut lieu le soir même au squatt

Appartement piégé

Deux gendarmes et un démineur ont été blessés lundi à Vecoux (Vosges) par l'explosion d'une grenade défensive

M. Rémy Bernard, 45 ans, célibataire sans emploi, occupait le logement depuis quatre ans sans en payer le loyer.

Lundi matin, M. Bernard a dit au maire qu'il refusiat de quitter son logement. Le propriétaire a alors fait établir un constat d'huissier. Au moment de pénétrer dans la maison, une violente explosion a retenti, sans blesser personne, la porte d'entrée ayant été piégée à l'aide d'une grenade.

Les enquêteurs ont trouvé à l'intérieur du logement un véritable arsenal : grenades défensives, TNT. Un artificier a découvert une autre grenade qui piègeait l'entrée de la porte de la cave où M. Bernard avait trouvé refuge. IL s'est alors laissé interpeller par les gendarmes sans opposer de résistance. En fin d'après-midi, les gendarmes sont revenus sur place et en ouvrant la porte d'un appenti, ont provoqué l'explosion d'une seconde grenade. Le capitaine Marchandin, le gendarme Cassagne, ainsi que l'artificier, M. Eitel, ont été blessés et brûlés

« Libération » avril 1983

alternatif de la rue de Crimée, dans le XIXe. Les alternatifs du XXe (soit la plupart, mais pas tous, des squatters des Couronnes) proposèrent une manif le lendemain, au métro Couronnes, à faire suivre de l'ouverture publique d'un squatt. La suggestion était bonne, mais il nous semblait évident qu'une telle ouverture doive envisager un affrontement aisément prévisible avec les flics, et s'y préparer. Les alternatifs refusèrent, arguant qu'ils n'avaient « pas envie d'aller en prison ni à l'hôpital... ». Nous n'allâmes donc pas manifester, venant juste jeter quelques pavés quand les CRS attaquèrent l'immeuble rénové de la rue Levert/rue Olivier Métra et qui ne fut donc squatté qu'une heure ! Les flics investirent tout le secteur et pourchassèrent les gens fort loin. Les BSI, soit 80 casqués montés sur 40 motos tout terrain, suivis de plusieurs cars de CRS, allaient et venaient dans les rues voisines de la rue de l'Est et vinrent enfin parader sous nos yeux, dans notre propre rue ! (et à l'heure de l'apéritif !). Nous avions toujours été d'accord pour ne tolérer aucune présence ni aucun contrôle de flics dans la rue (à la rigueur, les inoffensifs cars de police-secours venus constater nos tapages nocturnes). Dès que ce convoi de porcs arriva à la hauteur du 3, une pluie de pierres et de bouteilles s'abattit, du 5ème et du 2ème, sur les motards de la BSI et sur les cars. Prévus pour chasser dans les rues et non pour investir un immeuble, ils s'y risquèrent quand même et se heurtèrent aux portes blindées ; au 2ème, ils prirent la fuite, à moitié asphyxiés et aveuglés par de puissants jets de poudre carbonique. De ce soir-là, une cinquantaine d'intéressés se trouvèrent en permanence rue de l'Est. La fin s'annonçant proche, on ne se retint plus. Les habitants-flics des immeubles voisins passèrent un mauvais week-end – insultés à trois heures du matin

au mégaphone, leurs vitres descendues à coups de lance-boulons, leurs façades bombées. Ceci pour ceux qui avaient encouragé les CRS le soir du 16. Chacun apporta des cadeaux : des kilos de projectiles et équipements les plus divers. Le 16, les CRS avaient tenté de passer par la cage d'ascenseur de l'immeuble du 5 : on en souda la porte à l'arc. Une issue, donnant sur la cour, pouvait permettre aux flics de bloquer toute fuite : elle fut murée. Un système d'échelles dépliantes fut mis en place. D'autres habitants du 3 déménagèrent, terrorisés : on occupa aussitôt leurs appartements. Toujours dans la bonne humeur. On improvisa un plan d'attaque pour ceux de l'extérieur, pour le jour de l'expulsion. On attendait, l'esprit serein, que l'ennemi se décide. Ce fut notre erreur que de ne pas anticiper sur son intervention prochaine (par exemple en la provoquant par une embuscade rue des Pyrénées). Pendant plusieurs jours la police ne fit rien face à notre présence provocante dans la rue de l'Est. Elle nous eut par surprise, au matin du 21 octobre. Depuis quinze jours, un tour de garde avait lieu à l'aube, entre 6 heures et 8 heures du balcon du 5ème et de l'entrée de l'immeuble, tandis qu'une ou plusieurs personnes ne dormant pas au 3 circulaient dans les rues du quartier afin de repérer d'éventuels préparatifs policiers et donner l'alerte. Les argousins avaient sans doute fini par remarquer cela, puisqu'ils n'attaquèrent le 3 rue de l'Est qu'à 8 h 30. Autant nos préparatifs avaient été bruyants, les leurs furent discrets. Il ne restait à cet instant-là de garde qu'un seul occupant, qui jetait un coup d'œil dans la rue toutes les cinq minutes – et ceux qui avaient tourné dehors n'avaient rien vu d'anormal. C'est dans cet intervalle de cinq minutes que les flics et la brigade des gaz investirent l'entrée du 3 par petits groupes et commencèrent à s'attaquer aux portes. Dès que les occupants se rassemblèrent équipés sur le toit, les CRS massés entre-temps dans la rue évitèrent tout affrontement qui aurait pu leur coûter – seuls les cow boys de l'anti-gang restèrent en vue sur les toits d'en face, braquant leurs flingues dès les premiers tirs de boulons (crevez vite, charognes !). La brigade des gaz, insensible aux jets d'extincteurs du 2ème, inonda l'immeuble de substances très spéciales qui rendirent toute résistance prolongée intenable (grave lacune de notre part, il n'y avait que deux masques à gaz dans tous les locaux occupés !). La plupart des occupants purent s'échapper par une issue secrète et avec la complicité de quelques mauvais locataires, malgré le bouclage de tout le pâté de maisons. Seules six personnes furent arrêtées sur un toit voisin, ayant pris une mauvaise issue. Mais une soixantaine d'intéressés prévenus par téléphone se rassemblèrent vers 9 h 30 au métro Télégraphe et se dirigèrent sur la rue de l'Est en haut de laquelle quelques cars de CRS s'offraient. Pour ce coup, la surprise fut de notre bord. Une quinzaine de cocktails mirent les CRS en fuite, avec plusieurs blessés (dont l'un qui se cassa la jambe en tombant dans sa fuite) ; mais le trop petit nombre des attaquants leur interdit de poursuivre les flics dans la rue, comme ils auraient aimé le faire.

A Santo-Andre, ils ont participé, en juillet dernier, à l'invasion d'un lotissement pour riches qui n'a jamais été terminé – le constructeur ayant fait faillite – et qui est resté depuis six ans aux trois quarts inoccupé. Ils ont créé une commission pour défendre les squatters contre les autorités et la police, et administrer un lotissement auquel ses fondateurs ont donné, en français, le nom de Centreville..., alors qu'il se situe à la périphérie.

Le Monde du 17 avril 1983 « Sao Paulo après la grande casse »

14.

A la bonne humeur succéda la fatigue. Et comme on pouvait s'y attendre, les six personnes arrêtées se retrouvèrent en prison sous divers chefs d'inculpation aussi arbitraires que fantaisistes. Il fallut assurer leur défense juridique. Il fallut aussi ouvrir d'autres locaux et dans des conditions bien plus ardues. « La guerre des squatts est déclarée », titrait la presse une semaine après l'expulsion de l'Est. L'État devait la gagner. Qu'avait-il en face ? **La guerre de vitesse** avait été déclarée trop tard. La rue de l'Est fut le seul squatt dont l'expulsion donna lieu à un affrontement. Dans les semaines qui suivirent, plusieurs autres squatts de moindre envergure furent paisiblement vidés, tandis que la répression judiciaire se fit féroce. Outre la détention de cinq des six personnes arrêtées, qui ne cessa qu'un mois et demi après, de nombreux squatters pourtant inoffensifs furent condamnés pour avoir occupé « sans droit ni titre » et sous des chefs d'inculpation délirants. Nous avons alors proposé aux gens intéressés par les événements de l'Est d'occuper les appartements de toute une cage d'escalier dans un immeuble dont la construction venait à peine de s'achever, et de s'y organiser instruits par la leçon du 21 octobre. A vrai dire, la proposition venait un peu tard. Il eût fallu la réaliser avant même l'expulsion de l'Est, quand nous étions encore ancrés dans ce secteur. Mais la question n'était alors pas encore apparue comme d'intérêt public. Quant aux actes de vengeance auxquels certains se livrèrent après le 21 autour de la rue de l'Est (incendies de voitures de cadres, saccage méthodique des halls et couloirs d'immeubles de standing) et ailleurs (comme le saccage du domicile d'un urbaniste de la Ville de Paris), ils auraient peut-être pu se prolonger, mais avec quel point d'appui stratégique pour le XXe ?! C'est la question que n'ont jamais songé à se poser quelques activistes arrivés sur la fin, et qui nous ont reproché de ne pas avoir suffisamment répondu après. A en croire ces gens qui par ailleurs clament leur peu d'intérêt pour les squatts du XXe, le plus important de la rue de l'Est aurait été **après** ! L'activiste arrive toujours en retard. Le plus important restera l'occupation des lieux pendant sept mois, ce que nous y avons vécu : les jeux qu'on s'y est per-

mis, les rencontres qui s'y produisirent et qui provoquèrent d'autres expéditions sans retour, et l'excitation finale. On s'est bien amusés. On nous a dit que si nous n'avions pas eu une attitude aussi délibérément insolente, nous n'aurions « peut-être » jamais été expulsés. Voilà bien un calcul d'alternatifs ! Et même comme calcul il est idiot, ne serait-ce qu'en regard des sommes énormes que la Sogipa perdait chaque mois en loyers et charges impayés (au total 200.000 francs, et sans parler des dégâts finaux estimés officiellement à 1 million de francs). Et en plus, nous n'avons jamais eu l'intention d'habiter toute notre vie rue de l'Est. Les situationnistes ne fondent pas leur activité sur la durée, mais sur le bouleversement qualitatif. Rien autour de nous n'est immobile, comment nous-mêmes le serions ?! Le XXe était en pleine transformation et celle-ci était bien l'enjeu. Deux idées ennemies de cette transformation s'y sont affrontées – et nous considérons parmi nos ennemis, les chefaillons de la rue des Couronnes, des organisateurs patentés de concert*, qui n'ont jamais pris de risques que pour arracher nos affiches ou calomnier nos amis. Ces gens n'ont pas compris qu'il s'agissait d'une guerre de vitesse se menant dans un quartier en plein réaménagement, déjà partiellement pacifié et où il fallait savoir montrer la force d'un rassemblement rapidement en faisant scandale tout de suite, en ne laissant aucune ambiguïté sur nos intentions. Ce territoire s'offrant à une situation, il nous a suffi de la créer. Nous sommes ainsi passés de la question du logement chère aux réformistes à **la question territoriale**. Les réformistes, dont les alternatifs, parlent de « crise du logement », du « droit » et de la nécessité de se loger, de X milliers de logements vides : et alors ?! la pénurie en la matière, ce qu'ils nomment « crise » est la condition la plus normale de vente et de location d'une marchandise, le logement. La question du logement, l'ennemi ne fait qu'y répondre chaque jour : la résoudre de telle façon que la solution engendre toujours à nouveau la question. Il faut supprimer une telle question dans son essence.

Sao Paolo: 25 autobus incendiés

Des voyageurs furieux ont détruit 25 autobus et incendié deux autres, ces dernières 24 heures à Sao Paulo, pour protester contre la réduction du service fourni par une compagnie privée.

Au cours des incidents, qui ont fait plusieurs blessés dans plusieurs quartiers de la ville, des chauffeurs et des contrôleurs d'autobus, menacés de lynchage, ont dû se réfugier chez des particuliers.

A la suite de ces incidents, dus à des *« tensions sociales croissantes »*, selon le secrétaire aux Transports, Getulio Hanashiro, la compagnie d'autobus a annoncé qu'elle allait reprendre son service.

« Libération » le 18 mars 1983

Zèle

Un retraité de la RATP a été blessé d'un coup de couteau de cuisine par une jeune femme qu'il voulait empêcher de franchir frauduleusement un portillon automatique, vendredi soir à la station de métro « les Halles ».

Mme Nassera Soltani, 21 ans, Algérienne demeurant à Athis-Mons (Essonne) a été déférée au parquet.

« Libération » le 18 avril 1983

Comme toutes les « questions » dans lesquelles s'exprime la pénurie, elle est circulaire. Qu'il faille travailler pour se loger, qu'il faille se loger seulement pour travailler (l'habitat contemporain est conçu uniquement pour permettre le repos du travailleur). Le scandale est que l'espace **nous soit mesuré, qu'il ait un prix**. Et comme toute marchandise particulière, sa consommation porte en elle la restriction comme une marque d'infamie. Il faut rendre ce scandale **effectif**. Du moment que nous ouvrons un territoire – ne serait-ce que quelques portions d'immeubles et sur l'espace de quelques squatts localisés au nord du XXe – à la rencontre, à la dépense, à la liesse publique, nous sommes amenés à déborder et vient alors, tôt ou tard, l'instant où l'on ne peut plus y durer. A l'Est, nous n'avons pas été expulsés aux termes d'une procédure juridique, mais sur décision politique du Parquet pour « trouble à l'ordre public » – environ cinquante plaintes avaient été centralisées, au point que le ministre de l'Intérieur avait été personnellement saisi de cette « affaire ». Et cet instant concentre toute la question sociale du territoire. Certes, territorialement les prolétaires finissent inévitablement par perdre, face au potentiel militaire et judiciaire de l'ennemi. Jamais ils ne possèdent le terrain durablement. S'ils pouvaient

Faits divers

Vaulx-en-Velin

Les bus de la colère

A la suite d'une nouvelle agression les chauffeurs de la ligne « 7 » des T.C.L. refusent de desservir le terminus

Malgré toutes les précautions prises par la direction des T.C.L. (voitures de surveillance « patrouillant » sur les itinéraires les plus sensibles ; programme d'équipement progressif des bus d'un radiotéléphone en liaison directe avec le « PC » fonctionnant en permanence au siège de la société, etc...), les conducteurs demeurent toujours exposés à des incidents.

Pour la deuxième fois en une dizaine de jours, à la suite d'une agression contre un bus, les conducteurs des lignes concernées ont exprimé leur colère en refusant d'assurer leur service jusqu'au terminus.

Le 25 mars, un bus de la ligne 36 qui venait de quitter les Minguettes était pris pour cible et essuyait des jets de pierres. Le pare-brise fut fracassé par l'un de ces projectiles. Par chance, il n'y eut aucun blessé.

Pour protester contre cette n° agression, les chauffeurs de la ligne marquèrent, durant plus d'une heure, leur terminus aux États-Unis (à l'arrêt Viviani), refusant d'emmener les voyageurs jusqu'aux Minguettes.

Hier, un incident aussi grave est survenu sur la ligne 7 Laurent-Bonnevay - Le Roulet, qui relie le pont de Cusset au pont de Croix-Luizet en longeant le canal de Jonage.

Vers 12 h 30, un bus parcourait le chemin du Marais, sur Vaulx-en-Velin, lorsqu'il reçut soudain des pierres lancées intentionnellement par un ou plusieurs individus qui aussitôt s'enfuirent. L'une des pierres vint briser une vitre arrière droite du véhicule ne blessant heureusement personne à l'intérieur.

Les chauffeurs de cette ligne 7, qui dépendent du dépôt de la Soie, ont immédiatement réagi en déclenchant une grève de la desserte du terminus. Les bus s'arrêtaient cité Saint-Jean, la boucle que forme ensuite la ligne n'étant plus empruntée les heures suivantes. Le terminus normal Le Roulet et les arrêts intermédiaires entre la tête de ligne à Vaulx-en-Velin et la cité Saint-Jean (« Les Bleuets » et « Vert Buisson ») se sont donc trouvés isolés, privés de bus.

Les chauffeurs ont observé cette grève à 100 % jusqu'à la fin du service d'hier.

R.W.

« Lyon Matin » le 6 avril 1982

occuper une place et y durer (dans l'hypothèse elle-même abstraite où on ne leur en exigerait pas **le prix**), c'est qu'ils n'y feraient aucun bruit, aucun scandale. Mais ceux qui platement nous donnent perdus d'avance dans l'affrontement avec les forces de l'ordre sont des têtes de morts. L'affrontement lui-même fait partie de la fête ! Dire que nous ne pouvons tenir durablement un espace n'implique aucunement que nous ne puissions pas en faire payer la perte très cher à l'ennemi. C'est au contraire une raison pour **ne pas attendre** cet affrontement quand on le voit venir, mais pour le précipiter (des benêts ont dit que tout notre ouvrage de fortification rue de l'Est n'a pas empêché les CRS d'y pénétrer. Évidemment, même si nous avions habité un coffre-fort ! D'abord, les portes blindées qu'ils ont, pour certaines, mis trois heures à forcer, nous ont laissé largement le temps de

nous enfuir : nous n'avons pas été réveillés, nous, à six heures du matin par des flics dans nos chambres. Mais plus : un moment de ce jeu rue de l'Est fut cette débauche dans les fortifications, ce raffinement dans la défensive, un potlatch qui dura jusqu'aux dernières heures avant l'expulsion).

* Quant aux organisateurs de concerts qu'ils ne craignent pas d'intituler « Rock contre la police », ils se sont vus **pris au mot**, le 12 mars 83 à Aubervilliers, et cela contre toute attente de leur part. Ces organisateurs-là n'avaient même pas songé à placarder leur affiche pourtant prometteuse à la Cité des 4000 de la Courneuve, toute proche du lieu du concert et où les heurts avaient opposés, courant janvier, les jeunes aux flics.. Ils n'espéraient que le pseudo-public qu'ils eurent : les débris de tous les looks des Halles et de toutes les modes simili-subversives. Mais deux heures après le début, un important groupe de jeunes incontrôlés réalisa le mot d'ordre officiel du concert : le rock contre la police. Ils étaient venus uniquement pour cela. Ils attaquèrent les flics environnants, incendièrent deux de leurs véhicules et blessèrent un commissaire. Le concert prit aussitôt fin, ses organisateurs veillant au matériel et ses spectateurs s'éclipsant précipitamment... Mais pire encore que cela, d'autres organisateurs patentés de précédents « Rocks against police », se croyant propriétaires de ce mot d'ordre, crurent bon de dénoncer ces incidents : « Nous ne cultivons pas l'esthétique de la baston avec les flics ». Allez donc mourir ! Le Rock contre la police n'appartient à personne, et surtout pas à des petits boutiquiers. Qu'on se le dise ! Ceux qui croient pouvoir s'autoriser du rock et de la lutte anti-flics pour racketter là-dessus, seront désormais pris à chaque fois au pied de la lettre. Ou alors, qu'ils fassent leur propre police dans leur concert, avec toutes les conséquences prévisibles pour leur gueule. Ceux pour qui notre époque n'est qu'une plaisanterie réformiste vont sentir qu'elle est tout au contraire en train de dégénérer en un jeu très sérieux.

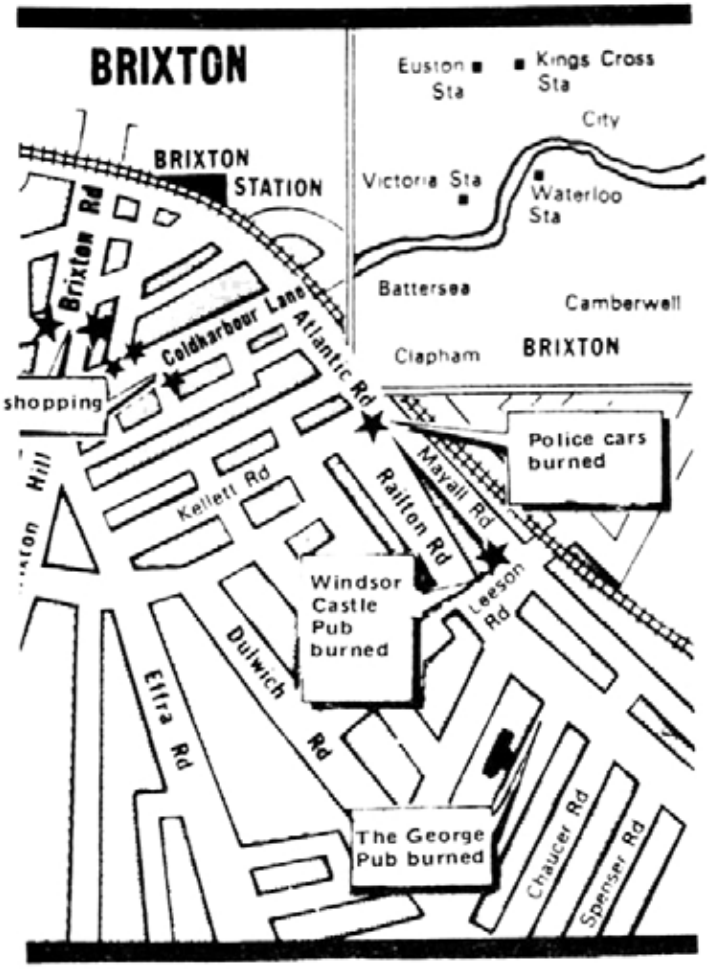
● *Incendie criminel dans un poste de police à Paris.* – Un engin incendiaire a été lancé dimanche 13 mars vers 4 h 30 dans un poste de police attenant au commissariat du quartier Charonne, 66, rue des Orteaux à Paris (20e), provoquant un incendie qui n'a pas fait de victime. Le local était inoccupé.

« Le Monde » 14 mars 1983

« Le Parisien Libéré » le 14 mars 1983

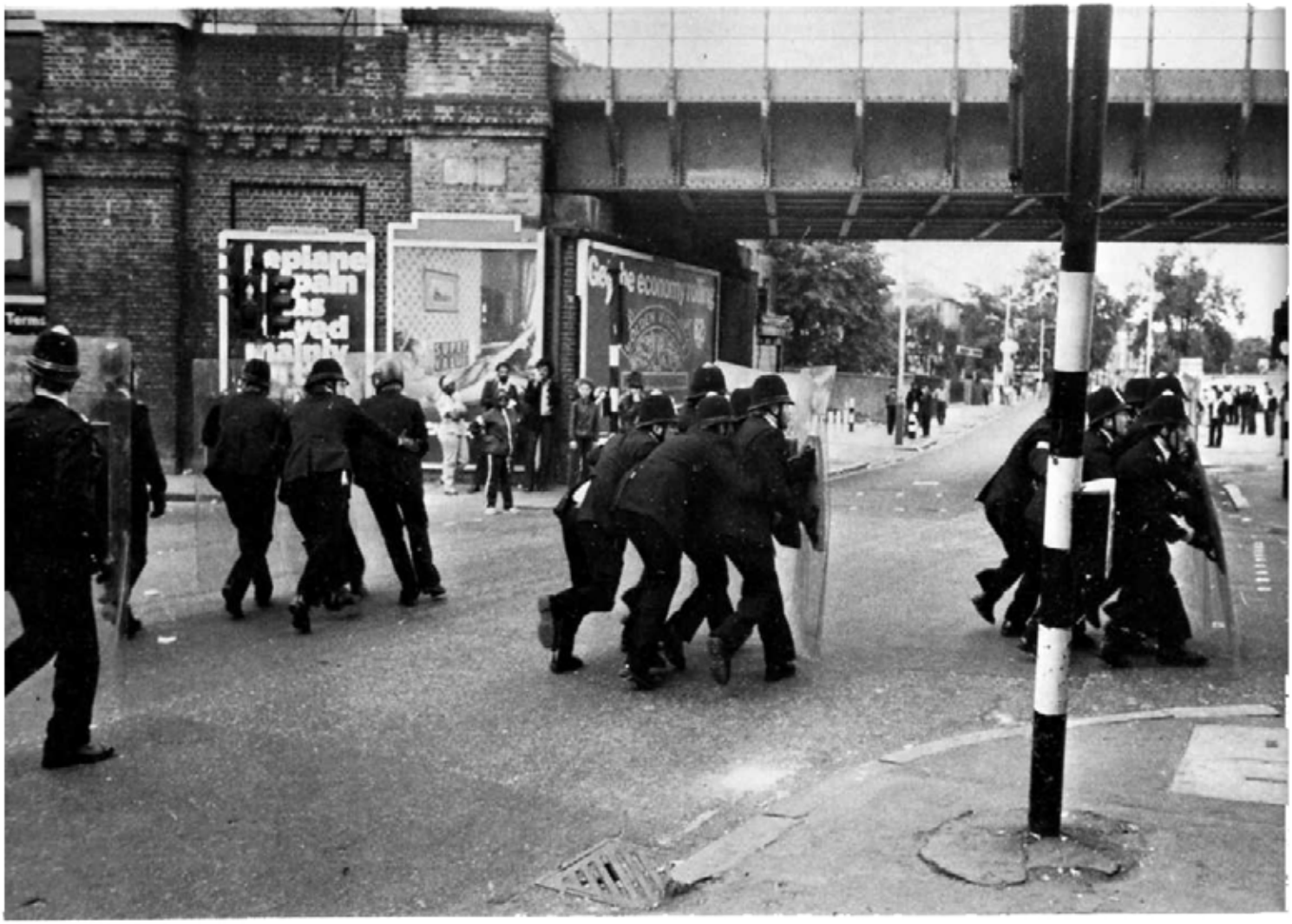
15.

En France, les suites immédiates du scandale rue de l'Est restèrent limitées. C'est souvent la règle quand un scandale est le premier du genre. De la Grande-Bretagne nous eûmes par contre un répondant amplifié. Dix jours après l'expulsion de l'Est, l'évacuation et la démolition de trois squatts dans le quartier de Brixton provoqua une belle journée d'émeutes. Au petit matin du 1er novembre 82, les flics investirent ces trois maisons situées sur Railton Road, dans la plus grande discrétion. Ces bâtiment furent évacués et aussitôt démolis. En plein cœur de Front Line, là où avaient débuté les émeutes d'avril et juillet 81, ils servaient de lieux de passage où se retrouvaient les jeunes Noirs du secteur pour dealer, fumer, festoyer de nuit. La police avait affaire à un quartier déjà occupé par ses ennemis. Pour le pacifier, il lui fallait nettoyer le terrain **en y faisant le vide.**



Dans cette réserve, les squatts se sont répandus en écho aux affrontements anti-flics – ce qui restreint toute possibilité de racket alternatif à Brixton. L'État britannique s'était montré longtemps bien plus tolérant que l'État français devant la propagation des squatts, aussi longtemps qu'il ne s'agissait que d'une réponse immédiate à la nécessité de se loger. Dans la limite de cette nécessité, les innombrables squatts de Londres étaient tolérés. Mais à

Brixton, cette limite avait été dépassée. L'État ne saurait admettre des pauvres dès qu'ils ne se contentent plus du besoin d'assistance. L'expérience cuisante des émeutes de 81 ayant servi de leçon aux flics, tout fut mis en œuvre pour étouffer dans l'œuf le moindre début de résistance en ce jour du 1er novembre. Le dispositif imposant déployé sur Front Line ne put cependant empêcher des attroupements de se former, et qui l'attaquèrent avec force cocktails, pavés et grenades artisanales. Plusieurs barricades édifiées dans Railton Road furent incendiées. La bataille se restreignit pourtant dans cette zone totalement ceinturée par les flics. Leur dispositif visait principalement à contenir un éventuel débordement menant à d'inéluctables pillages qui eurent tout de même lieu. Les affrontement durèrent trois heures et laissèrent de nombreux flics sur le carreau et un de leurs véhicules incendié. Le même soir, comme par coïncidence, des heurts éclatèrent à Tottenham, dans la banlieue nord, à partir de l'arrestation d'un kid dans une cité HLM. Mais la rumeur des émeutes de Brixton, dans la journée, était déjà arrivée à Tottenham. Le commissariat fut attaqué au cocktail par quelques centaines de personnes du quartier et le jeune arrêté fut ainsi libéré. Quelques-uns des participants de la rue de l'Est se rendirent



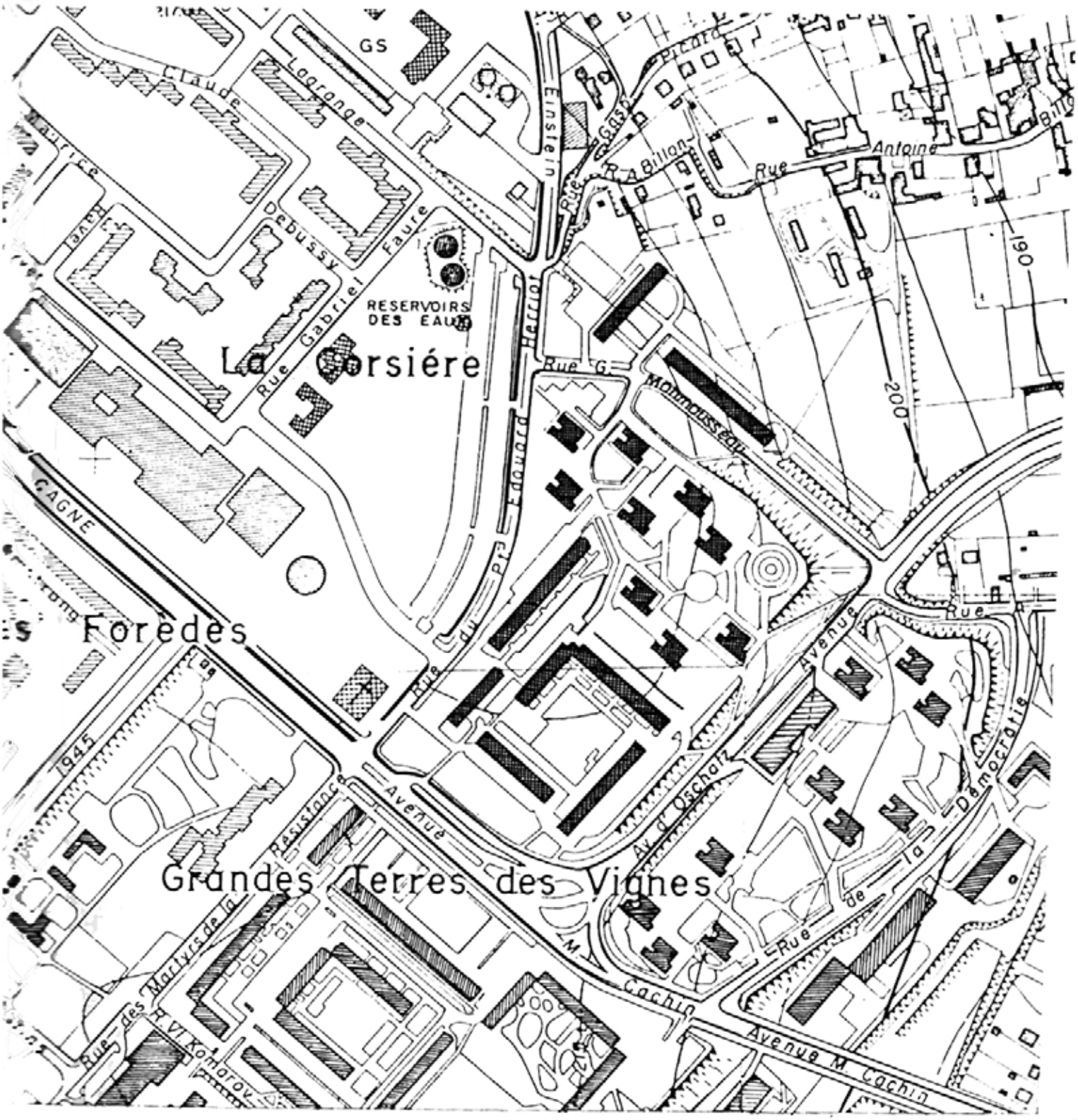
Brixton - vue typique - juillet 1981

à Brixton en novembre, et y rencontrèrent longuement plusieurs occupants de cette zone que l'État a décidé de vider. Une démarcation semble se tracer entre les squatters de Brixton sur l'enjeu de cette opération de police urbaine et sur la réponse à y opposer. Non loin de Railton Road il existe ainsi une grande résidence récemment construite, Barrier Block, qui est partiellement squattée. Les occupants s'en font fréquemment vider, appartement par appartement, et sont aussitôt relogés dans cette même résidence sous condition de payer le loyer, ce qu'ils font au début... Jusqu'ici aucune force collective n'y est apparue. Barrier Block est seulement un espace que flics et squatters grignotent jour après jour. Les squatts expulsés le 1er novembre sur Railton Road étaient par contre une prise de possession collective. Ses occupants, des Noirs, n'ont pas été relogés... Ils se sont ouvert, un peu plus loin, un autre petit local. D'autres, des Blancs, se sont emparés en novembre, d'un pavillon récemment abandonné par une tribu de Punks, et en sachant d'avance qu'ils en seraient expulsés sous peu. Ils ont donc fortifié les lieux en vue de l'affrontement tant attendu avec les flics. Dans cet esprit, les squatters les plus offensifs de Brixton publient un périodique, « The Crowbar » (« Le pied-de-biche ») qui essaie d'unifier les intéressés de divers secteurs dans une perspective de lutte contre la planification étatique du territoire. Un tel périodique ne se restreint évidemment pas à la seule défense des lieux squattés : à côté d'informations internationales y sont publiés des articles donnant des renseignements pour frauder avec le système d'indemnités-chômage. Le numéro de début décembre 82 a publié une traduction de notre affiche « Pour en finir avec la question du logement » et un article sur l'expulsion de l'Est. Le numéro du 6 novembre 82, soit cinq jours après les affrontements de Railton Road, lançait un « Message urgent aux squatters » : « ... L'isolement et la démolition de Front Line est encore une victoire pour le Lambeth Council » (l'administration locale du district de Lambeth où se trouve Brixton) « qui aura maintenant le temps de s'occuper des 400 maisons dont l'expulsion a été décidée, plus les innombrables appartements, 1.800 procédures pour retards de loyers, une centaine de maisons soldées à des riches, pendant que s'allongent les queues pour se loger, etc. Le NETTOYAGE de Lambeth est en route. Toute résistance des Noirs, squatters et travailleurs doit être détruite ou chassée du secteur. Notre but est de faire échouer ce plan. ».

16.

C'est pour se rapprocher au mieux de la monotonie immobile que l'espace est désormais à tout instant modifié et reconstruit par l'État et ses représentants. Cette tâche incessante assurant le contrôle du territoire ne se conçoit que par **l'expulsion permanente**, en tout temps et en tout lieu, afin d'y interdire la simple possibilité de manifestation de vie publique. Les zones urbaines ont été construites pour ne permettre que **l'habitat de masse**. L'ennemi gouverne en faisant le vide, mais il

ne le contrôle pas. On entend souvent ces temps-ci les larbins de l'État gémir sur « le problème des grands ensembles ». C'est que les masses qui y sont logées ont commencé à révéler leur négatif **à l'œuvre**, comme dans l'Est lyonnais (« une vingtaine de grands ensembles sont aujourd'hui menacés d'explosion sociale », entendait-on en octobre 81 à des « Assises pour l'avenir des quartiers d'habitat social » patronnés par les HLM et le Premier ministre Mauroy). Le terrain est miné. L'État doit plus que jamais recourir à l'expulsion, et ce faisant il est contraint d'aggraver ce qui déjà lui échappe. L'absence se retourne contre ses producteurs. Le vide devient une puissance explosive ! En 81 le cri de ralliement de l'armée de réserve internationale fut « Clear the pigs out ! ». En 82, il est devenu, par conséquence stratégique « Eviction equals riot » (comme on dit à Brixton ; « Expulsion baston », disions-nous dans le XXe). Il a eu une résonnance prévisible dans l'Est lyonnais, à Vénissieux au printemps 83, après plusieurs années de guerre anti-flics. Déjà en juin 80, le maire de Vénissieux, le stalinien Houel, suivi aussitôt par son homologue de Vaulx-en-Velin, réclamait l'expulsion des familles des jeunes délinquants hors des HLM – et pour ces jeunes, souvent immigrés, l'expulsion peut aller jusqu'à l'expulsion hors du pays et revêt donc une signification immédiatement universelle : c'est **leur jeunesse** qui est en vérité interdite de séjour sur la surface du monde. Puis, en 81, les autorités gérant la Zup firent évacuer et fermer deux tours de quinze étages rue de la Démocratie. Le secteur s'avérant de moins en moins rentable, trois autres tours furent à nouveau fermées rue Monmousseau. Cette partie de la Zup des Minguettes qui était déjà la plus incontrôlée le devint encore plus avec ces fermetures et avec l'abandon de nombreux appartements (et que la Logirel refuse désormais obstinément de relouer). Les jeunes de la Zup commencèrent à y ouvrir quelques locaux pour s'y retrouver et y festoyer quelquefois. Ce secteur était devenu dès l'automne 81 et durant l'année 82, le point fort des jeunes prolétaires des Minguettes. Là, les arrières étaient assurés face aux flics en permanence. Le vide ainsi créé est devenu un enjeu stratégique. « Monmousseau zone interdite », lisait-on sur un mur. Impuissant à décimer cette population ingouvernable par les moyens traditionnels utilisés en temps de paix, l'État dut recourir à la prise d'otages. Le premier exemple en fut l'affaire Selim Guéchir, dont le tract « Game Over » expose le déroulement : mais il y en eut d'autres après. Tandis que les flics et la justice s'affairaient discrètement à ces basses besognes, l'opération sensationnelle « anti-été chaud 82 » montée en épingle dans les médias, devait à la fois isoler les plus jeunes et **faire croire coûte que coûte** à un retour au calme. Avant même qu'elle débute, l'affiche « Ça va saigner ! » (juillet 82) dissipait toute équivoque là-dessus et annonçait « A Vénissieux les flics sont toujours aussi bien reçus... tous les espoirs sont permis. ». Par ailleurs, le passage de plusieurs jeunes des Minguettes rue de l'Est, dès le printemps 82, occasionna un échange de bons procédés et ne put que renforcer la conviction commune des ennemis de l'État. D'autres appartements furent squattés dans les tours de la rue Monmousseau. Ce territoire gagné en quelque sorte par abandon précipité, fut toujours ouvert aux ennemis des flics. Chaque intervention policière dans cette zone



ZUP des Minguettes, secteur de Monmousseau

réquisitionnée s'y heurta à une réponse violente et organisée – un relais de guetteurs pouvant donner l'alerte assez vite. A la mi-mars 83, les événements se précipitèrent. Plusieurs incidents émaillèrent le week-end précédant le lundi 21 (voitures brûlées, etc.) ; le vendredi 18, un employé de la mairie surpris en train de photographier les immeubles de Monmousseau, se fit démolir le portrait et la voiture et eut la douleur de se faire confisquer

ses appareils. Le lundi 21 à l'aube, un voisin-flic téléphonait au commissariat de Vénissieux qu'une BMW – au demeurant déjà repérée sur un casse – était déchargée au bas de la tour n° 10. La préfecture de police décida une opération d'envergure pour coffrer tout ce beau monde, voleurs et incendiaires. Une dizaine de cars prirent position tandis que quelques dizaines de flics investissaient la tour n° 10, habitée par une vingtaine de familles et quelques squatters. Ils forcèrent les portes de tous les appartements de la tour et entreprirent de les perquisitionner – non sans confisquer au passage divers objets soi-disant volés ! D'autres flics contrôlaient aux alentours. Les gens, déconcertés d'une telle audace, mirent quelque temps à se rassembler autour de la tour 10 d'où les flics ne sortirent pas aussi facilement qu'ils y étaient entrés. Des renforts sont appelés de part et d'autre. La fameuse BMW vint se livrer à un insolent rodéo de défi sous le nez des porcs stupéfaits et grotesques d'impuissance avec leurs pistolets dégainés. Ce fut le signal de la riposte. Les flics durent charger pour dégager leurs acolytes coïncés dans la tour. Postés sur les toits et les balcons, les jeunes du quartier les tinrent à distance en leur lançant baignoires, éviers, portes, etc. Certains étaient munis de lance-pierre et de cocktails. Des tout jeunes comme des vieux participèrent et de bon cœur. Un fourgon eut le toit

21 mars 1983 aux Minguettes

éclaté par une porte lancée de haut ; tous eurent leurs gyrophares cassés. Vers midi, trois cents émeutiers lancèrent une attaque contre les cordons de flics qui subirent de grosses pertes (environ une quinzaine de blessés, dont le préfet de police Grasset, venu superviser l'opération). Un journaliste local et son photographe furent également blessés. La police dut quitter le terrain dans l'affolement (plusieurs cars se percutèrent en partant) et seule la sage modération du préfet a évité à ses troupes une totale déroute à la Liverpool. Aussitôt après une centaine de combattants allèrent barrer l'avenue devant la mairie de Vénissieux, pour exiger le départ définitif des flics : la plupart s'en retournèrent à la Zup dès qu'un début de discussion eut lieu avec les élus locaux. Les flics ont voulu sonder ce jour-là la capacité de riposte des gens de Monmousseau et alentour. (« Si nous les avions laissé faire, ils perquisitionnaient toutes les tours »). L'État ne pouvait admettre plus longtemps que le terrain lui échappe à ce point : par la perquisition de la tour 10, il lui fallait préparer une expulsion complète de ce secteur. Le 21 mars fut un exercice de répétition. Faute d'avoir réussi son opération d'intimidation, l'État trouve néanmoins dans sa défaite des arguments justifiant la nécessité de crever cet abcès prolétaire. Les réactions des élus locaux et des responsables de la police sont unanimes sur cela – le 21, les chefs de l'opération criaient par mégaphone à leurs troupes : « vous n'avez pas affaire à des manifestants mais à des bandits », et qui plus est des « bandits » qui ont le soutien actif de tous ! L'existence même de cette zone est devenue à présent parfaitement scandaleuse. Mais l'État ne pouvant assurer une expulsion sans risques d'affrontements directs, il lègue cette besogne à ses représentants les plus insidieux, à ceux qui sont chargés de faire de **l'assistance sociale** : les éducateurs, les militants et autres boys scout. Ceux-là ont exploité la crainte justifiée d'une réponse policière au 21 mars détournée sous forme d'un harcèlement accru (prise d'otages et balles perdues...). Dans la semaine suivant le 21, une dizaine de jeunes de la Zup entamaient une grève de la faim pour obtenir la libération d'un émeutier condamné à cinq mois de prison et le départ des flics du quartier. Ce fut le geste de faiblesse sur lequel les réformistes se sont jetés avec empressement, eux qui n'espéraient même plus en arriver à être un jour à nouveau tolérés à Monmousseau. Les jeunes de la Zup ont fait preuve durant ces deux années et encore plus le 21 mars, d'une **insolence scandaleuse** (au soir du 21, la voiture d'un flic habitant dans la Zup était volée puis incendiée devant le commissariat de Vénissieux !). Il s'agit pour les créatures de l'État de l'atténuer, de la dissimuler au monde en donnant **leurs** raisons – leurs raisons d'État. La faiblesse doit engendrer la faiblesse, tel est leur crédo. Les grévistes de la faim ont ainsi aggravé la capitulation en revendiquant que des jeunes de la Zup soient employés à la démolition des tours ! Cet incroyable renversement est cependant démenti par tous ceux qui, ne parlant pas par la bouche des réformistes, annoncent : « Ces tours tomberont seulement le jour où nous déciderons **de les laisser tomber** ». Les délégués du gouvernement se sont empressés de satisfaire à cette extravagante revendication, tandis que les deux premières étaient simplement oubliées : Antonio Manunta est resté en prison et les CRS aux Minguettes. Les gré-

vistes ont donc recommencé à manger et chacun s'est dit à Monmousseau qu'il faudrait envisager d'autres formes d'actions (certains ont d'ailleurs montré un vif intérêt pour les agissements des ouvriers de Vireux et les formes d'intervention aussi osées que réussies auxquelles ceux-ci ont eu recours). Comme le dit fort à propos un éducateur au procès Manunta, « Un incident comme celui-là (21 mars), c'est pour nous deux ou trois ans de travail réduits à néant ». Hé hé !!! ces mêmes cafards s'étonnent de ce qu'une « banale opération de police » ait entraîné un tel affrontement ! S'il est une opération de police banale, ce n'est pas la mise à sac en règle d'une tour de quinze étages, mais plutôt leur fausse naïveté visant à banaliser la répression quotidienne et à faire des habitants des Minguettes des ramasse-miettes ! Faute de pouvoir faire le vide sur le terrain même de la Zup, ces supplétifs de la police le font dans les têtes. Car ils veulent faire des jeunes de la Zup des pleure-misère, ceux qui organisent le « dialogue » avec l'État (ce sont ces mêmes assistantes sociales, les Mogniss et autres « Zaâma d'banlieue », ces **étudiants** qui dans la banlieue de Paris sévissent déjà – à Marseille ils n'ont jamais « pu travailler » de leur propre aveu – qui organisent à la Cité de transit Gutenberg de Nanterre une odieuse journée porte ouverte pour que chacun vienne y contempler la misère de quelques-uns – comme le firent remarquer ce jour-là deux jeunes de Vitry, « c'est lamentable de chialer comme ça sur des taudis alors qu'il suffit d'aller occuper des appartements dans les tours voisines » – ou qui, après l'exécution sommaire d'un jeune à Chatenay-Malabry par un flic, vont organiser une marche pacifique pour pleurnicher sur les « bavures ». Tout ce qui rampe sur la terre est gouverné par les coups !

3

17.

Pendant des millénaires, la plus grande partie de la société resta exclue de toute participation au monde. L'usage du temps, **la transformation** du monde et les événements qui la constituaient, étaient seulement l'apanage des maîtres. Avec le développement de l'industrie et la généralisation du salariat, tout cela change et le temps fait brutalement irruption dans l'existence des populations sans pouvoir. En devenant salarié, le travailleur a perdu enfin son indépendance naturelle. Il **dépend d'un monde** en pleine transformation ; et de cette transformation il constitue **la matière première**. Avec le devenir monde de la marchandise, la bourgeoisie transforme en permanence le monde et fait participer à ce bouleversement la tourbe informe de l'humanité qui est par là sortie de l'immobilité séculaire. La masse des travailleurs salariés participe, par son labeur, du changement d'un monde qui dans sa totalité **lui échappe**. C'est donc son propre sort, joué dans cette transformation infinie, qui lui échappe. La bourgeoisie jette chacun dans le cours du temps, mais elle en refuse la possession et donc a fortiori la dépense*. Cependant, dans ce monde ainsi devenu, la sensation du temps ronge l'immobilité de la vie quotidienne. Chacun est désormais le spectateur du temps qui court, du monde qui bouge et qu'il a pourtant contribué à faire. Toutes les conditions sont réunies pour que les travailleurs en viennent à la suppression du travail, à leur tour.

* Les considérations des réformistes qui nous gouvernent en disent long là-dessus. A propos de la réduction du temps de travail à 35 heures et du salaire, Rocard, alors ministre du Plan, annonce en 82 : « Le temps ou l'argent, il faudra choisir » ; André Henry, alors ministre du « Temps libre » en donne la définition d'État : « Le loisir des uns fait le travail des autres ». Amen.

18.

A chaque instant dans le monde, des gens sont brutalement tirés du sommeil de leur vie quotidienne, de leur léthargie forcée, et sont confrontés au caractère universel de leur misère. Aujourd'hui, plus personne ne peut ignorer que sa misère est une production universelle. L'acti-

vité universelle de la marchandise compromet l'apparence que revêt la misère des gens dans leur vie quotidienne. Tout le mouvement de division, de ré-organisation permanente du monde, qui est aussi une guerre sans merci entre les capitaux, se fait forcément aux frais des pauvres. Ils sont payés pour ça. Ce mouvement qui modifie, s'il le lui faut, le paysage d'un continent entier, **qui fait son monde**, et qui supprime sans cesse l'indépendance du travail, peut supprimer aussi des travailleurs (eux aussi parfaitement dépendants, comme leur travail). C'est comme cela que des petites bourgades isolées, où l'on a toujours dépendu, pour survivre, du fonctionnement d'une usine, se retrouvent, à l'annonce de sa fermeture, jetées dans un mouvement qui les dépasse même. A Vireux dans les Ardennes, des sidérurgistes de la Chiers ont bataillé hardiment pendant un an ; ils ont saboté des élections, saccagé des locaux patronaux et étatiques, incendié le château de leur patron, donner rendez-vous toutes les fins de mois (en détournant une manifestation anti-nucléaire) pour bloquer les routes et attaquer les flics dans la bonne humeur générale. La tourbe informe de l'humanité devient glissante. Des milliers d'usines ferment chaque jour dans le monde, et sans que cela fasse l'objet de l'attention universelle ; et l'on entend parler de Vireux – d'abord les menteurs au pouvoir ont tant besoin d'en parler et d'avancer leurs explications empressées – non pour une usine qui ferme et huit-cents emplois liquidés, mais pour la violence dont font preuve à cette occasion les « intéressés ». C'est là ce qui change et inquiète ceux qui ont le métier de manipuler des foules – pour les faire travailler ou pour les faire voter. Qu'un simple déplacement de capital variable entraîne une telle explosion, libère une telle indignation, n'avait pas été prévu dans le plan. Imagine-t-on citoyens, le désordre planétaire si chaque fois qu'un capitaliste doit licencier des ouvriers, ceux-ci incendient sa maison et son bureau ? La lutte des ouvriers de la Chiers, si limitée qu'elle soit dans ses mots d'ordre et restreinte au secteur de Vireux, a une âme universelle car elle est une protestation contre l'inhumanité de la condition salariale ; en elle, les ouvriers devenus incendiaires réalisent leur condition universelle de salariés, son abjection. Et le mot d'ordre localisé qui a signé la plupart des belles actions faites malgré et parfois contre les syndicats, « Vireux vivra » est, bien plus qu'une revendication, un cri de guerre. Au point de vue où nous nous situons, on ne saurait confondre les revendications avancées par les intermédiaires syndicaux avec la réalité du conflit ; nous nous attachons bien sûr exclusivement à ce qu'il comporte de négatif, puisque cela seul en constitue la réalité. Et dans ce conflit, ces revendications sur la reconversion n'ont aucune réalité. Elles n'apparaissent que pour accréditer l'idée d'après laquelle ce ne serait pas la richesse des nations qui ferait le malheur des individus. Les réformistes qui négocient avec le patronat sont plutôt indignés que la richesse des nations puisse faire aussi le malheur des individus ; ils pensent qu'elle pourrait aussi bien faire leur bonheur et en discutent avec les patrons. De toutes manières, les ouvriers licenciés ne mourront jamais de faim : on n'est plus aux USA dans les années 30. Tout État moderne a les réserves suffisantes pour maintenir les chômeurs en état de survie. D'un autre côté, les discussions, contre-projets

Château de la Buchère - juillet 1982

« M. Sax semble supposer que l'homme est essentiellement paysan, sans quoi il n'imaginerait pas chez les travailleurs de nos grandes villes une nostalgie de la propriété foncière, que personne ne leur a jamais découverte. Pour eux, la liberté de mouvement est la première condition vitale et la propriété foncière ne peut être qu'une entrave. Procurez-leur des maisons qui leur appartiennent, enchaînez-les de nouveau à la glèbe, et vous briserez leur force de résistance à l'abaissement des salaires par les fabricants. Un travailleur, pris isolément, peut à l'occasion vendre sa petite maison ; mais en cas de grève sérieuse ou de crise généralisée, toutes les maisons appartenant aux travailleurs touchés devraient fatalement être mises en vente et par conséquent ne trouveraient pas d'acquéreurs ou alors il faudrait s'en défaire à un prix très inférieur à celui payé à l'achat. »

Engels, *La question du logement*

syndicaux pour sauver l'usine, propositions de reclassement, etc. sont pur spectacle destiné à détourner l'attention de la vérité en jeu* ; et c'est une mise en scène qui ne passionne que des syndicalistes. Les capitalistes veulent bien y participer, mais ils ne peuvent s'empêcher de le faire avec désinvolture puisque eux savent très bien de quoi il est véritablement question. Ils en témoignent d'ailleurs à leur manière, en ne venant pas à un rendez-vous fixé avec l'Intersyndicale le 12 juillet. On ne saurait dire plus clairement, par ce lapin assez osé, à quel point ces discussions n'ont aucune espèce de sérieux et ne constituent à l'évidence qu'une fumisterie. Voilà une évidence que les ouvriers de la Chiers ont prise au sérieux en allant brûler le soir même le château de la Buchère contre l'avis de l'Intersyndicale, évidemment. Maintenant, à propos de cette lutte en cours à Vireux, on a entendu dire cette balourdise – et par des gens qui n'étaient pas tous forcément des crétins – suivant quoi il s'agit là d'une lutte réformiste

« Libération » 18 mars 1982

employant des moyens radicaux. Ceux qui disent ça croient pouvoir s'appuyer sur les limites particulières de cette lutte pour nier ce qu'elle a de révolutionnaire en général. Les ouvriers de la Chiers ne nous parlent pas, comme des gestionnaires syndicaux, de défendre l'outil de travail ; ils nous parlent de se battre pour défendre leur simple possibilité de survivre, et les mêmes qui parlent de cela disent aussi bien qu'ils sont partis pour faire une révolution. Ces deux affirmations ne sont pas si incompatibles que

pourrait le croire un esprit superficiel. Il est d'ailleurs illogique de s'en tenir aussi fermement à l'apparence des choses quand elle est aussi violemment bouleversée qu'à Vireux. Il serait temps que certaines des personnes qui ont fait le voyage de Paris à Vireux les derniers samedis du mois se décident enfin à s'en tenir **à ce qui se passe effectivement** sur place, et non à l'image qui en est donnée. A partir du fait que la fermeture de la Chiers menace leur simple survie, les ouvriers de Vireux réalisent dans quel état de totale dépendance ils ont toujours vécu. Ce n'est jamais que comme salarié que le travailleur a affaire à son travail, en tant que travail auquel le force la nécessité du salaire. Ce sont des misérables modernes qui se révoltent à Vireux : des individus qui découvrent à quelle puissance ils ont affaire, la puissance secrète qui organise et détermine leur misère de nécessiteux. C'est pourquoi les gens de Vireux sont aussi bien en guerre avec le pouvoir politique qui doit assurer la cohésion apparente de cette puissance sociale. La lutte des sidérurgistes alliée non fortuitement à celle contre la centrale de Chooz est la première tension violente avec la social-démocratie au pouvoir (après les incendies de l'Est lyonnais). La social-démocratie a réussi à mentir à Chooz et à Vireux ; et sur l'espace de quelques kilomètres elle a fait l'expérience du mépris public. Depuis, elle a dû placer une région entière sous quadrillage militaire. L'appareil de mensonge s'est montré appareil de répression, par l'intermédiaire de Franchesci contraint de noyer les rues de Vireux de casqués, début décembre 82, comme un Jules Moch envoyant l'armée sur les mineurs lorrains en 47 ou un Mitterrand faisant tirer en 55 sur les métallos de Saint-Nazaire/Nantes. Basta, donc, des balourdises dites à cette occasion par des gens à qui l'idéalisme subjectif tient lieu de pensée**. Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre comment un monde se transforme, et de participer à cette transformation. Comment se défont les croyances qui organisaient la cohésion apparente de ce monde. Ce qui était donné pour éternel perd son sérieux, et le véri-

• Pompey : de l'acide dans la bière du contremaître. Un contremaître travaillant dans une usine de Pompey (Meurthe-et-Moselle) a été grièvement intoxiqué jeudi après-midi sur son lieu de travail après avoir avalé un mélange d'acide qui remplaçait le contenu d'une bouteille de bière.

M. Lucien Ferrari, 39 ans employé à la société nouvelle des aciéries de Pompey, venait de boire une gorgée de bière, entouré de ses collègues lorsqu'il a recraché brusquement le liquide en raison de son goût. Pris de douleurs, il a été transporté d'urgence au CHU de Nancy. Son état est considéré comme grave.

Selon les premiers éléments de l'enquête, menée par la gendarmerie de Pompey, le liquide serait un mélange de plusieurs acides utilisés pour le traitement ou le décapage de surfaces métalliques. Sa composition n'a pas encore été déterminée.

« Libération » 9 mai 1983

table sérieux du monde se montre à nu. C'est lui qui rend dérisoires et inopérants tous les verbiages syndicalistes. Les syndicalistes nous donnent

pour éternel et consistant ce qui n'est qu'une apparence vouée à la disparition, et alors même que cela est en train de disparaître effectivement sous nos yeux (il n'y a plus qu'eux pour parler de conserver l'outil de travail). Nous sommes seulement jetés dans un mouvement qui fait et défait le monde. Bien sûr, aucune des luttes qui secouent ce monde de la marchandise ne peut en constituer une négation immédiate, car la marchandise est une totalité et rien ni personne ne peut saisir la totalité en un coup, mais par brèches et avancées successives. L'insatisfaction doit faire son chemin. Derrière la limite locale de la lutte des ouvriers de Vireux se meut un mouvement infini qui dépasse même la bourgade de Vireux. L'apparence que revêt quotidiennement leur misère s'est trouvée détruite, et c'est alors que les ouvriers de la Chiers sont confrontés à ce mouvement infini, à cette totalité nue et ce genre d'affaires sont toujours violentes et négatrices. Ils ont affaire **en réalité** à la marchandise. Et la réalité de la marchandise est pour eux celle de simple capital variable que l'on peut déporter à tout instant pour l'employer ailleurs. Les gens de « Vireux vivra » ne se nourrissent pas d'illusions quant au fait que leurs actions pourraient changer quelque chose à la décision de fermer l'usine. « Ils peuvent faire payer très cher leur départ », au moins.

* Si ces revendications syndicales avaient quelque réalité, elles auraient pu par exemple exiger que soit remboursé intégralement et suivant la hausse des prix, l'argent que de nombreux ouvriers ont engagé dans l'achat à crédit de leurs maisons.

** Les ouvriers de la Chiers ont saccagé en novembre 82 les bureaux du SODICAR (Société d'Industrialisation des Champagnes-Ardennes) à Charleville. Le préfet s'est étonné de cette action en disant que le SODICAR avait été créé pustement pour organiser

le reclassement des sidérurgistes licenciés. Justement ! L'anecdote est plaisante. Ceci dit, les Parisiens qui voient du réformisme partout – sauf dans leurs têtes ! – doivent être logiquement aussi étonnés que le préfet des Ardennes : puisque les sidérurgistes ne lutteraient que pour défendre leur travail, leurs emplois.

Dans les jours qui précédèrent le 25 septembre 1982 la police était passée aux domiciles des familles immigrées de Vireux, les menaçant d'expulsion s'ils étaient trouvés dans les manifestations de rues. Il fut même vivement conseillé aux plus jeunes d'aller participer aux vendanges pour les tenir loin de la tentation.

19.

Le même projet de réaménagement de la pointe des Ardennes avait décidé de l'implantation de la centrale nucléaire de Chooz et de la fermeture de la Chiers (à plus long terme, de la plupart des industries locales). Les gens concernés en premier lieu refusèrent la planification étatique dont ils étaient l'objet en s'attaquant d'abord à la centrale ; mais cette protestation restait encore symbolique. Les rendez-vous mensuels aux alentours de Chooz rassemblèrent principalement des activistes politiques, des crétins écologistes, mais aussi de nombreux ouvriers de la région. Leur participation active élargit la perspective de l'affrontement, comme en témoignent plusieurs actions : en février, attaque à l'explosif de la perception de Fumay, signée « Vireux vivra » ; ensuite, à Revin, opération contre le relais TV et un garage d'EDF. Le 13 juin 82, une émission de FR3 en direct de Givet est perturbée ; le lendemain, le hall d'accueil de la centrale est incendié ; incendie en septembre de camions-grues destinés à la centrale, saccage en novembre du SIMA à Charleville (Syndicat des Industries Métallurgiques). Dans la construction de la centrale s'incarne la décision autoritaire du même pouvoir qui décide de déporter les habitants de Vireux ; et ceux-ci ont pu voir dans l'occupation de la région par les flics la même exécution policière des décisions d'État. Dès le 26 juin, la protestation anti-nucléaire s'associa à la lutte des sidérurgistes dans le harcèlement des convois de CRS obligés de traverser Vireux et de passer devant la Chiers. Quand les rendez-vous mensuels eurent enfin pour terrain non plus la campagne chère aux écologistes, mais les rues de Vireux et l'usine de la Chiers, ils prirent une ampleur tout autre, et sur un site se prêtant géographiquement à merveille à l'affrontement social (le pont de la RN 51, seule route en territoire français que pouvaient prendre les convois de CRS et de gendarmes mobiles – quelle heureuse disposition des lieux ! – chaque fois barrée par des barricades, face à l'usine où nous pouvions nous replier tout en continuant à harceler l'ennemi). Pendant plusieurs mois, ce lieu a été au centre de l'attention publique – les prolétaires ont eu **un point de reconnaissance périodique** : la Chiers et ses abords déclarés de fait zone d'ouverture mondiale. A chaque fin de mois, l'usine était ouverte à tous pour une visite inorganisée. Cette base était inattaquable par les flics et incontrôlable par les syndicalistes (malgré leur tentative le 25 septembre,

prétextant de quelques dépradations commises le 31 juillet). Pour la première fois s'est effectuée spontanément une véritable opération « portes ouvertes » dans une usine ; et pour la première fois chacun pouvait aller et venir à l'intérieur sans que les syndicats puissent contrôler. Il est rare qu'une usine échappe à la surveillance syndicale, qui d'habitude a soin de la fermer au monde, d'en interdire l'accès à tout extérieur. Le dernier de ces rendez-vous mensuels, fin novembre 82, vit enfin apparaître la rencontre avec les gens de Vireux et les « éléments extérieurs » sous la forme d'une réunion dans l'usine, quelques heures après les affrontements, et d'une manifestation devant la mairie pour exiger la libération d'un sidérurgiste et d'un « touriste malsain ». Cette rencontre, que nous avions commencée dès le 31 juillet avec quelques-uns des éléments les plus décidés de Vireux, était restée cependant, pour l'ensemble des participants, hypothétique. D'une part, le travail de division organisé par les chefaillons de l'Intersyndicale le 25 septembre, et de l'autre, le sous-développement de la plupart des anti-nucléaires associé à la suffisance de nombreux Parisiens, avaient retardé cette **rencontre objective**. Le 28 novembre en fut le dépassement, mais aussi le dernier de ces rendez-vous. Dans les premiers jours de la semaine, coïncidant avec la Saint-Eloi, patron des sidérurgistes et donc période chômée, les ouvriers bloquèrent systématiquement la RN 51, réinstallant à chaque fois le barrage péniblement enlevé par les gendarmes mobiles. La troupe finit par occuper totalement les rues de Vireux et blackouter les abords de l'usine, non sans provoquer une riposte de l'intérieur. (« A-t-on tiré des coups de feu » depuis la Chiers le 3 décembre 82, ose encore se questionner la presse locale). Depuis, l'État a rendu impossibles les rendez-vous mensuels, mais la poursuite des contacts avec VV (une réu-

« L'Union » 25 septembre 1982

nion a même eu lieu en janvier 83 à Charleroi, en Belgique, à l'appel d'ouvriers de cette ville et de sidérurgistes belges ayant participé aux affrontements de Bruxelles au printemps 82, et à laquelle ont participé quelques membres de VV et quelques éléments parisiens parmi les plus avancés, lors des beaux samedis de Vireux). Nécessairement attachée à des données locales, la lutte des sidérurgistes n'en a pas moins concentré un intérêt international. Ce fut la signification donnée, dès juin 82, aux rendez-vous de Vireux. La lutte de VV n'était pas négociable. Paradoxalement, malgré qu'elle reste comprise dans les limites locales, avec le caractère d'une protestation contre la fermeture de la Chiers et le dépérissement consécutif de la région, la violence des sidérurgistes est totalement libre par rapport à tout but particulier. A partir de leur situation concrète, ils ont mené le

Le 31 juillet 1982, pendant l'édification de la première barricade sur la RN 51, une bonbonne d'acétylène avait été placée à l'intérieur : il était prévu qu'au moment de l'incendie de la barricade avec de l'essence, de l'huile et de la peinture inflammable la chaleur provoquerait l'explosion de cette bonbonne qui aurait alors endommagé les blindés chargés de déblayer le terrain. Mais pendant que nous étions occupés à faire une autre barricade, les écologistes retirèrent la dite bonbonne pour la cacher sous prétexte de danger ! Mais si le 31 juillet, ceux-ci étaient en majorité, ce ne fut plus le cas les fois suivantes ; ainsi le 28 novembre ; une bonbonne de gaz fut placée dans la barricade. Hélas un quidam aux nerfs fragiles y mit le feu prématurément, à la suite d'une fausse alerte : et la bonbonne explosa bêtement plusieurs heures avant l'attaque des mobiles ! (en effet il était impossible d'éteindre le feu à cause du carbure répandu sur la barricade, qui s'enflamme au contact de l'eau). En conclusion, on retiendra que, quand il est utile d'en faire, ceux qui ont construit une barricade doivent surtout en garder le contrôle du début à la fin et y interdire *toute initiative saugrenue de gens douteux.*

« L'union » 1er - 2 aout 1982

combat contre une puissance qui fait abstraction d'eux-mêmes en tant qu'individus réels. Aucun d'entre eux ne croit à la « reconversion », et ils n'espèrent rien des contre-propositions et négociations syndicales. La sidérurgie est au cœur d'un système industriel complexe et ne produit qu'en vue d'un marché lui-même complexe. Les sidérurgistes sont au centre du processus mondial d'abstraction du travail. Leur travail est pur travail abstrait, dépendant d'une totalité de travaux et d'échanges médiatisés – d'un monde. Les alternatifs peuvent aller se rhabiller. Pas question là de coopérative semi-artisanale d'autogestion à la Lip, écoulant ses produits finis par vente « sauvage » (!), tels des paysans fourguant leur surplus de fruits et légumes sur le bord des routes aux vacanciers ! Les gens de VV plus clairs que les syndicats, se savent dépendants d'une totalité, d'un système mondial. Ils s'en tiennent donc à **simplement** protester contre leur sort et s'en prennent simplement à un monde. Le choix même des objectifs attaqués témoigne avec clarté de l'enjeu réel. Dans les limites de la **protestation**, les « ouvriers conscients » et d'autres « écœurés » ont déployé avec succès une violence jamais utilisée avec une telle conséquence dans un conflit pareil.

20.

Le malheur de la marchandise est qu'elle ait besoin, pour réaliser son monde, d'une matière donnée en dehors d'elle. Cette tourbe informe de l'humanité, doit surtout, du point de vue de la bourgeoisie et de l'État rester telle, privée de pensée, **à la masse**. De leur point de vue nous sommes une simple force de la nature. Tous les efforts de l'État visent à donner une forme parfaitement naturelle à la privation, et en conséquence que nos besoins, nos revendications ne s'élèvent pas **au-delà** de la sphère d'une existence naturelle – ne s'élèvent pas jusqu'à l'idée de la richesse, jusqu'à se saisir de l'idée du monde. Dans le monde de la marchandise, l'idée du monde est forcée de demeurer dans l'abstrait, de ne pas se réaliser, pur spectacle d'elle-même. Mais enfin, la réalité du monde ainsi devenu est entrée en conflit ouvert avec le **concept** bourgeois du monde (de l'activité mondiale qu'est la marchandise) et nous n'y sommes pas pour rien. Désormais la nature apparaît comme une création de l'esprit. L'esprit est plus que jamais, dans son aliénation même, l'unité de la nature et de l'idée. L'humanité cesse enfin de constituer une matière extérieure, dans les rues de Liverpool ou de Gdansk. En réalisant la marchandise, les prolétaires trouveront l'esprit. Longtemps, les pauvres n'ont été que les spectateurs de la richesse et donc les spectateurs de leur propre misère. Le monde est le théâtre d'opérations qui se déroulent hors d'eux et dont ils ne sont que les spectateurs. Maintenant, le réformisme voudrait qu'ils soient en plus aussi acteurs ! Les réformistes alternatifs veulent nous faire remplacer l'État dans diverses tâches d'organisation de la société civile. Non contents d'être réduits à une existence naturelle, ils en redemandent et exigent le

privilège d'y avoir des responsabilités – ça ne suffit pas d'être déjà obligés de vivre dans cette société, il faudrait encore en être responsable !? Non seulement nous n'en voulons pas, de ces responsabilités, mais nous entendons bien laisser à l'État ce qui lui revient : d'organiser la société civile, privée de publicité et qui ne mérite effectivement ainsi aucun pouvoir de décision. Nous n'avons que faire de cette vie sociale où se réalise l'esprit d'un monde qui nous échappe. **Du vide** de cette vie sociale, l'histoire contemporaine de la Pologne en fait **l'implacable démonstration**. Et cette histoire n'est que l'histoire du prolétariat mondial. Pour les pauvres de Pologne, l'esprit du monde ne se manifeste que sous une forme **éminemment profane**, la pénurie. En Pologne, la société et l'État sont unis par la même puissance de l'idée qui est immédiatement ressentie comme une force étrangère, à laquelle tous se sentent hostiles. L'idée bureaucratique du monde, celle qui a présidé à l'exploitation des Polonais trente ans durant, n'a plus rien de sacré. Les queues ne laissent pas de place à l'illusion. Il est alors **encore naturel** que les pauvres se tournent vers cette forme primitive de l'idée, la religion. S'ils peuvent se révolter à partir d'une hausse du prix des patates, les pauvres polonais ne vivent pas de patates, contrairement à ce que prétend le mensonge bureaucratique. Mais en Pologne, les pauvres n'ont eu, pour rêver à la richesse, que la vodka et la religion. Ils ne trou-

«Nous intégristes? Amenez-nous du whisky...»

Les ouvriers de Renault-Flins sont furieux contre la presse, qu'ils accusent d'avoir *« déformé, politisé et islamisé »* le mouvement de grève.
« Vous avez mis tout le monde contre nous en nous traitant d'intégristes ».
Pour les ouvriers, les médias ont sciemment exploité leurs revendications en leur donnant un *« caractère religieux ou raciste »*. Un délégué CFDT accusait pour sa part *« certains éléments de monter les Français contre les immigrés »*

A l'origine de cette colère : les déclarations du Premier ministre sur les mouvements *« politiques et religieux »*

« Nous, des intégristes ? Amenez-nous une bouteille de whisky et on verra ». **C'est en ces termes qu'un OS a accueilli vendredi les journalistes aux portes de l'usine. *« Vous ne voyez en nous que des immigrés »*, a lancé un autre. *« Si nous faisons ce travail pénible, c'est parce que les Français n'en ont pas voulu »***

« Libération » le 29 janvier 1983

vaient l'esprit qu'ainsi, dans le brouillard opaque et irréel de l'ivresse éthylique et de la ferveur religieuse (c'est évidemment l'esprit abstrait, aliéné, déchiré entre la réalité sacrée et la réalité profane). C'est ainsi que la réalité fantastique de la richesse devenait sensible pour eux. C'est dire à quel point ils se savaient séparés de la richesse. Par là, ils témoignaient quotidiennement du **défaut central** de ce monde, exactement comme leurs révoltes violentes de 70 et 76 en avaient témoigné dans la rue. L'État et la société bureaucratiques produisent le besoin de religion, ce besoin d'une conscience renversée, parce qu'eux-mêmes constituent un monde renversé. Le rôle de l'Église commence où finit le pouvoir effectif de l'État stalinien : celui de **représenter** l'esprit dans un monde qui en est si visiblement privé. La religion est la conscience de soi de l'esprit aliéné. Son retour visible en Pologne témoigne à quel point l'esprit s'est perdu, dans l'extériorité en soi

« La critique du ciel se transforme en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique » Karl Marx

de la vie quotidienne, là où l'homme est contraint de mener une existence purement naturelle. La perte générale d'illusion sur l'ici-bas, la vie vouée à la seule reproduction, recherche alors l'esprit dans la communauté fantastique de la religion. Ce refuge dans l'au-delà religieux est une protestation contre ce monde, non effective et qui porte à son paroxysme **l'irréalité du monde** à la fois présent et absent **que l'on voit**. La critique de la politique se transformera ainsi en critique de la religion.

21.

En Pologne, en août 80, le mouvement révolutionnaire a commencé par là où il avait fini en France en juin 68, mais dans le sens inverse : en 68, l'État et les bureaucrates syndicaux avaient pu réduire, l'une après l'autre, les entreprises en grève en négociant séparément des satisfactions particulières à chacune. A Gdansk, pendant l'été 80, le mouvement a pu et a su d'emblée dépasser cette division, et il a entendu donner à ses revendications un caractère universel. Cette aspiration qui se dégageait des grèves de Gdansk et alentour, dans le Comité Inter-entreprises, s'est prolongée dans la constitution de Solidarité. Avec cette organisation, toute l'insatisfaction réprimée pendant dix ans cherchait son unité, et la trouvait

dans le besoin général de pouvoir **en bavarder sans limite**. Cette seule exigence fut ressentie par la bureaucratie comme une menace dont il lui fallait limiter la portée (et d'ailleurs, pour les bureaucrates occidentaux, la période d'août 80 au 13 décembre 81 serait dominée par la seule question de reconnaître à Solidarité une fonction positive dans la société). A partir d'une restriction de plus, une de trop, les prolétaires polonais en sont venus très vite à contester l'essence même du pouvoir bureaucratique. Les prolétaires ne voulaient bien s'adresser à l'État que dans la mesure où cela leur permettait de l'attaquer plus loin encore (« On leur laisse une porte de sortie, on les laisse gouverner », répondait en août 80 un gréviste de Gdansk aux experts de Walesa). Quant aux apprentis bureaucrates qui dialoguaient avec l'État, ils en sont venus très vite à représenter l'État devant les prolétaires plutôt que l'inverse. Le prolétariat polonais n'a pas laissé à Solidarité le temps de devenir un syndicat digne de ce nom, ni à ses dirigeants de s'instituer comme bureaucrates. Les prolétaires polonais ne revendiquaient pas au nom d'un quelconque intérêt privé qui s'adresse à l'État par la médiation des spécialistes syndicaux et politiques. En Pologne, toute affaire privée est une affaire d'État. Les pauvres n'avaient plus aucun intérêt privé, car toute la société civile était envahie par la politique et l'État s'y déployait de toute son abstraction (c'est **l'abstraction pauvre** des capitalismes d'État). C'est la définition même du stalinisme : là où la vie civile et l'État se confondent. Puissance sociale et puissance politique sont donc **immédiatement** la même chose, et la moindre restriction économique est une question stratégique. En Europe occidentale, les réformistes veulent réformer la société sans toucher à l'État ; à l'Est, ils doivent entreprendre de réformer l'État avant tout – réforme de la société veut dire là-bas réforme de l'État. Tout le mouvement qui fut la base de Solidarité prononçait une critique sociale de la politique ; la direction de Solidarité ne fut que la critique politique de la société. Même les plus « radicaux » de la direction ne critiquaient de l'État que sa forme tandis qu'ils s'efforçaient d'empêcher les multiples grèves sauvages qui s'élevaient çà et là contre les restrictions – afin de pouvoir, un jour politiquement reconnus, en aménager les modalités. Mais même cette critique politique de l'État stalinien ne voulait aucunement **démolir les staliniens**. Quant les typographes d'Olzstyn, dans l'été 81, se mirent en grève contre des sanctions dues à leur refus d'imprimer le journal du Parti, la direction de Solidarité leur ordonna, en vain, de reprendre le travail ; et l'expert Curon fut éconduit par les typos qu'il était venu tenter de raisonner. L'incident d'Olzstyn survint alors que débutait une polémique entre Solidarité et l'État, sur la question de l'accès aux moyens d'information évidemment détenus sans partage par le pouvoir en place. L'État était prêt à concéder à la direction de Solidarité un droit de parole à la télévision et à la radio, mais à la condition d'une réglementation précise des milliers de petites publications locales qui s'éditaient sans aucun contrôle depuis un an dans tout le pays. Au moment où les typos d'Olzstyn retiraient au mensonge stalinien ses plus simples moyens d'impression, la bureaucratie en était à prétendre échanger une présence formelle sur les ondes contre l'absence de la parole à la base, dans les rues et les usines

Roumanie

Tous suspects

Un décret signé au mois de mars par le chef de l'État et du P.C., M. Nicolas Ceausescu, et qui entrera en vigueur le 28 avril, interdit dorénavant la possession d'une machine à écrire à tout citoyen roumain s'il possède un casier judiciaire ou s'il représente *« un danger pour l'ordre public ou la sécurité de l'Etat »*.

Les possesseurs de machines à écrire devront demander à présent au poste de police de leur lieu de résidence la permission de garder leur bien. Ils devront fournir un exemplaire de la frappe de toutes les lettres et de tous les chiffres et signes de leur machine.

Le ministre de l'intérieur est chargé, par ce décret, de faire le nécessaire pour ces enregistrements et pour contrôler *« la production, la possession et l'utilisation »* des machines à écrire et à polycopier.

Il s'agit, de toute évidence, d'éviter la diffusion clandestine de tout tract ou écrit critiquant le régime. Cette dernière interdiction permet de penser que ces textes se sont singulièrement multipliés ces derniers temps.

« Le Monde » 16 avril 1983

d'où sortaient les publications locales de Solidarité. Si la direction de Solidarité répugnait à attaquer les staliniens pour ce qu'ils sont, la direction de l'État ne se gênait en rien pour attaquer la base de Solidarité pour ce qu'elle était effectivement : une force incontrôlée. Après ce premier conflit majeur sur la question de la communication durant l'été 81, le congrès de Solidarité en septembre devait préparer le dernier acte de la « révolution auto-limitée » : l'impossible « entente nationale ». En août 80, Walesa déclarait : « Je suis syndicaliste, je ne m'occupe pas de politique ». Un an plus tard, il met la question du pouvoir politique avant les revendications « économiques ». En un an l'irrationalité de la gestion bureaucratique s'est pleinement révélée et ses efforts sans cesse entravés par la propagation des grèves sauvages, ce, malgré l'ordre de la direction de Solidarité, fin janvier 81, de stopper ces grèves. Walesa n'a pu sauver l'État de l'extérieur, il s'est donc mis en tête de le sauver de l'intérieur en réclamant une autogestion partielle de l'économie nationale. Cette autogestion à côté de l'État, en vue de corriger sa tactique de politique économique, Walesa en a précisé le contenu lors du congrès : il propose d'y repousser « les petits problèmes » (augmentation de salaire, licenciements, etc:) et de suspendre les grèves locales derrière les « grandes questions politiques » (des uns, on passe aux autres afin de gérer les premières) et déclare que « les prix ne sont pas seulement un problème économique ». Mais bon sang, c'est bien sûr ! puisque l'économie n'est qu'une tentative de gestion rationnelle de la marchandise, les prix sont bien aussi un problème politique. Mais pour qui ? A qui se posent-ils comme tels ? sinon à des bureaucrates ?! Il n'y a de politique qu'économique et d'économie que politique. Le projet des dirigeants de Solidarité, à l'automne 81, était de faire gérer les restrictions économiques, devant l'incurie avérée de l'État stalinien, par la « Nation ». Au Parti comme concept de l'État, ils voulaient substituer la Nation – tout en ménageant le Parti. En novembre 81, ils en-

DU BON USAGE DES « PÉRIODES MILITAIRES »

La suspension de l'état de guerre doit mettre fin à la pratique de l'internement en Pologne. Mais il semble que les autorités ont trouvé un palliatif en enrôlant des contestataires pour des *« périodes militaires »*. Ce fut déjà le cas en mars 1968, lors de l'agitation estudiantine. De source non officielle, on apprend que deux mille cinq cents à quatre mille personnes considérées comme *« suspectes »*, dont un certain nombre d'anciens internés, sont isolées depuis le début du mois de novembre dans une douzaine de *« camps militaires »* où elles sont censées accomplir une *« période »*.

Ainsi, quatre cents personnes se trouveraient depuis le 5 novembre, pour une période de durée indéterminée, à Czerwony-Bor, au nord-est de Varsovie. Il y a parmi ces *« isolés »* des hommes qui n'ont jamais fait de service militaire (pour maladie ou infirmité) et d'autres qui ont plus de quarante ans. La liste de ces mobilisés a été communiquée au cardinal Macharski, archevêque de Cracovie.

Le dernier numéro de l'hebdomadaire clandestin *Tygodnik Mazowsze* affirme à ce propos que, dans de nombreux cas, les convocations à ces *« périodes militaires »* ont été remises directement aux intéressés, – parfois des personnes hospitalisées, – par des policiers.

« Le Monde » 22 décembre 1982

tament, avec la médiation de l'Église, des pourparlers sur une possible « entente nationale » avec l'État. Jaruzelski, pressé par les « durs » du Parti et par Moscou, met Solidarité devant ses responsabilités : collaborer à la gestion nationale, mais avec des pouvoirs politiques limités – et la proposition de restreindre l'exercice du droit de grève va en ce sens. Walesa, pressé par la base de l'organisation après le congrès de septembre-octobre et les violentes critiques de l'État et du Parti qui parvinrent à s'y faire entendre et acclamer, finit par refuser les termes de l'accord sur « l'entente » – il lui fut déjà suffisamment reproché la manière dont il avait conclu le compromis théorique sur l'autogestion, en octobre, sans consulter l'avis de la base, pour qu'il puisse tenir compte des réactions devant un compromis pratique qui aurait enterré toute la force vive du mouvement. Après le congrès explosif de Solidarité, et alors que restent en suspens nombre de questions catalysant le mécontentement (l'accès aux moyens d'information, la possibilité d'élire les dirigeants d'entreprise à la base, les difficultés de ravitaillement, etc.) et que se prolongent les grèves locales, chaque partie en présence a dû précipiter le cours des événements. Mais chacune était subordonnée à des exigences sans partage : l'État stalinien à son principe de ne jamais diviser son pouvoir, et Solidarité à l'exigence de sa base d'en finir avec le rôle dirigeant du Parti. En novembre, l'État a mesuré l'échéance qui se faisait pressante après avoir évalué les réponses possibles. Avant même l'ouverture des négociations sur l'« entente nationale », Jaruzelsky préparait discrètement le repérage et le quadrillage militaire du territoire. Tandis que la direction de Solidarité demandait, « devant l'aggravation de la situation économique », l'arrêt de tout mouvement de grève (ordre qui provoqua d'ailleurs le refus de nombreuses sections locales).

22.

Les projets cogestionnaires de la direction de Solidarité eurent pour vérité le désarmement effectif et quasi total du prolétariat polonais à partir du 13 décembre. Solidarité qui voulait concilier les prolétaires et l'État autour de la Nation s'est compromis avec les deux et s'est perdu ainsi. Pendant un an, les dirigeants comme Walesa ont systématiquement accumulé les preuves de faiblesse, de refus de l'affrontement en empêchant toute riposte aux affronts de la bureaucratie : fin mars 81, après les tabassages policiers de Bygoszsz, ils annulaient, en accord avec l'État et les experts, le mot d'ordre de grève générale décidée en réponse, et cela sans consulter les instances de Solidarité. Maintenant, qu'on ne se contente pas de venir nous parler, concernant l'existence de Solidarité, d'une « démocratie directe de travailleurs contre toute spécialisation du pouvoir, dans le contrôle de délégués mandatés précisément... ». Il y a bien spécialisation du pouvoir aussitôt qu'il s'agit de partager les soucis de la bureaucratie, de cogérer économiquement : voyez donc les experts de Walesa. Merci. Quant aux délégués, personne dans les usines ne les a jamais mandatés « précisément » pour aller stopper les mouvements de grève et leur donner des ordres calculés au sommet en fonction de vues politiques. A partir de l'été 81, l'État polonais a cessé de reconnaître en Solidarité un interlocuteur offrant suffisamment de garanties de représentation – les grèves sauvages continuaient que la direction nationale n'arrivait pas à empêcher et qui chaque fois exprimaient des revendications excessives pour les projets économiques de sauver le capital national, tandis que les exigences de la base se faisaient de plus en plus larges, ainsi qu'en témoigna le congrès de septembre-octobre. Il était donc exclu pour la bureaucratie, déjà rétive à une telle idée, de partager le pouvoir de décision et d'exécution politique avec une organisation compromise. Les négociations sur l'« entente nationale », fin novembre, ne purent que tromper l'œil des prolétaires pour quelques semaines encore : cette mise en scène fut redevable uniquement à l'entremise de parlementaires catholiques et de l'Église. Comme le déclarait un délégué au congrès, pour ce qui est de la question du pouvoir, les dés étaient déjà jetés. Jusqu'aux dernières heures de son existence légale, Solidarité est restée compromise avec les exigences incontrôlées du prolétariat polonais. C'est ce qu'on peut dire de mieux en son honneur. Mais les préoccupations cogestionnaires de sa direction, et qui avaient fini par devenir son but premier, auront démontré leur peu de réalité : elles prolongeaient l'équilibre instable des forces en présence, et qui n'était pas donné pour durable. Les prolétaires polonais ont fait l'expérience comme quoi tout ce qui veut les organiser positivement comme travailleurs signifie la défaite de leurs aspirations : que ce soient les staliniens, pour les exploiter bureaucratiquement, ou les apprentis syndicalistes qui voulaient les associer à la gestion de leur propre exploitation et les ont ensuite laissés désarmés face à la milice. Nous pouvons cracher sur les réformistes d'ici qui ont cru voir là-bas un nouveau mouvement ouvrier : le 13 décembre 81 et la nouvelle période qui s'est ouverte alors font la preuve du contraire. On

a dit, depuis le 13, que la Pologne d'aujourd'hui présente un « divorce total entre la société civile et l'État ». Pauvres réformistes ! **Il n'existe plus de société civile en Pologne**. Rien n'y existait indépendamment de l'État ; et l'État n'est rien sans le Parti. C'est seulement **par** le Parti qu'il existait, en Pologne, quelque chose de civil dans la vie des gens. C'est par lui que l'État prenait en compte l'existence civile des populations. Mais le Parti est devenu l'objet du mépris général. L'idéologie stalinienne est définiti-

Varsovie le 5 mai 1982

vement déconsidérée.. « L'entente nationale » était la dernière tentative pour restaurer l'apparence d'une vie civile en Pologne, mais il était trop tard. La vie civile s'était vidée de son sang ; les Polonais l'ont désertée. C'est cet état de fait que le 13 décembre a sanctionné : s'il n'y a plus de vie civile, s'il n'y a plus de place pour un intérêt privé et donc négociable, si le vide s'est aussi dangereusement creusé sous le pouvoir, il ne lui reste plus qu'à quadriller les rues et militariser les usines. Le travail devient alors obligatoire par décret (décret voté au Parlement à l'automne 82) – **ce n'est plus une obligation sociale, mais une obligation militaire**. Comme le confiait un Polonais à un journaliste occidental en juillet 82 : « il y a deux vies en Pologne : l'officielle et la clandestine. L'officielle est froide, la clandestine est chaude ». Que la société civile se soit vidée, nous en donnons pour preuve la tentative, courant février 82, de Jaruzelsky de lancer la création de « syndicats rénovés ». Leur existence serait d'abord soumise à quatre conditions : respecter strictement l'ordre légal, reconnaître le rôle dirigeant du Parti, contribuer à renforcer l'alliance avec les autres pays membres du Comécon, et s'abstenir de toute action politique. Solidarité, à la base, pratiquait évidemment le contraire, et le disait parfois tout haut

(ce qui a dû donner des sueurs froides à ses dirigeants, comme lors du congrès). Mais la différence est claire et définitive sur un point : ces syndicats seraient organisés par corporation, c'est-à-dire sur une base strictement socio-professionnelle. Bien au contraire, Solidarité faisait reposer son organisation intérieure sur la base de la région ; elle était organisée non en corps de métier, comme un vulgaire syndicat occidental qu'elle n'a jamais voulu devenir, mais en sections locales ensuite coordonnées en sections régionales. C'était là aussi une preuve du caractère immédiatement universel de son mouvement. La corporation, c'est la société civile, privée de décision et bornée, la vie réduite à l'intérêt privé, qui se donne le moyen de se réfléchir dans l'État. Les Polonais n'ayant plus d'intérêt privé et se trouvant

Pologne: «actes de sabotage» selon le parti

Un certain Jozef P. aurait scié quatre poteaux télégraphiques dans la région de Koszalin (nord de la Pologne) provoquant une rupture de transmissions. A l'usine d'aviation « WSK-PZL » à Mielec (Sud-est) une trentaine de pneus de camions neufs auraient été crevés. A Pabianice (centre) de la peinture rouge aurait été déversée dans les appartements de plusieurs membres du parti. Ces « *actes de sabotages* » ont été annoncés dans un bulletin interne du Comité du parti de Varsovie qui s'inquiète de la libération prochaine de tous les internés.

« Libération » 23 décembre 1982

en guerre sociale avec l'État, le résultat est cruel : en janvier 83 – soit un an après le lancement officiel – sur 60.000 syndicats officiels attendus par les autorités, seuls 2.500 ont été enregistrés... Les « syndicats rénovés » censés représenter l'intérêt privé du travailleur, personne n'en veut. Quant au Parti, depuis le 13 décembre, on ne cesse d'entendre les bureaucrates s'en plaindre : le Parti ne fonctionne plus qu'au ralenti, il n'intéresse même plus ses propres membres. Les bureaucrates de Moscou en sont d'ailleurs mécontents, comme ils l'ont fait savoir : il leur déplaît de voir les militaires s'occuper de tout*, alors que le parti devrait s'occuper de restaurer une vie sociale en Pologne. C'est le malheur polonais des bureaucrates. Le mensonge stalinien se mord enfin la queue : organiser le prolétariat en société civile, tel était son principe mais ne pouvait se réaliser que par l'État, qui avale la société dans le Parti. Le Parti est fini, et le prolétariat recommence à jouer son rôle négatif. C'est ce vide du pouvoir et ce pouvoir du vide qui effraie tant les réformistes occidentaux quand ils observent la Pologne d'aujourd'hui. Les Polonais sont à présent devenus ouvertement de très mauvais travailleurs – à plusieurs reprises, en 82, l'État a fait mention de statistiques avouant une baisse de la productivité d'environ 22 à 25 %, due uniquement à la mauvaise volonté des travailleurs, au cou-

lage des cadences et au sabotage. Avec le 13 décembre se clôt la période où Walesa osait demander aux mineurs de Silésie de travailler gratis le samedi (six mois après les luttes pour le samedi libre !) afin de relever les fournitures du pays en charbon. Malgré leurs réticences, les mineurs silésiens s'apprêtaient à accepter, si le charbon extrait était distribué à la population et qu'ils puissent le contrôler ; à quoi Walesa répondit qu'une grande partie de ce charbon devait aller aux entreprises d'État en difficulté d'approvisionnement, la part restante pouvant éventuellement être distribuée çà et là mais sans qu'on puisse en aucune manière exiger le contrôle de cette distribution. En clair : sacrifiez-vous pour aider la gestion bureaucratique à boucler son plan. S'adressant aux mineurs, il s'appuyait sur « l'intérêt national », arguant du « chaos économique » de la Pologne. Du chaos économique, les prolétaires polonais en sont en effet responsables du moment qu'il n'a rien d'accidentel ni de mystérieux à leurs yeux, et qu'ils ne veulent plus travailler pour permettre à la gestion étatique de poursuivre la survie du système irrationnel qui la fonde. Mais Walesa disait aux mineurs « vous devez comprendre que les gens veulent manger ». Ce jésuite dit là exactement la même chose que l'État : « S'ils veulent manger, qu'ils travaillent ! ». Le travail ne garantit en effet **que de pouvoir manger**, et à

DIÉTÉTIQUE ET CONSOMMATION

« Le fourrage est destiné aux animaux, les aliments aux hommes. » (S. Nicolae, ouvrier, *Scînteia*, 19 octobre 1981.)

« Nous sommes arrivés à une consommation de calories par habitant qui dépasse celle de certains pays avancés... Donc, notre consommation est bonne, et, pour parler clair, cela se voit aussi dans les rangs de la population. Beaucoup se sont engraissés plus qu'il n'est nécessaire ! (Emotion, applaudissements.) Au cours de ces derniers jours, j'ai constitué une commission d'État et de parti formée de spécialistes qui, sur la base des normes et de l'expérience internationale — mais en tenant compte de la spécificité du peuple roumain — doit réaliser un programme de consommation à structure optimale, et définir ce qu'il est normal qu'un habitant consomme et en quelles quantités il devrait le faire. En tenant compte de la structure des aliments ainsi que de la spécificité des activités il faudra faire en sorte que nous assurions tout ce qui nécessaire à la santé physique des gens et en même temps agir pour empêcher l'obésité. Il faut empêcher une consommation qui rende malade la population. Je dois dire que nous souffrons d'un grave phénomène : on constate une détérioration de l'état de santé chez beaucoup. Nous avons, spécialement chez les citoyens qui arrivent à l'âge moyen de graves phénomènes de maladies dues aux excès alimentaires, y compris aux excès de boisson. Nous désirons réaliser un programme scientifique d'alimentation qui, bien sûr, sera appliqué par chaque citoyen. Il va falloir que, de ce point de vue, nous fassions en sorte que chaque citoyen s'autodirige, s'autosoigne — c'est-à-dire soit conscient de ce qui lui est utile, de ce qu'il faut faire pour avoir un peuple sain, non seulement du point de vue physique mais aussi de celui de l'intelligence. Notre peuple est reconnu comme un peuple intelligent, créateur — et nous devons sauvegarder cette intelligence et la développer » (Applaudissements puissants ; on scande *« Ceausescu et le peuple ! »*). (Ceausescu, discours de Braila, *Scînteia*, 3 novembre 1981.)

quelles conditions ! Walesa, conseillé par ses experts, voulait donc conjuguer l'intérêt national et l'intérêt de l'État – il doit être à présent satisfait : depuis le 13 décembre, la production charbonnière est le seul secteur qui se soit redressé et ait augmenté sa production (environ 20 %) ; résultat acquis avec le sang des mineurs de Wujek, au prix de la militarisation des mines**. Demander aux travailleurs un effort supplémentaire pour aider le capitalisme polonais à boucler sa courbe d'abstraction – entre autres à rembourser ses vieilles dettes auprès des banques occidentales et honorer ses engagements commerciaux auprès des autres pays membres du Comécon – ce n'est même plus faire partager aux pauvres les soucis de l'État, mais les leur faire endosser entièrement ! Les prolétaires polonais n'en seront quittes, avec cette dette, qu'en réclamant et obtenant la suspension définitive de son paiement. Et que « les gens veuillent manger », personne n'en doute : et ils sont même excédés de devoir faire des queues pour ça. Ils ne sont aucunement disposés à travailler pour manger de ce pain-là, et surtout pas le samedi enfin libéré pendant l'année 81. Pour la direction de Solidarité, les « marches de la faim » qui eurent lieu pendant l'été 81, et les pillages qu'elles occasionnèrent parfois, n'étaient qu'une conséquence extrême de la mauvaise gestion des stocks et de l'approvisionnement national ; et non le possible début d'une campagne d'expropriation des stocks d'État. Ce qui se résume ainsi : pour nos ennemis, la pénurie est toujours une raison de travailler davantage ; pour nous, une raison pressante de combattre l'État. En se révoltant, en s'organisant d'abord dans Solidarité, les Polonais ont cessé de constituer cette tourbe informe que l'État fait travailler, cette matière première de l'abstraction bureaucratique. Ils savent ce que veut dire « Arbeit macht frei ». Ils ne travaillent plus à reproduire un monde aussi insensé et invivable – parmi quelques-unes de leurs performances en ce domaine, citons l'usine de tracteurs d'Ursus qui produisait 230 tracteurs en temps « normal » et n'a réussi, dans la dernière semaine de décembre 81, qu'à sortir un seul et unique tracteur, ou bien encore l'usine d'automobiles FSO de Varsovie, qui produisait 350 véhicules par jour habituellement et n'en sortait plus que 10 après le 13 décembre.

* On les comprend d'autant plus qu'il est de notoriété publique que la troupe (et même parfois les officiers) est loin d'être acquise de tout cœur à la bureaucratie stalinienne.

** mais « les gens » ne mangent pas mieux pour autant. En novembre 82, une étude de l'Institut de Médecine sociale de Lodz annonçait une très forte progression du taux d'anémie chez les Polonais, notamment les nouveaux-nés et les femmes, due à la détérioration de leur alimentation.

23.

Il peut sembler facile d'opposer le mouvement réel de la base de Solidarité à la direction. Pourtant, jusque dans la préparation et l'exécution du coup du 13 décembre, cette opposition se fait valoir. La direction de Solidarité était trop affairée, avant le 13, à fournir des preuves de bonne volonté cogestionnaire pour aider le prolétariat polonais à concevoir la perspective d'un affrontement tôt ou tard inévitable avec l'État. Aucune disposition sérieuse n'avait été prise en ce sens par les instances nationales – hormis l'avis de grève générale en cas de coup militaire, et encore que Walesa s'était là abstenu. Les seuls foyers de résistance active soutenue, principalement à Gdansk et en Silésie, sont apparus sur des bases locales : les mêmes bases locales qui avaient refusé d'obtempérer à l'ordre de la direction, fin octobre, d'arrêter les grèves. Avant même le 13 décembre, la principale force offensive de Solidarité se trouvait dans les sections locales, comme ce furent les délégués de la base locale qui exprimèrent au congrès tout haut ce que le prolétariat polonais pensait de moins en moins bas. Mais depuis le début du congrès de Solidarité, Walesa avait tenté en vain d'imposer son propre projet de loi sur la limitation du droit de grève. Seule habilitée à autoriser les responsables locaux à recourir à la grève, une commission de discipline dépendant de la direction nationale, centraliserait le règlement des conflits. Les dirigeants locaux se verraient ainsi dessaisis de leurs prérogatives. Ce projet, qui ne visait ni plus ni moins qu'à transformer Solidarité en bureaucratie hiérarchisée et policière, ne put qu'être repoussé, ce à quoi Walesa répondait (alors même que des régions entières étaient en grève, dans le textile, les mines, etc.) : « Si vous refusez de travailler, je présenterai dans une quinzaine de jours une motion de dissolution du syndicat ». Après le bluff économiste aux mineurs silésiens, le chantage du petit chef... Comme déclarait Andezj Gwiazda à la tribune du congrès, « l'une des plus graves erreurs du semestre écoulé a été que la direction de Solidarité a cessé de parler aux masses pour s'adresser uniquement aux autorités ». Un autre disait « depuis des mois, Solidarité ne parle plus le langage des travailleurs mais celui du gouvernement. Ce langage n'est plus cru ». La direction nationale apparaît donc comme une simple équipe de bureaucrates malheureux. Il en fut de même après le 13 décembre. Dans la logique de ces faits, la direction clandestine de Solidarité se vit doublée à Varsovie, au printemps 82, par l'émergence d'une Coordination Interentreprises bien plus portée à rechercher l'affrontement, et qui a entre autre appelé à la manif du 3 mai. C'est dans ce même esprit qu'un document intérieur à Solidarité, en mai 82, critique l'Église pour la modération dont elle fait évidemment preuve devant l'état répressif créé par le 13 décembre. Cette bande de crapauds tentait de mettre à profit la défaite du moment pour renforcer son pouvoir de médiation entre l'État et la société. Le misérable primat Glemp, un des négociateurs de l'« entente », se déclare en août hostile à toute manifestation de rue pour le 31 (« la rue ne doit pas être le terrain du dialogue... c'est autour d'une table que doit être mené le dialogue ») : cette homélie n'a visiblement pas été entendue par les Polo-

« De tous les temps, dans tous les siècles, il y eût dans le despotisme et dans la religion une telle connexité qu'il reste plus que démontré qu'en détruisant l'un, on doit saper l'autre, par la grande raison que le premier servira toujours de loi au second »

SADE « Français encore un effort »

nais, ainsi qu'en témoignent les émeutes du 31. En Pologne, la rue est devenue un luxe. Dans leur clandestinité absolue, les prolétaires se servent des églises comme lieux de réunion possible ; et souvent la sortie d'une messe ou d'une procession est le début d'une manif, donc d'une émeute. A Varsovie, les croix faites des fleurs que chacun y apporte étaient, en été 82, des points publics de rencontre : la milice a dû interdire, sous prétexte de travaux, l'accès à la place de la Victoire où cela se faisait, puis charger là où cette pratique s'était reprise, un peu plus loin. Le prolétariat polonais passe par les églises mais il ne leur reconnaît aucunement le droit de lui interdire la rue ; comme l'a prouvé la manif du 13 mars 83 à Gdansk, faite contre l'avis de l'Église. En Pologne, l'Église est la conscience malheureuse d'une nation, enracinée dans le malheur d'un **peuple** au cours des siècles – c'est-à-dire toutes différences d'intérêt historique confondues. Elle est vouée à souhaiter la réconciliation nationale entre deux parties en guerre ; plus que la prière, c'est l'**homélie** qui est son langage général. Quand les ecclésiastiques parlent aux Polonais, ils s'adressent à des gens en détresse, non à des gens qui combattent les causes de leur détresse – à des souffrants, non à des combattants (la conscience religieuse est ainsi le prototype de la conscience réformiste). La critique de la religion sera d'abord la critique de l'Église, de sa fonction dans le monde effectif. Quant à la direction nationale de Solidarité, après avoir délibérément faussé les termes du conflit fin 81, elle ne pouvait qu'être frappée d'impuissance devant les nouvelles tâches que l'état d'urgence imposait de définir. L'échec de la grève du 10 novembre 82 en témoigne. Ce mot d'ordre était lancé de loin : loin des usines désormais militarisées. Mais la direction nationale qui

« Il n'y a pas de spectacle aussi doux que celui de l'agonie d'un prêtre »
Maurice de Guérin

n'a cessé de vouloir stopper les grèves locales avant le 13 décembre, alors qu'il était temps de déployer ouvertement sa force, s'en étonnera-t-elle ? Il n'est à présent plus si aisé de cesser le travail, et les risques sont autrement élevés : les Polonais ne s'y engageront plus au jugé et ils préfèrent pour l'heure manifester leur colère dans l'anonymat de la rue et « faire le vide autour des salauds », selon les conseils de Solidarité-Silésie. Il était courant d'entendre dire, parlant du mouvement polonais, « la société », et cela par opposition à l'État. Dénommer ainsi tout ce processus qui s'est incarné dans Solidarité, c'est ne lui reconnaître qu'un esprit politique. La société aurait été bonne, l'État mauvais. Un esprit sale pourrissait un corps sain, telle est la légende polonaise que nous chantent les réformistes. C'est une société qui s'est effondrée en Pologne, connards ! Nous ne connaissons dans ce monde que deux formes de société : la société bourgeoise et la société bureaucratique. Ce qui définit la société, cet ensemble de relations entre les individus où le particulier de l'intérêt est médiatisé par l'universel, c'est la participation positive à la richesse. Et en Pologne, il n'y a que les bureaucrates qui participent à la richesse. Que la société et l' État soient **également** mauvais, les Polonais l'ont réalisé et ont aboli la vieille séparation entre « politique » et « droit commun », à Bygdoscz à l'automne 81, quand la population aida deux cents prisonniers à s'évader au cours d'une mutinerie à la maison d'arrêt. Mais les Walesa auraient voulu faire participer les travailleurs à la richesse sociale, c'est-à-dire les faire travailler au nom de l'intérêt national alors que le plus borné de leurs besoins les ren-

« ... et ainsi tu fais le vide autour des salauds » « Solidarité combattante Silésie »

voyait négativement à l'organisation bureaucratique de toute la société, donc **à toute la société**. Quels intérêts, quelle **présence** auraient-ils dans cette activité sociale qui leur est si résolument hostile ? Leur seule participation à la société, c'est leur travail et ils le font de plus en plus mal. Ils n'ont pas le cœur à l'ouvrage, et l'esprit est ailleurs. La société et l'État étaient également mauvais. La « société », c'était le terme appartenant aux dirigeants de Solidarité, à ceux qui n'avaient avec les staliniens qu'un désaccord sur la forme de l'État mais qui pensaient la même chose. Comment pourrait-on croire qu'ils n'ont pas les mêmes idées, ceux qui ont désarmé les prolétaires et ceux qui les ont assassinés ? Ceux qui les ont imploré de se rendre à la raison économique, et ceux qui les forcent à le faire – quoiqu'avec peu de succès. Le concept stalinien et économiste de la richesse n'a plus pour objectivité que l'état de guerre.

24.

Après tout cela, l'interdiction officielle de Solidarité n'est plus qu'une question politique désormais vide de sens. Maintenant, le prolétariat polonais n'a plus pour perspective que d'abandonner l'appareil de Solidarité comme un corps mort. Au sens strict, Solidarité a **rendu l'âme**: cette organisation a exprimé le souffle de vie historique d'une époque pour le meilleur et pour le pire, et ce souffle ne s'est jamais éteint. Certains ont rendu leur âme à Dieu, d'autres à la violence anti-étatique. Pour le meilleur, les prolétaires essaient d'élaborer, à partir des liaisons et coordinations régionales qui avaient constitué la base de Solidarité, une nouvelle forme de lutte forcément plus directe. Pour le pire, ils se cantonneront, sous la direction obscurcie de l'Église, à une agitation politique en vue d'obtenir une reconnaissance juridique de Solidarité. L'échec de la grève du 10 novembre 82 et la violence des manifestations de rues témoignent que le choix est fait. On les a assez entendus, depuis le 13 décembre 81, les Walesa qui déclarent encore en mars 83 « Nous n'avons pas d'armes pour tirer, mais nous avons les actions de protestation, les grèves de la faim, les grèves tout court. Je ne parle pas de grèves qui ruineraient, bien sûr, l'économie... » dans un pays que l'économie a transformé en caserne ! Ou l'expert Curon, qui parlait encore à la veille des émeutes d'août 82 de « l'urgence à réaliser enfin l'entente nationale » ! ou l'universitaire Michnick, celui qui au printemps 81 avait empêché la foule d'attaquer un commissariat à Varsovie, qui croit tirer la leçon en disant « Solidarité savait faire grève mais ne savait pas attendre. Savait attaquer mais pas reculer » en mars 82 ! Sous le **couvert** de Solidarité, s'est avancé un désordre général, et il est exclu que l'État en vienne à lever un jour l'interdiction par laquelle il a répondu à l'échec du 10 novembre. Au contraire, la persistance des manifestations de rues, les gestes de vengeance armée et la propagation du sabotage laissent augurer que le meilleur est en vue.

25.

L'histoire contemporaine de la Pologne a démontré que ce n'est pas l'État qui serait irrationnel, mais le monde. L'État est la seule **raison avouée** du monde. L'État, comme l'économie politique, ne sont que la sanction positive du peu de réalité du monde et c'est **à ce titre** que nous les combattons. Avec le devenir monde de l'argent, l'esprit s'est montré à la fois dans une forme profane et dans une forme sacrée. Le monde est déchiré entre sa base matérielle et sa représentation sacrée. Les pauvres salariés sont **la matière de l'abstraction**, et dans ce monde le comble de l'abstraction est aussi **le comble du sacré**. Ils ne connaissent l'argent que sous forme de pauvreté. Mais leur existence profane est totalement pénétrée du caractère sacré du monde. Cette abstraction de la richesse dont les pauvres sont la matière première revient ainsi à eux comme spectacle du monde. Et ce processus d'abstraction **libère** en fait les pauvres **de toute attache**, puisque **tout** le monde leur est ainsi étranger (ils en sont seulement spectateurs). Leur seule attache est **l'état matériel** auquel l'État veut les réduire et auquel l'économie politique veut borner leurs pensées. Leur révolte les porte donc en même temps contre cet état matériel et contre l'État. L'État ne tient surtout pas à ce que les pauvres pensent à la richesse **concrètement**. Il lui faut conserver à la richesse du monde son caractère **sacré et inaccessible**. L'État veille à ce que les pauvres ne s'avisent pas de s'en prendre à l'idée du monde, comme les jeunes de Toxteth s'en sont pris aux succursales de la Westminster Bank. Eux se sont rationnellement attaqué à cette idée. L'abstraction de la richesse a entraîné dans leurs cerveaux, jusque là endormis par des siècles de mensonge réformiste, la réflexion de quelque chose – et ce quelque chose n'est que leurs besoins **étendus à tout** ce qui existe, au monde. Aujourd'hui les pauvres sortent de leur réserve et s'en prennent à ce monde qui leur échappe. Ils s'attaquent au principe du monde, à l'argent non plus seulement comme chose profane mais comme idée. **Ils dépouillent le monde** de son caractère sacré (plus de fatalité aveugle comme l'a montré « Vireux Vivra ! »). Ils critiquent en fait l'idée existante du monde comme idée aliénée. Ils **consomment** enfin l'abstraction de la richesse (comme ils le font à Vénissieux et ailleurs avec des BMW) après avoir tant consommé la richesse de l'abstraction. Aujourd'hui les pauvres mettent la marchandise à l'épreuve du feu.

26.

On ne peut parler du monde, de la totalité, qu'en tant que monde en devenir. C'est ce devenir que l'on peut nommer réalisation de la marchandise, pour autant qu'il correspond à l'action des pauvres en direction de la richesse. Alors cesse l'opposition des individus et de leur totalité. Pour la conception activiste, et en fait politique, le monde est un

bloc immobile qu'il suffit d'entamer en l'attaquant **du dehors**. L'activisme se place d'un point de vue extérieur au monde où il ne voit effectivement que des masses auxquelles il oppose son individualité abstraite (l'activiste est d'ailleurs toujours mécontent des pauvres dont il ne connaît que l'apparente résignation). C'est là le contraire de la communication publique qui dissout ces deux extrêmes. C'est une façon abstraite de combattre l'isolement (les activistes passent leur temps à **courir après** les bonnes occasions, dont ils reviennent toujours déçus comme certains à Vireux). C'est l'exemple contraire qu'ont montré en janvier 83 les prisonniers révoltés : en luttant pour les parloirs libres, ils ont craché à la face de l'ennemi que **la liberté de parler** est la revendication qui hante le monde – et que c'est sa privation qui définit centralement la misère des prisonniers (exactement comme des femmes détenues, en Italie il y a quelques années, s'étaient révoltées en exigeant de pouvoir avoir des relations sexuelles avec les hommes détenus). Et cette exigence des parloirs libres a été ressentie comme une terrible menace immédiate par les matons, c'est-à-dire comme **une menace pour la prison elle-même**. C'est là une revendication **essentielle**, et non une agitation formelle où se maintiendrait l'opposition des individus et de leur totalité. Comme les réformistes ne pouvaient le soupçonner, dans la révolte de l'est lyonnais s'est exprimée la même revendication. En se livrant à de sensationnels rodéos et en brûlant des voitures, les gens se sont parlé : ils ont bavardé entre eux au moyen des BMW (jusqu'ici l'inverse avait toujours été la règle du monde : les BMW bavardant entre elles au moyen de leurs acheteurs) – mais le rodéo et l'incendie ne sont pas de simples moyens : ils sont en eux-mêmes cette communication, cette excitation qui se dépense en se communiquant – cette publicité. Voilà bien le caractère magique et sacré de la marchandise pris à son propre piège ! A force d'exciter les foules solitaires, de leur **faire voir** le monde inaccessible qu'elle a créé, la marchandise leur a donné l'envie de s'en emparer ! Et ils s'en empareront **de l'intérieur** (le monde est infiltré !) déjouant tous les activistes qui croient s'en emparer un jour de l'extérieur. Une fois de plus, on a vu que ces idées sont dans toutes les têtes.

annexe documentaire

EXPEDITION SANS RETOUR

C'est désormais une chose acquise : 1981 aura vu le jumelage de plusieurs grandes villes anglaises et françaises. Celà grâce à l'activité de la jeunesse vivant dans les banlieues de ces villes : à la violence prolétaire qu'elle y a déployée et aux désordres qu'elle y a réussi. Cette année plus spécialement, en effet, il fallait répondre à une échéance

devenue pressante : chasser les flics hors des rues. En Grande Bretagne, ce fut une suite exemplaire de magnifiques émeutes, au printemps et ensuite durant l'été; en France, si nous n'avons pas encore construit de telles situations, nous sentons grandir et s'armer une violence souterraine qui cause de méchants dégats. Dans les deux pays, il s'agit du même mouvement qui se catalyse dans la guerre anti-flic et qui a jumelé les habitants des quartiers de Brixton (banlieue sud de Londres) Toxteth (quartier de Liverpool) Moss Side (Manchester) Woodgreen (nord de Londres) St Paul (Bristol) et ceux de Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Venissieux et Bron (Lyon), du Merlan, St Marthe, La Rose (Marseille) ceux d'Ivry, Vitry, Créteil, Bondy, la Courneuve et autres banlieues de Paris, etc...

Les jeunes de Brixton, banlieue sud de Londres à population principalement noire, en butte au harcèlement policier, ont repoussé les flics hors du secteur en une nuit. Au soir du 11 avril 81, l'arrestation d'un "suspect" par les patrouilles spéciales de prévention mobilise le public : dans la nuit du 11 au 12, il y aura 492 blessés dont 105 flics. Une trentaine de magasins sont pillés ; 26 immeubles endomagés par le feu, dont un pub entièrement détruit. La police est bombardée d'une quinzaine de cocktails molotov, et doit abandonner les rues aux émeutiers. Mais sitôt cette oeuvre de salubrité publique éxécutée par les prolétaires noirs et blancs, la frange modérée des habitants de Brixton ainsi que les rackets politiques -tous ceux qui avaient craint cette émeute- se sont efforcés de cantonner l'affrontement à une simple question d'auto-défense de la population noire contre les pratiques racistes de la police- et en fait de nier le caractère ouvertement anti-flic de l'émeute. Les partisans d'un compromis avec l'Etat constituèrent le 13 avril à Brixton un "Comité de Défense" afin de prendre de vitesse ceux qui voulaient poursuivre l'attaque.

Lors de l'assemblée du 13, quelques chefaillons qui s'étaient improvisés eux-mêmes "leaders de la communauté noire" mirent aux voix la question de décider si ce comité devait être de composition exclusivement noire ou multiraciale : la majorité des gens présents s'abstint de voter sur ce qu'elle jugea une fausse question. Les réformistes réussirent à obtenir tout de même une faible majorité en faveur d'un comité seulement noir. Cette

Sur un mur de Londres en avril 80 aprés l'émeute de St Paul (Bristol) : "Bristol hier, Brixton aujourd'hui".

manoeuvre n'allait pas empêcher les jeunes (noirs comme blancs) de relancer l'émeute dans les rues de Brixton- il n'y eût que 50 flics blessés cette fois-là. Et la chaleur des belles émeutes du 11 au 13 enflamma d'autres quartiers de Londres. Le 22, à Finsbury Park, l'affluence inhabituelle de jeunes dans un Luna Park inquiète les autorités qui le font fermer deux heures plus tôt que prévu : l'insatisfaction déjà vive dans de tels endroits explose dans la rue. La police est attaquée, les magasins pillés et les bus incendiés. Le 30 avril, pendant un meeting raciste, la police est encore attaquée par des groupes noirs/blancs/asiatiques qui de loin dépassent les mots d'ordre des rackets politiques, limités à la défensive anti-raciste.

Le racisme n'est qu'une petite défense caractérielle du Vieux Monde qui panique. La bourgeoisie n'a jamais encouragé le racisme tant qu'elle avait besoin d'exploiter des immigrés ; elle l'a toujours encouragé quand elle n'en avait plus besoin, et surtout avec la nouvelle génération d'immigrés qui elle n'a par avance aucune envie de travailler. Les premières générations de travailleurs immigrés avaient supporté les servitudes les plus extrêmes du travail salarié : leurs rejetons refusent d'emblée le sort qui les attend. ils sont anti-travail et commencent à le dire. Tout sentiment de nationalité est effacé chez eux ; comme les jeunes immigrés jamaïcains qui vivent très tôt à la rue parcequ'ils ne supportent plus leurs familles et la morale qui y sévit, et qui firent les émeutes de Brixton : ceux-là crachent sur les rastas, ces curés non-violents de la nation

africaine, et ils se moquent bien des rackets politiques qui ont voulu limiter ce conflit social à un conflit racial.
Le racisme entretenu par les fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie a pour but secret de combattre ces armées de réserve de l'insatisfaction, en s'appuyant sur des archaïsmes qui subsistent encore à notre époque. En effet on peut habiter une grande ville et avoir la mentalité d'un péquenot : par ex. les skinheads utilisés par les groupes fascistes contre les noirs et asiatiques de Londres ont tous les traits du paysan, avec ce qui le caractérise : la haine de l'étranger. Mais ils ne sont qu'un phénomène local.

"DERRIERE LES RACISTES, L'ETAT"

comme c'était justement écrit sur les murs de Bondy (banlieue nord de Paris) au printemps 80 lorsque les jeunes du secteur s'étaient organisés et équipés face aux ratonnades des fafs, bien sûr couvertes par les flics.

A Marseille en octobre 80, quand un Crs a abattu "accidentellement" un jeune nord-africain au volant d'une R12 même pas volée, dans les quartiers nord de la ville, les jeunes ont su immédiatement à qui s'en prendre. A la fin d'une fastidieuse manif-promenade "anti-raciste" organisée par les rackets politiques après cette éxécution sommaire, les Crs ont été attaqué dans le centre ville et l'une des principales rues commerçantes saccagée.

"NOUS SOMMES TOUS DU GIBIER A FLICS"

(écrit sur les murs des quartiers nord fin 80) : les oppositions raciales disparaissent forcément entre ceux qui s'unissent pour repousser les flics-comme à Brixton où le seul mot d'ordre qui ait pu durer est :

"CLEAR THE PIGS OUT" ("VIDONS LES PORCS")

Là-bas comme ici, il n'existe pas plus de " communauté" noire que de "communauté blanche" ou de "communauté maghrébine, mais une communauté humaine qui se forme dans l'émeute. Depuis, dans les banlieues de Marseille les attaques de patrouilles ou d'îlotiers sont devenues un jeu courant et très goûté. On ne pinaille pas sur des excès de la police : on veut l'éliminer. En juin 81, les habitants d'une cité d'urgence (une urgence qui dure toujours...) dans les quartiers sud de Marseille, la Cayolle, ont carrément interdit aux flics de patrouiller : une trentaine d'habitants armés de fusils ont obli-

gé les keufs à rebrousser chemin. Peu après, les porcs du SAC ont voulu intimider en faisant sauter une bombe dans une entrée d'immeuble à la Cayolle (une autre bombe déposée dans un immeuble des quartiers nord, fut désamorcée).
L'Etat veut imposer le couvre-feu.
L'état de guerre y est donc ouvert, car il existe là un public que l'on veut contraindre à l'absence.

La vérité des émeutes de Brixton s'est totalement révélée 2 mois plus tard. Le 4 juillet 81, à Toxteth, un quartier à population également blanche et noire proche du centre ville de Liverpool, un contrôle policier, un de trop, a déclenché deux nuits d'affrontements.
Quand les renforts de police sont arrivés, l'émeute battait son plein. Ils furent pris en embuscade et durent se replier sous une pluie de pierres, de barres de fer et de cocktails. Les 800 flics engagés n'ont pu momentanément reprendre l'avantage qu'après 7 heures de combat et au prix de 200 blessés chez eux.
Pendant toute la nuit, les magasins furent mis au pillage ; des groupes déambulaient les bras chargés de matos électro-ménager, de caisses d'alcools, de bouffe, de fringues, de chaussures et même de rouleaux de moquette.

Ce qui n'a pu être emporté a été brulé : un magasin de tapisserie fut ainsi incendié, et donna le signal de départ des incendies. Les émeutiers, dont les plus jeunes avaient dix ans, mirent le feu à un club privé pour les rupins de Liverpool. Un cinéma voisin fut à son tour incendié ; après quoi un groupe pénétra dans une succursale de la National-Westminster-Bank, à laquelle ils mirent le feu non sans avoir raflé quelques milliers de livres sterling dans la caisse ; une autre banque située en face fut aussi incendiée.

Pendant ces réjouissances, plus bas, sur Parliament Street, d'autres émeutiers pénétraient dans un dépot de laiterie et s'amusaient aux auto-tamponneuses avec les camionettes de livraison qu'ils expédièrent ensuite sur la ligne des flics. Une entreprise de fournitures électrique fut incendiée ; une agence de location de voitures et une station de taxi furent pillés -les véhicules servirent à emporter le butin des pillages, ou à être lancés sur les flics. Un dépôt de pneus fut aussi pillé les pneus servirent à construire une barricade qui fut ensuite incendiée. Les pompiers ne purent s'approcher

des foyers d'incendie : la plupart des bâtiments en flammes s'écroulèrent après une nuit de sinistres,et leurs décombres dûrent être rasés les jours d'après. Les émeutiers réquisitionnèrent une pelle mécanique avec laquelle ils ont pu chavirer un car de police ; d'autres engins de chantier ont été jetés contre les flics. Des gens de tout âge ont participé aux pillages ; la population qui n'était pas dans la rue encourageant des fenêtres les combattants aux cris de :

"TUEZ LES PORCS BATARDS"

Les responsables religieux qui essayèrent d'appeller au calme furent naturellement lapidés. Un caméraman de la BBC fut empêché de faire son boulot de flic et se retrouva à l'hosto (Qui n'est pas avec nous est contre nous). L'émeute reprit la nuit suivante, malgré les efforts des "leaders noirs" pour apaiser les gens. Faute de pouvoir faire autre chose, les autorités en furent ridiculement réduites à demander aux parents de garder leurs enfants à la maison...

Londres, cet été...

Après avoir débordé policiers et milices de commerçants, les pillards s'en sont donné à cœur joie. Certains ont emporté même des machines à laver... (U.P.I.)

L'exemple fut contagieux : la contagion fut exemplaire. Le 7 juillet, à Woodgreen, dans la banlieue nord de Londres, on tint la rue ; une quarantaine de boutiques furent pillées. Il y eût le même soir des pillages à Manchester ; à Liverpool, l'émeute se transmit dans un autre quartier, Kirkdale, quoiqu'avec moins d'ampleur. Le lendemain 8, dans le quartier du Moss Side à Manchester 1200 jeunes attaquent un comissariat, incendient voitures et commerces. Le 9, le même comissariat est à nouveau attaqué ; dans 7 quartiers de Londres des flics sont agressés. Dans la nuit du 10 au 11, il y a émeute à Birmingham, Hull, New-Castle et encore à Londres et Liverpool. A Brixton, les flics qui essayaient aussi discrètement que possible de s'incruster à nouveau dans la rue arrêtent un voleur de voiture : ils sont repoussés et les pillages durent 4 heures -deux supermarchés entiers sont dévastés.

En 9 jours, l'insurrection touche environ 30 villes anglaises.

Le 12, plusieurs centaines de noirs, blancs et asiatiques mettent les rues en feu à Leicester. Du 13 au 14, on se bat à Derby, Nottingham, Huddersfield et encore Leicester. Le 15, il y a encore des barricades dans la banlieue sud de Londres, des flics blessés et des voitures incendiées. Le 26 juillet, à Toxteth-Liverpool à nouveau, il faut recommencer à vider la police. En attendant leur nouvel équipement de combat, les flics évitent le corps à corps et préfèrent foncer en car sur les émeutiers :

Le 27 un jeune de Toxteth est tué, écrasé. Il y a eu encore beaucoup de bobbies à l'hosto ce soir là...

Le ministère de l'intérieur n'y suffit plus, et l'Etat anglais a fait donner le ministère de l'environnement : à chacun son tour de se rendre ridicule, ainsi le second ministre annonçait sans rire quelques mesures destinées à calmer la population de Toxteth : rénovation des logements, création de centres de formation professionnelles, installations sportives etc... qui en fait n'ont calmé que les "chefs de la communauté noirs" -chefs dont évidemment personne ne reconnait l'autorité.
Les réformistes ont voulu présenter les émeutiers comme des ramasse-miettes, alors que ceux-ci se veulent les maîtres de la rue. Les chômeurs-à-vie de Toxteth comme ceux d'ailleurs disposent de tout leur temps : mais

c'est pour être séparés de toute liberté de l'employer. Ils vivent là dans un perpétuel temps mort. Le temps s'y écoule chaque jour égal à lui même : et l'on n'y voit plus que ça. L'insatisfaction y débouche sur la nécessité vitale d'occuper l'espace des rues, des terrains vagues et des maisons vides, dont l'usage est absolument limité par le quadrillage policier. Les gens de Toxteth veulent pouvoir occuper les rues sans aucune restriction et sans aucune limite, en s'en emparant de force et en jouant à la chasse aux flics. Le temps mort a disparu et a laissé place à une nouvelle qualité du présent. On s'est peu ennuyé en Grande-Bretagne durant l'été 81.

Durant ces nuits agitées, les "looks" qui d'habitude s'affichent dans le centre des villes en fin de semaine s'effacèrent. Au fond tous sont identiques : tricher avec le manque -ce qui les différencie étant seulement l'image qui en ressort. Et sur l'affirmation fétichiste de cette différence, chaque "look" s'affronte à tous les autres (en Grande-Bretagne plus qu'en France, ces oppositions spectaculaires ont atteint le stade où ce ne sont même plus des images qui s'entre-déchirent, mais des caricatures). Tout cela s'est oublié le temps des émeutes : il n'y avait plus dans les rues, ces soirs là, des punks, des teddy-boys, des mods et des skinheads. Ceux de ces gens-là qui participaient à l'affrontement ne le faisaient pas au nom de leur look particulier, mais contre l'ennemi n°1 du public, la police. La rue a enfin appartenu au public réel pour quelques nuits.

Ce mouvement était dès le départ au-delà de toute revendication politico-économique (que ce soit sur les "droits juridiques" des immigrés ou sur le "droit au travail"). Il ne s'agissait pas de défendre sa misère particulière dans son ghetto mais d'en sortir ; et d'attaquer ce qui nous maintient en réserve. Le 15 août à Liverpool, les rackets politiques ont tenté encore une fois de canaliser ce mouvement. Ils organisèrent une marche dans le centre ville, qu'ils avaient prévu pacifique -en accord avec les chefs de la police. Ils étaient les seuls à énoncer quelque revendication avouable aux yeux de l'ennemi officiel : à savoir un aménagement des méthodes de la police. ils furent pourtant débordés, et leur promenade devint une course anti-flic.

Durant la traversée du centre ville, où les jeunes prolétaires de Toxteth et d'autres secteurs avaient imposé leurs propres mots d'ordre :

"Fuckin' the bastards" et "Killin'the pigs"

les groupes de bobbies subirent de méchantes attaques,

Flic poignardé lors de la marche anti-police à Liverpool le 15/8/81

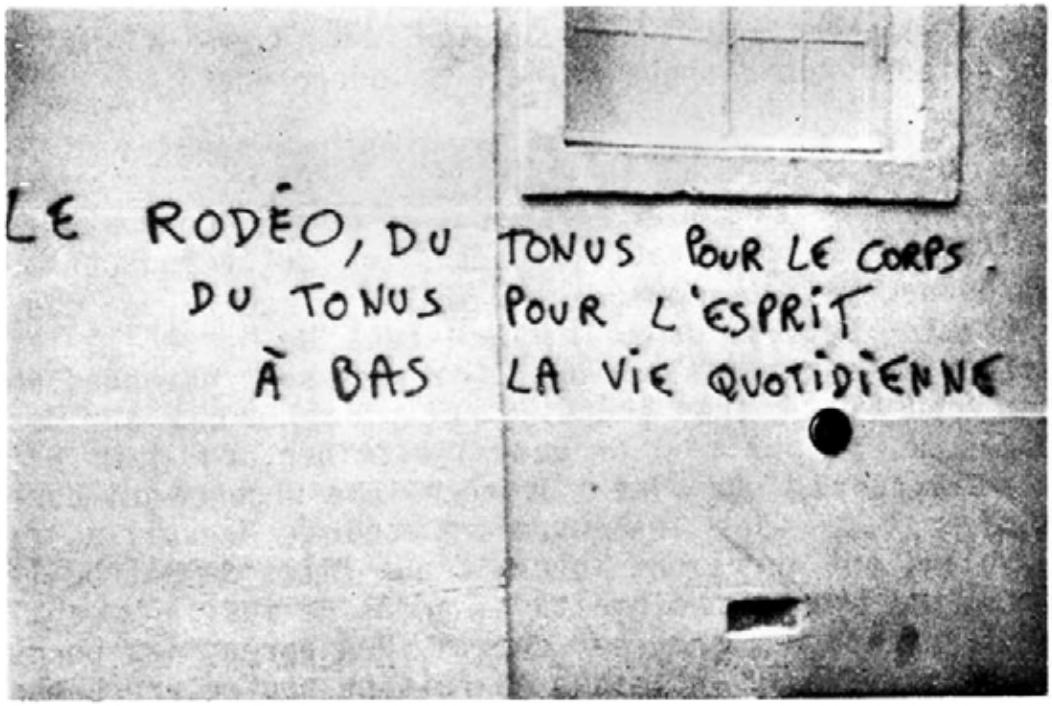
malgré le service d'ordre réformiste qui les protégeaient. Les chefaillons réussirent cependant à nous freiner : d'abord en nous infligeant un meeting soporifique où parlèrent tous les crétins disponibles (un député travailliste demanda aux jeunes de renoncer aux pillages et à la chasse aux flics, et se fit bien sûr copieusement huer et siffler), et ensuite en nous épuisant par une longue marche hors du centre ville (durant laquelle les bobbies auraient pu à plusieurs reprises nous mettre une trempe facilement).
Une centaine de kids désertèrent cette promenade et s'en allèrent casser un comissariat et piller un magasin d'alcools situé en face. Au soir de ce samedi 15, la vérité reprit ses droits dans Parliament Street, à Toxteth, qui fut encore barricadée dans la bonne humeur ; les cars de flics furent encore lapidés et les "leaders noirs" ignorés.
Il y eut une innovation ce jour-là : parmi les nombreux flics blessés, deux ont été poignardés.

Pour nos ennemis, ces mouvements seraient dus à un sous-développement local de leur monde. Ces zones-là comptent en fait parmi les plus avancées. Là l'esprit du monde s'est enfin absolument développé. Ce sont plutôt ceux qui croient encore s'enrichir

A Villeurbanne, le 19/9/81

par le travail, qui gémissent sur le "chômage" et les économistes qui produisent ces croyances qui sont sous-développés. Pour la première fois dans notre époque, les banques ont été entiérement incendiées. Les jeunes de Toxteth ne se font aucune illusion sur un quelconque avenir dans le salariat. Comme chômeurs-à-vie ils dépendent totalement des aumônes de l'Etat, et en fait ils dépendent par là de l'argent en général ; comme tout prolétaire, leur vie est réduite à rien par cette dépendance absolue -mais ici cela se voit plus vite : que seule la nécéssité de l'argent aurait pu les faire travailler, et que c'est cette nécéssité qu'il faut anéantir. Les banques ont donc brûlé.

Nous, chômeurs-à-vie non seulement n'enrichissons pas l'Etat, mais nous lui coûtons. Et les zones urbaines où nous sommes mis en réserve de la richesse sociale sont des zones difficilement contrôlables au point de vue de l'économie -c'est-à-dire des zones à ceinturer du point de vue de l'Etat, par sa police. En effet, là vivent ceux qui, ayant le moins d'illusion sur la richesse promise, ont aussi le moins de respect pour les régles de la marchandise et de la propriété privée. Les chômeurs-à-vie de Toxteth, Brixton et autres zones, ne veulent donc pas du travail, pas plus qu'ils ne se satisfont de leur état de chômeurs. Ils en sont venus à désirer ce que le travail salarié n'aurait pu, de toutes façons, leur procurer.



Sur un mur à Lyon, septembre 81

Ce qu'ils veulent est désormais incalculable économiquement ; çà ne se limite pas, çà ne se paie pas : çà se fête, et çà se dépense absolument. Les kids de la banlieue de Lyon, qui volent des grosses voitures et qui ensuite les brûlent, le savent bien. Pourquoi se fatigueraient-ils à travailler pour s'en payer une ? Ils en prennent quand ils veulent et ils en font ce qu'ils veulent. Pour le vieux monde, une voiture ne sert qu'à aller au travail où en vacances, à la même tristesse. Pour les kids de l'est lyonnais, de Venissieux, Villeurbanne et Vaulx-en-Velin, une voiture sert à s'amuser le temps d'une nuit, le temps de l'épuiser et d'aller l'incendier une fois qu'on a tué la boite de vitesse et démoli la carosserie. Ils peuvent "faire quiner". Ils méprisent toute restriction économique. Ce qui terrorise à Lyon comme ailleurs flics et élus staliniens, c'est que l'exemple se communique, clandestinement : plus de 150 voitures incendiées dans la zone lyonnaise en 4 mois, et en septembre le jeu s'est raffiné puisqu'il s'agit maintenant de jouer aux autotamponneuses avec les cars de flics. Au lieu d'attendre que les keufs les prennent en chasse, ce sont les as du rodéo qui leur rentrent dedans. De tels exemples se répandent : voitures brûlées à Paris, à Marseille, sur la Côte d'Azur ... (si on ne conduit pas très bien, on peut toujours brûler les voitures en stationnement).

Ce n'est pas parce que la jeunesse s'ennuie qu'elle s'amuse au rodéo, mais parce qu'elle ne veut plus s'ennuyer. (cons d'animateurs socio-culturels!) .Le manque existe et agit. C'est pourquoi la police ne se contente plus de traquer le délinquant isolé, quand le goût du pillage et du vandalisme se généralise : c'est toute la jeunesse des banlieues qu'elle suspecte, contrôle, quadrille et comprime dans sa réserve. Devant l'ampleur militaire de cette tâche politique (définie aux sommets de l'Etat par des crapauds comme Deferre-Hernu), ceux qui veulent sortir de leur réserve ne se contentent plus d'affronter les flics occasionellement, ou de réagir à leurs cochonneries : ils s'attaquent maintenant délibérément et systématiquement à toute présence policière, et ils se créent leurs propres occasions. Dans la banlieue lyonnaise, l'incendie de voitures est aussi un piège pour attirer les flics dans des guet-apens ; dans la banlieue marseillaise, la même chose commence à se généraliser. Il est bon de renverser les habitudes : ce sont à présent les patrouilles de police qui ne peuvent plus circuler tranquillement dans les rues.

L'offensive anti-flic est une affaire d'intérêt public.
Jusqu'ici, nous étions presque toujours isolés face à la répression, qui était subie comme une affaire privée. Voilà qui change, et nous nous en réjouissons.
De plus en plus, des kids arrêtés pour quelque délit sont délivrés par l'intervention musclée des gens du quartier. Cela arrive de plus en plus souvent à Marseille ces temps-ci -par ex. en septembre deux gars en moto "cadeau" libérés des pattes des flics par une quinzaine de copains de la cité, à La Rose ; récemment, au Merlan, un gars arrêté en train de "fouiller" des voitures s'en sort grâce à 50 personnes qui bloquent les keufs.
Ce qui jusque là séparait les gens commence au contraire à les rassembler. Au moment où les supermarchés ne supportent plus le simple vol à l'étalage si répandu, les jeunes prolétaires ne s'en contentent plus et passent à la vitesse supérieure. De la reprise isolée et sporadique des marchandises, nous passons au pillage en bandes organisées et équipées, au grand jour. On atteind là un nouveau seuil d'affrontement avec l'ennemi : après la fermeture historique du supermarché du quartier Felix-Pyat, fin 77, il est question que ceux de La Rose et Frais-Vallon subissent la même fin. A Liverpool, les banques sont détruites ; à Marseille les supermarchés ferment à cause du vol.

L'Etat avait construit ces zones de sorte que les rues y restent désertes : et aujourd'hui c'est la marchandise qui est contrainte à les déserter, qui ne peut plus aussi tranquillement ni assumer sa circulation ni la survie de son système. Elle déclare en conséquence ne plus pouvoir et ne plus vouloir assurer la subsistance de telles populations. Comme dernier recours, l'Etat exerce un chantage à la survie en réduisant la circulation dans ces zones -il veut nous laisser pourrir : en 80, les syndicats des chauffeurs de bus ont décidé de ne plus desservir désormais certaines cités dans le secteur d'Ivry (banlieue sud de Paris) à cause des agressions ; la même chose pourrait se produire dans des banlieues lyonnaises, ont-ils menacé récemment. Voilà qui indique la forme de ce chantage ; lequel n'aurait aucune espèce de réalité sans les rackets qui l'assument : la charogne stalinienne des élus et militant du PC (et de tous les partis en général) les associations de quartier, les mouches-à-merde gauchistes, les éducas-

treurs, les journalistes, et tous ceux qui en fait contrôlent au nom de l'Etat. Il n'y a pas que les keufs en uniforme : les gardiens de cité (l'assassinat de Kader à Vitry en janvier 80), les patrons de bar (toujours en "légitime défense", ceux-là!) les contrôleurs de bus et les chauffeurs qui les imitent, les "voisins-honnêtes" comme le porc qui a tué un kid qui faisait un rodéo à la Busserine -quartiers nord de Marseille- en février 81) et les petits boutiquiers (comme le boulanger qui a grièvement blessé un jeune dans la banlieue sud de Lyon) -La meilleure jeunesse meurt à cause de vieux ! Voilà qui doit changer.
Contre nous, tous ceux qui veulent faire régner le silence.

Pour nos ennemis, l'enjeu est de distribuer plus policiérement encore la population des banlieues. Les responsables de la police l'ont dit en septembre à Lyon : il s'agit pour eux non seulement de stopper les rodéos, mais aussi d'empêcher les kids des différentes

cités de se rencontrer. Cette rencontre est justement à l'ordre du jour : ne plus rester isolés dans son secteur, communiquer ses éxpériences, voilà le besoin qui grandit actuellement, et il ne sera satisfait que par et pour nous-mêmes, sans intermédiaire. Nous voulons prolonger le jeu. En Grande-Bretagne le mouvement a déjà remporté de belles victoires : ici, il est encore dispersé mais nous avons, comme la nouvelle Peugeot, toute "La Raison et la Passion" pour nous. Nous n'avons aucun avenir à nous calmer. On nous veut gibier d'usine ou gibier de prison : et nous ne voulons devenir ni l'un ni l'autre. Nous scandalisons, parce que nous n'avons aucun but positif dont nos ennemis pourraient gérer la satisfaction . Nous sommes entiérement négatifs, et c'est là notre force.

LES FOSSOYEURS DU VIEUX MONDE

Automne 1981.

Diffusé dans les banlieues de Lyon, Marseille, Paris, Nantes.

GAME OVER ≥

Une fois de plus à la Zup des Minguettes (Vénissieux), le 6 septembre 81, un flic s'était fait donner copieux. Il en a pris pour son grade. Quelque temps aprés, un jeune du quartier, Selim Guechir, se fait serrer sur une moto volée. Comme il ne veut pas faire la balance, voilà un coupable de choix pour l'affaire du 6. Le flic déclare l'avoir vu ce jour-là au volant d'une voiture volée et le reconnait comme l'un de ses agresseurs. Sa parole suffit et Selim prend 2 ans fermes sur çà, le 6 novembre (en plus de 10 mois dont 5 fermes pour la moto).

En appel, le 5 février 82, on apprend que la voiture volée n'existe plus. Le flic l'avait carrément inventée...Selim ramasse quand même 6 mois fermes pour rébéllion à agent (verdict rendu le 19). La tâche de la défense était pourtant évidente : démonter la machination policiére dont le mécanisme s'apparente ni plus ni moins à une prise d'otage. Les flics ont construit un témoignage de toutes piéces, comment et pourquoi, voilà ce que l'avocat avait à dire. On ne lui demandait rien de plus, mais on exigeait au moins cela. On attend pas des avocats qu'ils soient de notre bord, ils ne le seront jamais, mais seulement de se conformer à nos exigences de clarté. Au lieu de cela, le peu recommandable maître Sauveyre s'est soumis au calcul ignoble de la légalité juridique : le baveux a fait silence sur les raisons de la police, en échange de quoi les juges lui ont consenti quelque rabais.

Il n'y a là ni justice ni injustice. Les décisions des tribunaux sont calculées en fonction de cette évidence : nous sommes en guerre. Le verdict du 19 institue une pratique déjà fréquente : à chaque escarmouche, la police répond au coup par coup -elle prend l'un de nous au hasard, bricole quelques preuves bidons (que les avocats ne sont même foutus de démolir franchement). Le procédé policier de prise d'otage devient une technique d'avenir. Qu'on se le dise -l'état d'exception vient encore de s'aggraver...Déjà le permis de tuer a été largement accordé aux gardiens de cité Le verdict (5 ans de sursis) du procés à Creteil en octobre 81 d'un gardien assassin d'un jeune de Vitry trop bouyant a délivré à nos ennemis les plus immédiats (gardiens flics petits boutiquiers voisins trop calmes...) le droit de nous canarder en toute occasion.

A Lyon, une quarantaine de jeunes prolétaires attendent en prison leur jugement, à la suite des rodéos et des attaques anti-flics menées l'été dernier et depuis (le rodéo est côté à 18 mois fermes ces temps-ci à Lyon).

Dans les banlieues, on est capable de s'unir contre la police ; par contre l'échéance judiciaire reste encore l'affaire privée de chacun, condamné dans l'isolement. Voilà qui doit changer. Les putes réformistes (journalistes, avocats...) qui versent des larmes pour un fonctionnement plus juste de la machine judiciaire (pour qu'elle nous bousille plus équitablement) sont celles-là mêmes qui organisent le secret sur ces procés. Si le sort des emprisonnés semble judiciairement réglé d'avance, ceux qui sont dehors peuvent s'organiser pour y rester et répondre dans la rue aux verdicts. Brûlons encore plus de voitures à la santé des rodéos-boys emprisonnés Avis aux amateurs.

SHOOT AGAIN ! ≥

Lyon fin février 82

PS : il serait bon que l'adresse du porc qui a témoigné contre Selim soit largement connue...

APRES LES INCIDENTS DE L'EST LYONNAIS

La voiture d'un avocat incendiée

Au cours de la nuit de vendredi à samedi, deux voitures ont été incendiées sur l'agglomération lyonnaise, une « Renault 30 » et une « Alfa-Roméo ». Depuis les incidents qui ont troublé l'été dernier l'agglomération lyonnaise, l'information peut paraître banale. Seulement, voilà, la seconde voiture, une « Alfa-Roméo », appartenait à un jeune avocat du barreau lyonnais, Me Yves Sauveyre, qui a défendu à plusieurs reprises devant les tribunaux les incendiaires de Vaulx en-Velin ou de Vénissieux. A 6 h 15 du matin, samedi, sa voiture était incendiée et autour de la carcasse calcinée les policiers de permanence de nuit retrouvaient quelques tracts anonymes dénonçant le jeune avocat.

Des tracts identiques avaient d'ailleurs été distribués au cours de la soirée dans les boîtes aux lettres de la Z.U.P. des Minguettes comme dans le quartier de la Grappinière à Vaulx-en-Velin.

Dans un texte, illustré du sinistre emblème des pirates, une tête de mort posée sur deux tibias entrecroisés, était dénoncée l'attitude de Me Sauveyre accusé de n'avoir pas défendu comme il le fallait un de ses clients, le jeune Selim Guechir, inculpé de vol de voitures et de coups et blessures sur la personne d'un policier.

Pour les incendiaires, Me Sauveyre n'a pas dénoncé devant la justice la machination policière dont était victime son client. « *On n'attend pas des avocats qu'ils soient de notre bord* » affirmait le texte, « *mais seulement de se conformer à la réalité. Au lieu de cela le peu recommandable Me Sauveyre s'est soumis au calcul ignoble de la légalité juridique : le baveux a fait silence sur les raisons de la police en échange de quoi les juges lui ont consenti quelque rabais* ».

Manipulations

Interrogé hier après midi Me Yves Sauveyre s'est déclaré inquiet sur la sécurité de son épouse et de sa petite fille et extrêmement choqué par le procédé dont il a été victime : « *Je crois avoir défendu avec efficacité mon client. Je l'ai récemment rencontré lui et ses amis et il ne m'a fait aucun reproche. C'est pourquoi j'émets des doutes sur l'origine de cet attentat. Il peut provenir de jeunes extrémistes demeurant dans l'Est lyonnais comme de personnes ayant intérêt à entretenir le climat malsain qui règne actuellement dans ce secteur de l'agglomération lyonnaise. Cela pourrait très bien être une manipulation* » nous a confié Me Sauveyre. Malgré cette expérience, l'avocat a déclaré ne pas renoncer à défendre de pareils clients.

Par contre, les policiers lyonnais semblent beaucoup plus inquiets. Outre ces procédés qui mettent en cause — en menaçant les avocats — le bon fonctionnement de la justice, le fameux tract se termine par un véritable appel à l'insurrection : « *Brûlons encore plus de voitures à la santé des rodéo-boys emprisonnés. Avis aux amateurs* ». Ce qui peut laisser craindre une nouvelle épidémie d'incendies de voitures et d'incidents opposant jeunes immigrés aux forces de l'ordre.

RENE RAFFIN ■

Le Progrès - 7 mars 1982

PAGE MANQUANTE

PAGE MANQUANTE

« ÇA VA SAIGNER ! »

Lyon. — « Les menteurs spécialisés nous annoncent que tout est calme sur place. (...) En réalité, ce goût du rodéo est entrée dans les mœurs d'une époque comme celui des incendies. Chaque nuit, dans l'Est lyonnais, on voit les flammes. Dans la ZUP de Vénissieux, les flics sont toujours aussi bien reçus. Tous les espoirs son tpermis. » Ces extraits d'un tract distribué notamment à Vaulx-en-Velin, à Villeurbanne, à Bron et à Vénissieux, expliquent largement la prudence de l'administration et des élus face au recul de la délinquance dans l'Est lyonnais. Intitulé « Ça va saigner », le tract-affiche se conclut anonymement par ces mots : « Tout ce qui rampe sur la terre est gouverné par les coups. A nous de les donner. »

Une plainte a été déposée auprès du procureur de la République par le préfet. Plusieurs maires devraient s'associer à cette démarche.

Samedi matin 10 juillet, la première réunion à la mairie de Villeurbanne du comité départemental de prévention de la délinquance a permis de constater l'inquiétude des élus face aux « provocations ». On pouvait déjà avoir de sérieuses présomptions à la suite de l'incendie récent de huit véhicules à Villeurbanne (« le Monde » du 29 juin).

Le préfet de police du Rhône, M. Bernard Grasset, a rappelé que le premier bilan de ce début de l'été doit être nuancé. Les « rodéos » (vols suivis d'incendie volontaire des véhicules) ont certes disparu, mais la délinquance sur la voie publique a tendance à se porter sur deux arrondissements (le deuxième et le troisième) de Lyon, « là où il y a quelque chose à voler ». De plus, les incendies volontaires de véhicules ne régressent pas. Le préfet de région a enfin annoncé la création à son initiative ou à celle du procureur de la République « d'un groupe restreint d'intervention » capable de se mobiliser dans les vingt-quatre heures au plus pour « faire face à l'événement ». — (Corresp. rég.)

Le Monde, 13 juillet 82

La première réunion du comité départemental de prévention de la délinquance s'est tenue, hier matin, à l'hôtel de ville de Villeurbanne.

Constitué le mardi 6 juillet, à l'initiative du gouvernement, qui souhaite voir s'implanter de telles délégations dans 11 grandes agglomérations, ce comité s'est donné pour but d'intervenir très rapidement en cas d'incidents graves cet été dans l'Est lyonnais. La composition relativement restreinte de la délégation devrait permettre, en effet, de constituer une structure souple capable de réagir dans la journée même en fonction de l'événement.

Six représentants des municipalités de l'agglomération lyonnaise (Lyon, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Bron et Rillieux), six représentants de l'administration et six représentants d'association à but socio-éducatif se sont donc réunis pour jeter les bases de la délégation.

Des appels aux meurtres inadmissibles

Tous les participants au comité ont d'ailleurs longuement développé ce thème, après la diffusion dans l'agglomération d'un tract intitulé « Ça va saigner ! ». Les auteurs de ce texte prétendent représenter les jeunes de la périphérie lyonnaise et annoncent un été particulièrement violent. Pour les élus des communes concernées, il est évident que cette feuille est l'œuvre non pas de jeunes délinquants mais d'agitateurs bien décidés à perturber le climat de la région. Les municipales ne sont pas loin ! Le maire de Bron va même plus loin en déclarant, qu'à son avis, ce tract n'émane pas de groupuscules d'extrême-droite mais bien d'un parti politique fort, disposant de moyens importants. Il s'appuie, pour étayer sa théorie sur la qualité de l'impression et sur la très large diffusion du tract. En tout état de cause, M. Philip a précisé qu'une plainte avait été déposée auprès du procureur de la République par la préfecture, plainte à laquelle se sont déjà associés plusieurs maires de la périphérie lyonnaise. « *Autant on peut comprendre les motivations profondes de certains jeunes délinquants, autant on ne peut admettre des affiches qui sont de véritables appels au meurtre* » a conclu M. Grasset.

Ce dernier a également précisé que, pour le moment, il n'y avait pas de renforcement de la présence policière dans les quartiers « à problèmes » afin de ne pas créer un état de siège dans une période où la délinquance est normale.

Cependant, s'il se passait quelque chose de grave, dans un secteur quelconque, d'importantes forces de police sont prêtes à intervenir dans le quart d'heure qui suit l'incident. « *Il nous faut être très prudents et ne pas se laisser déborder par les provocateurs* » a conclu le préfet de police.

Le Progrès, 11 juillet 82

Pour supprimer la question du logement

A Paris plus crûment qu'ailleurs, nous sommes condamnés à étouffer dans des conditions d'habitat préhistoriques. La pénurie a planifié son territoire : chacun est attaché à l'entretien d'une cellule prévue pour son seul repos. Seule la reproduction de la vie privée y est tolérée. Aux insatisfaits, il ne reste que les cages d'escaliers, les caves d'immeubles et les terrains vagues. La nécessité s'impose donc de réquisitionner des locaux dont nous puissions user sans contrôle extérieur et sans limites.

Nous sommes quelques-uns à occuper, depuis plus de six mois, de vastes appartements dans un immeuble de construction récente, dans le XXe. Nous nous sommes introduits de force dans ces lieux, momentanément vides alors ; et nous n'avons jamais payé de loyer.

Il n'est pas question pour nous de travailler à payer pour un espace, forcément réduit du moment qu'on le paie. Et nous n'entendons pas, en occupant, revendiquer une sorte de minimum vital. Pour une fois, on n'occupe pas des maisons abandonnées (c'est souvent s'avouer vaincu que de squatter ce dont personne ne veut plus). Nous nous sommes emparés de locaux spacieux et bien équipés : ceux réservés à cette population médiocre et soumise des cadres qui finiront par envahir totalement Paris.

Ce quartier est condamné par l'Etat à une médiocrité définitive. Toute vie possible doit en être expulsée. La masse des pauvres est déportée et atomisée dans les zones de banlieues, au profit des solvables du capital, de ses fonctionnaires et propriétaires. Paris ainsi nettoyé sera à l'image de l'Etat qui est installé.

Pour l'instant, nous imposons un peu de cette vie menaçante dans des lieux occupés de force. Il faut savoir prendre des places qui méritent d'être défendues. La généralisation des occupations, sur le XXe, rend enfin possible le passage et la rencontre des individus autrement isolés. Il faut ouvrir un territoire au bavardage. Cette possibilité seule nous libère de « la question du logement ». Nous voulons de l'espace sans économie.

On ne tient pas une position offensive sur la base de la confusion. La tactique des flics est simple : attendre que les squatts pourrissent en eux-mêmes et n'aient plus aucune résistance à leur opposer. Les ramasses-miettes alternatifs y contribuent : leur principale ambition est d'harmoniser les problèmes de vaisselle. Il ne s'agit pas d'aménager la pénurie, mais de l'attaquer. La pacification urbaine et policière de ce quartier ne se fera pas sans heurts.

Des situationnistes

Paris début octobre 1982

Paris : la «résistance active» des squatters

Délogés par la police de deux immeubles, ils se sont réinstallés dans le XXe

Les opérations de police dirigées contre deux « squatts » du XIXe et du XXe arrondissement de Paris à la fin de la semaine dernière avaient donné lieu à une manifestation « musclée », vendredi, rue Olivier-Métra, où une centaine de jeunes gens s'en étaient pris à un immeuble rénové pour le compte de la Ville de Paris. Les squatters, confrontés à d'importantes forces de police, avaient dû se replier. Mais ils ne sont pas à la rue pour autant : *« Ils ont transformé un immeuble de la rue de l'Est* (20e) *en une véritable forteresse »*, accusent leurs nouveaux voisins, dont plusieurs se sont résolus à abandonner leur appartement.

« NOUS n'avons rien contre les squatters. » C'est ce qu'ils disent, au n° 3 de la rue de l'Est, quelque part entre le cimetière du Père-Lachaise et les Buttes-Chaumont, tout près de cette rue Olivier-Métra où ont eu lieu les affrontements de vendredi dernier. *« Rien de rien. La preuve ? Deux appartements, l'un au cinquième, l'autre au deuxième étage, sont occupés depuis six ou huit mois, et nous n'avions jamais eu à nous en plaindre vraiment, exception faite de la dégradation des parties communes. Seulement, aujourd'hui, c'est différent : aujourd'hui, nous avons peur... »*

Que s'est-il passé ? Des jets de pierres, vendredi dernier, à partir de l'immeuble contigu du n° 5, sur les CRS qui se dirigeaient vers la rue Olivier-Métra. Et, à partir de là, l'engrenage. Car le numéro 5 est totalement squatté, et se défend pied à pied quand les forces de l'ordre tentent de l'investir. Au cinquième étage, une porte de communication le relie au numéro 3 : c'est là qu'ont lieu les affrontements...

Il en reste des traces : une lourde plaque de fer, entre autres, qui interdit désormais le passage entre les deux immeubles. Mais, surtout, les habitants du n° 3 ont eu peur, dans la nuit de vendredi à samedi, quand leurs voisins ont « attaqué » la porte au chalumeau, et peur à nouveau, dans la nuit de dimanche à lundi, quand les pompiers sont intervenus avec leur grande échelle pour déloger des jeunes gens qui se trouvaient sur le toit. Au n° 3, certains ont plié bagages dans la nuit : hier après-midi, ils n'étaient pas tous revenus.

Ce qu'ils disent : *« La situation est devenue intenable. Il va se passer quelque chose à côté : ils sont en train de se barricader. Nous les avons vus monter dans leurs appartements des bassines remplies de pavés, et ils envoient des billes d'acier au lance-pierre sur les voisins, qu'ils soupçonnent d'avoir appelé la police. Nous avons déjà effectué des démarches auprès du commissariat, auprès du procureur, du préfet de police et du ministre de l'Intérieur, mais personne ne nous a reçus. On nous a simplement donné des conseils utiles, et il était question d'autodéfense... » « Voisins-flics, attention »* : c'est l'une des inscriptions bombées à la peinture noire qui ont fleuri rue de l'Est.

P. B.

Le Matin, 19.10.82

Paris : Fort Squatt est tombé

Rue de l'Est 21.10.82

Dès 8 heures du matin, des dizaines de policiers, habillés de tenues anti-émeutes, certains de treillis, casque sur la tête et matraque au poing, faisaient le siège de l'immeuble recouverts de graffitis. On pouvait y lire « violence prolétaire », « le flic est à l'Etat ce que l'essence est à l'automobile », « mort aux vaches » et « cette rue est interdite aux flics ».

Le Quotidien, 22.10.82

Objectif : déloger une trentaine de jeunes gens qui, depuis cinq mois, squattérisent trois appartements vides de cet immeuble neuf et sans charme de six étages. A priori, une opération de routine pour les policiers d'un quartier en pleine rénovation, devenu, depuis quelques mois, l'un des hauts lieux de la « squattérisation ». Mais cette fois-ci, ils vont se heurter à une résistance solidement organisée. *« Cette expulsion est la plus dure à laquelle j'ai jamais assisté,* déclarait hier un policier. *Un vrai fort Chabrol. »* De fait, les portes des trois appartements, situés au troisième et au cinquième étages, ont été blindées, cloutées. Toutes les issues ont été soigneusement verrouillées, les fenêtres grillagées. Aux tirs des grenades lacrymogènes des CRS, les squatters ripostent, extincteur au poing, par des jets de neige carbonique ou à coups de cocktails Molotov. Dans la bataille, un policier a été touché à une jambe, un autre, plus sérieusement semble-t-il, au visage. (...)

Mais, vers 11 heures, les forces de police étaient attaquées par un petit groupe de squatters revenus sur les lieux qui leur ont lancé des cocktails Molotov et incendié une voiture. Un CRS a été brûlé au visage et un autre blessé à la jambe. La quarantaine de squatters délogés hier matin a cependant pu échapper au coup de filet de la police, vraisemblablement alertée par du matériel radio et des talkies walkies. L'immeuble du 3, rue de l'Est est sorti en piteux état de l'échauffourée d'hier matin.

Le Matin, 22.10.82

Les appartements, dévastés, offrent l'image de véritables champs de bataille. Au milieu des détritus et projectiles divers traînent de vieux vêtements sur la moquette déchirée. Sur les portes défoncées, on voit encore la trace de quatre ou cinq serrures superposées. Aux murs, comme des tableaux, sont accrochés des couvercles de poubelle, destinés à servir de boucliers. Sur la grande terrasse du cinquième, traînent des casques, des seaux remplis de boulons, des barres de fer, une porte entièrement recouverte de clous, véritable planche de fakir. Selon les policiers, quelques grenades d'exercice auraient également été retrouvées. La cage d'escalier, le hall, les immeubles avoisinants sont recouverts de bombages : *« Longue vie aux squatters du 3, rue de l'Est »*. *« Expulsion baston »*, *« Cette rue est interdite aux flics »*...

Selon le syndic de l'immeuble, les premiers squatters s'étaient installés il y a cinq mois. Depuis la semaine dernière étaient venus s'y ajouter ceux qui avaient été expulsés de la rue Olivier-Metra, à quelques mètres de là. Ils étaient une trentaine environ, presque exclusivement des hommes, âgés de vingt à trente ans. Toujours selon le syndic, plusieurs locataires de l'immeuble en avaient déménagé après avoir subi des menaces, certains allant jusqu'à habiter l'hôtel.

B. K.

Le Quotidien de Paris, 22.10.82

La municipalité et les squatters

UNE ACTION EST MENÉE PAR DES INCONNUS CONTRE L'APPARTEMENT DU DIRECTEUR DE L'URBANISME DE PARIS

Un groupe de cinq personnes protestant contre les récentes évacuations de « squatters » par la police a inscrit, le lundi 25 octobre, des slogans à la peinture dans l'appartement du directeur de l'urbanisme de la Ville de Paris, M. Pierre-Yves Ligen, dans le 14e arrondissement.

Ces personnes se sont fait précéder d'une jeune fille tenant un bouquet de fleurs. La femme de ménage de M. Ligen, qui a vu la jeune fille à travers le judas, a ouvert la porte. Quatre jeunes gens portant des cagoules ont alors pénétré dans l'appartement. Ils ont souillé de peinture les murs de l'appartement pour y inscrire des slogans. Ils sont repartis après avoir inscrit sur un mur extérieur *« exproprions les expropriateurs »*. A la mairie de Paris, on précise qu'ils n'ont fait subir aucun sévice à la femme de ménage ni à la petite fille de M. Ligen qui se trouvaient dans l'appartement. Toutefois, selon la mairie, les dégâts causés sont importants.

Les responsables de cette action, qui s'intitulent « honneur de la canaille », ont indiqué dans un communiqué qu'ils voulaient protester contre *« le processus de déportation de la force du travail dans les stalags de la banlieue »* et contre *« l'évacuation des squatts pour satisfaire une politique du logement au profit des riches »*.

D'autre part six des squatters de la rue de l'Est à Paris (20e) interpellés lors de l'évacuation mouvementée de l'immeuble neuf où ils s'étaient installés *(le Monde* daté 24-25 octobre) ont été inculpés, le 23 octobre, par Melle Janine Drai, juge d'instruction à Paris, de rébellion en réunion et avec armes, recel de vols, détention d'armes et d'explosifs, dégradation et destruction d'objets mobiliers et immobiliers.

De plus, les 26 octobre et 2 novembre 82, deux émissions de radio d'une heure chaque relatant, l'expédition sans retour de la rue de l'Est furent assurées par nos soins.

Le Monde, 27.10.82

LES BEAUX SAMEDIS DE VIREUX.

Nous sommes quelques uns de ces "éléments incontrolés venus de loin" participer aux affrontements de la fin du mois à Vireux.

Les menteurs spécialisés qui ont le monopole policier de l'information se complaisent à opposer, dans leur presse, les sidérurgistes et les anti-nucléaires locaux aux "éléments extérieurs". Plus récement, d'autres salopes, puisque ce sont des magistrats, ont parlé, au procés de 4 parisiens arrétés le 25 septembre et pris en otages depuis, de "tourisme malsain" à notre propos°. Leur tactique, c'est d'isoler la pointe des Ardennes du reste du monde.

Les flics peuvent bien resserrer leurs contrôles, les magistrats prendre des otages et les journaux mentir, cela n'empêche pas les vérités universelles de se communiquer. Comme l'a dit en juillet un membre de VV, "le monde est régi par deux principes : l'argent et le fouet. L'argent est ce qui est le plus difficile à avoir, mais le fouet, on peut le fabriquer." Comme les salariés de la Chiers, nous sommes écrasés par la même nécéssité, celle de l'argent, celle du salariat ; voilà la raison suffisante d'une colére commune.

Quand le capital n'a plus d'intérét à exploiter des gens, il ne s'est jamais géné pour leur couper les vivres et les déporter ailleurs. L'ouvrier ne gagne pas forcément quand le capitaliste gagne, mais il perd nécéssairement avec lui. Voici des évidences qui se comprennent partout, et à Vireux notamment comme l'ont prouvé les actions publiques menées par les gens de la Chiers (vols des urnes électorales, séquestrations, incendie du chateau de la Buchére, saccage de perceptions et des locaux patronaux de la méttalurgie).

L'Etat entend faire de la pointe des Ardennes un désert garanti par la centrale de Chooz. Au minimum, les gens peuvent faire payer trés cher leur déportation. L'Etat justifie la centrale au nom de l'économie d'énergie : mais cette économie ne servira jamais qu'à entretenir l'armée de CRS et de gendarmes mobiles qui quadrille militairement la région. Qu'ils en prennent donc plein la gueule. A qui profite, ici comme toujours, l'économie ? Electeurs bafoués et salariés humiliés à la fois, il y a des gens à Vireux qui commencent visiblement à le savoir et qui ne comptent que sur eux-mêmes.

Les flics qui viennent quadriller les rues de Vireux sont les mêmes que ceux qui nous contrôlent et nous empoisonnent sans cesse l'existence dans les quartiers où nous vivons. Voilà encore une raison suffisante pour nous de venir prendre part aux réjouissances du samedi.

Nos amitiés à VV.

LES FOSSOYEURS DU VIEUX MONDE

Distribué à Vireux le 27/II/82

°: rappellons qu'une de ces quatre personnes reste maintenue en détention. Verdict le I4...

NOUS SOMMES TOUS DU GIBIER DE PRISON

La récente vague de protestation dans les prisons a ridiculisé le réformisme qui s'affiche à la chancellerie.
Les détenus n'avaient pas d'autre choix que de prendre au mot les bobards humanitaires de Badinter. Ce qu'ils ont au moins gagné par leur révolte, c'est d'avoir brisé pour quelque temps leur isolement; et c'est là qu'ils ont fait preuve d'intelligence tactique (le 22 janvier, les visiteurs, rejoints par des jeunes des cités avoisinantes ont attaqué les C.R.S. devant la porte des Baumettes, pendant que les détenus occupaient les toits; tandis qu'à Fleury, ils font la grève des parloirs, impliquant du même coup ceux qui venaient les voir).

La réaction de l'administration pénitenciaire n'étonna personne: tirs tendus de grenades lacrymogènes, transferts subits et en slip des plus actifs, tabassages, mitard, suppression des grâces.

LA REFORME REND NECESSAIRE LA REPRESSION

Badinter menace: " Aucune réforme ne sera appliquée sous la pression et la violence" (cette salope inverse tout: qui exerce la pression et la violence sur qui ?...). Autrement dit, si les détenus bougent, ils n'auront rien. Comme on sait bien qu'ils n'auront rien s'ils ne bougent pas: ils n'auront donc jamais rien. Rien que les miettes des réformes annoncées.

Entre les discours officiels parlant d'humaniser les prisons et **la réalite du pouvoir pénitenciaire**, il y a un monde - et où les deux sont secrètement complémentaires. Après l'explosion de 74, les détenus ne peuvent que harceler l'administration pour élargir un peu leur espace quotidien. Mais la moindre marge de liberté concédée aux prisonniers (comme les parloirs libres) subira toujours les restrictions de l'administration pénitenciaire qui veille à ce que les taules restent des tombeaux. (Des juges qui font systématiquement durer les détentions provisoires aux directeurs qui dictent leur loi et à l'arbitraire des matons - ces chiens bâtards de F.O.-pénitenciaire et de l'Association Professionnelle des Magistrats ont d'ailleurs déjà pris position en ce sens).

La question des parloirs libres a catalysée la colère contre le pouvoir pénitenciaire et le bluff ministériel. Mais les risques pris (nombreux blessés, mois de taule en prime, mises au secret) indiquent que la protestation va bien plus loin. **Ce n'est pas tant une demande qu'une attaque.** Les conditions intolérables déjà ressenties "dehors" sont poussées "là-bas" à leur paroxysme, et c'est là le sens de leur révolte.

Nous saurons parler et agir avec eux. On a déjà assez d'amis là-bas et certains d'entre nous y ont déjà perdu trop de temps.
Une pourriture de maton à Clairvaux, déclarait récemment à la télé à propos d'une évasion: **"on tire d'abord, les sommations après".**

Nous ne ferons pas de notre côté de sommations.

Paris, fin janvier 83.

Tract que nous avons fait en collaboration avec d'autres parisiens : il fut diffusé à Paris, Lyon, Marseille, dans les rues, lu sur plusieurs « radio-taulards », introduit dans quelques prisons ou affiché autour : à Toulouse, coincidence ou pas, il fut collé autour de la maison d'arrêt deux jours avant le mouvement de protestation de mars 83.